



Histoire de la lutte révolutionnaire en Italie (1960-2008)

[Publié la première fois en février 2013 sur le site du Centre MLM de Belgique. Le document a comme particularité de réfuter l'importance de la division entre ceux qui ont été appelés première et seconde positions.]

1. Préambule des auteurs

Ce travail voudrait être une contribution à la mémoire, notamment à l'intention des camarades et des prolétaires des autres pays, avec qui depuis des années nous nous sommes attelés dans un processus commun pour construire un Secours Rouge International.

C'est dans les échanges intenses et vivants qui se sont noués, à travers l'Europe, Turquie comprise, dans ce projet et dans cette communauté de lutte et de solidarité, qu'est née l'idée d'une telle contribution, en constatant la demande de connaissance de la part surtout des jeunes camarades. Beaucoup de textes ont été publiés, mais furent en grande partie élaborés dans l'intention de démolir, au mieux "historiciser", c'est-à-dire embaumer, transformer une réalité vivante en icône (comme disait Marx, avec auto-ironie prémonitoire, la meilleure manière d'assassiner quelqu'un, sa pensée).

Entre les repentis/dissociés et les journalistes professionnels de l'assassinat de la vérité, la production d'ordure est à la hauteur de l'enjeu: ensevelir la tendance à la révolution prolétarienne.

Donc peu des textes sérieux existent. Nous essayons ici, modestement, de donner une reconstruction qui donne compte à la fois des faits et des développements politico-idéologiques qui les ont produits, le tout s'entremêlant aux poussées fondamentales (et en dernière instance, déterminantes) sociales, de classe, vers la Liberté. C'est aussi, inévitablement, un point de vue. Celui de militant(e)s ayant traversé ces années-là et qui ont, forcément, des connaissances limitées ; en bonne partie en puisant au patrimoine de bilan que le mouvement révolutionnaire a, quand même, élaboré. Nous sommes conscients de cela et nous laissons ouvert ce travail aux corrections et compléments, en excusant-nous pour les inévitables erreurs et lacunes.

C'est aussi un point de vue, partisan, celui de militant(e)s qui continuent à travailler pour que vive la Révolution.

2. Les années '60 : émergence d'une nouvelle classe ouvrière

En Italie 1968 a plutôt été...1969. Parce que, même si 1968 a vu l'éclosion du mouvement étudiant et que dans les années '60 il y eut plusieurs luttes ouvrières de nouveau type, c'est-à-dire d'un nouveau cycle, c'est surtout en '69 que l'on vit un véritable embrasement généralisé, une explosion sociale simultanée.

Le printemps '69 est marqué par un formidable cycle de grèves sauvages, qui vont faire tache d'huile dans toutes les usines FIAT (pour une bonne moitié concentrées dans l'aire métropolitaine de Turin ; autour de 120.000 salarié(e)s). Grèves qui sont plutôt une sorte de révolte violente contre la brutalité de la condition ouvrière, de l' "Ouvrier Masse". Ces luttes ouvrières constituaient un nouveau cycle, dans le sens qu'elles venaient après la défaite de classe, longuement subie dans les années '50.(1)Par rapport à la décennie précédente, ces luttes signifiaient aussi l'émergence d'une nouvelle composition de classe. Composition façonnée par la phase de développement capitaliste tumultueux, centré autour du nouveau consumérisme de masse, sur les productions correspondantes à grande échelle (biens de consommation durables : électroménagers et voitures). A savoir, la massification du modèle tayloriste-fordiste — en fait : l'esclavage à la chaîne !(2)

Pendant toutes les années '50 et '60 ce processus s'était doublé d'un énorme mouvement d'urbanisation autour des quatre pôles industriels du Nord : Turin, Milan, Gênes, Venise-Marghera. Des millions d'Italien(ne)s du Sud (et autres régions pauvres) furent déraciné(e)s et brutalement empilé(e)s dans les ghettos métropolitains. Ce fut un mouvement de même ampleur et avec les mêmes implications socio-culturelles que les actuelles immigrations du Sud du globe.

Et cela ne fit que renforcer la charge explosive des grèves à venir. Tout autant que le phénomène de la scolarisation de masse, qui mettra en mouvement les masses des jeunes immigré(e)s et non seulement les étudiant(e)s classiques.

Cela a été un phénomène de grande portée. Cela n'a pas été peu de chose que ce passage, d'un coup, pour une grande partie de la population prolétarienne, de l'âge de scolarisation au degré supérieur (cinq années de plus, jusqu'à 19 ans). Cela signifiait un bouleversement social et culturel. Cela signifiait une ouverture d'espaces sociaux et de possibilités de vie, jusqu'alors bien plus maigres (commencer à travailler à treize/quatorze ans c'est bien autre chose, un véritable vol de jeunesse).

Ainsi, les établissements d'"éducation secondaire" (lycées et instituts technico-professionnels) furent investis par une vague de vitalité et rébellion ; ils devinrent des centres de fermentation, de lutte et de "contre-culture", tandis que ces inscriptions de masse déterminèrent aussi un certain dépassement du caractère élitiste de l'Université et son mélange aux nouveaux mouvements de classe. Cela facilita la syntonie avec le grand mouvement rebelle de la jeunesse en Chine – les fameux Gardes Rouges - avec la vague révolutionnaire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, où la critique et la transformation du rapport école/travail et travail manuel/travail intellectuel étaient également centrales.

Rappelons justement qu'un berceau fondamental de la lutte armée a été l'université de Trente, avec sa faculté de sociologie fraîchement ouverte, donc fer de lance des nouvelles disciplines et de

l'ouverture au monde d'un côté, et de l'autre également faculté bien plus populaire que les autres, les inscrits arrivant des rangs de cette nouvelle scolarisation de masse.

Ce fut un haut lieu d'initiative et de débat, duquel émergèrent plusieurs futur(e)s dirigeant(e)s d'Organisations et notamment le noyau qui, avec les premier(e)s militant(e)s ouvrier(e)s de Milan et de l'Emilie, formèrent les Brigades Rouges en '70. De même, dès le début des années '60, les nouveaux militants qui se dégageaient du Parti Communiste Italien révisionniste, firent aussi leurs expériences en privilégiant une approche "sociologique" de la nouvelle classe ouvrière, en cherchant à comprendre la nouvelle composition de classe, les tendances susceptibles de redonner vigueur aux parcours de classe.

Ce fut la riche expérience et la production théorico-pratique des quelques revues comme les Quaderni Rossi, La Classe, Quaderni Piacentini. Ce creuset, avec un courant plus classique du marxisme-léninisme (conduisant la bataille contre le révisionnisme moderne du PCI), générera les expériences politico-organisationnelles de '68 et '69.

Revenons au déroulement de événements. Dès juillet'60 avait commencé à monter l'expression d'une classe ouvrière, jeune, issue de l'émigration, moins marquée par les défaites d'après-guerre, détachée par rapport à l'ancienne culture ouvrière du travail et porteuse d'un esprit de révolte contre la bestialité des chaînes de montage et le despotisme d'usine (et social, des flics), porteuse d'une attitude agressive par rapport à l'appropriation du produit social. Le taylorisme-fordisme avait produit un très bon résultat de classe : il avait poussé à fond la transformation du travail comme "travail abstrait", rendu cruelle et évidente la réalité du travail aliéné, dégradé.

Il avait produit un prolétariat extrêmement dense et homogène qui, dans son quotidien, ressentait toute la violence d'un système qui le déshumanise, le transforme en un appendice des machines, le rend marchandise. La réponse ouvrière n'en sera que plus violente, ce sera une montée en puissance de refus et d'hostilité à ce système, jusqu'à favoriser son issue la plus logique : la Lutte Armée pour faire la Révolution, pour prendre le pouvoir.

Pendant les années '60 l'éclatement ponctuel d'une grande grève où d'émeutes de rue permettront aussi la jonction avec la base ouvrière du cycle précédent - justement au premier épisode de juillet '60, avec des affrontements particulièrement forts, et victorieux, avec la flicaille (qui avait tué de nombreux grévistes et militants en ces années là) à Gènes et dans les autres villes ouvrières ensuite, et qui firent tomber la tentative de mettre au gouvernement les héritiers de Mussolini.

C'est-à-dire qu'en ces occasions là se rencontraient la nouvelle détermination et l'expérience précédente. Rencontre qui, bien sur, fut boycottée de toutes ses forces par l'appareil révisionniste qui commença à cette époque le jeu de la criminalisation des jeunes extrémistes.

Une œuvre proprement révisionniste, (à savoir la dévitalisation de la lutte de classe, l'éviction de son instance de pouvoir, révolutionnaire), se déployait systématiquement au sein des luttes par la répression de la violence de classe, des tendances émergentes à l'affrontement. Le révisionnisme commence sa marche dans les institutions bourgeoises, en adoptant les catégories et les schémas de la pensée bourgeoise, parmi lesquels le "perbenisme" et le rejet de la révolte violente.

Il y aura ensuite, notamment, les émeutes de Turin, place Statuto, en '62 - trois jours d'affrontement

suivis à l'assaut ouvrier du siège du syndicat collabo U.I.L. (équivalent de F.O. en France, pareillement fondé avec l'argent du Plan Marshall), à cause d'une trahison grave. Et les grèves violentes de '67 et '68, à chaque fois dans un pôle industriel comme le bassin textile de Valdarno où le secteur pétrochimique de Porto Marghera (tous les deux en Vénétie).

Là aussi la lutte unifiait de nombreuses usines du pôle, en débordant sur le territoire par des blocus et manifs dans les rues, enfin par les affrontements avec la police. Ainsi, en '68/'69, l'emploi du "squadismo" fut immédiat, et une partie en fut utilisé aussi comme main-d'œuvre pour les bombes de la stratégie de la tension. Combien celles-là furent inspirées par les patrons U.S., ce fut évident déjà avec la première, celle de Pza Fontana, à Milan.

Parce que une des tactiques héroïques, théorisée dans leurs doctrines, est celle de ne pas revendiquer de tels attentats et, d'en rejeter carrément la responsabilité sur l'adversaire. Pendant quelques années la "piste anarchiste" et du "mouvement" furent martelées. Quelques camarades reçurent plusieurs années de prison, subirent des violences et l'un d'eux, le cheminot Pinelli, fut tué au commissariat. La grande campagne de contre-information et de mobilisation "contre le massacre d'Etat" se donna beaucoup de mal pour renverser cette monstrueuse machination.

Plus encore, les terroristes impérialistes théorisèrent et pratiquèrent l'infiltration dans les groupes et mouvances révolutionnaires, susceptibles de manipulation ; même jusqu'à organiser, de leur propre initiative, un groupe armé, en impliquant des éléments marginaux, exaltés et en les poussant à l'action. Action confuse politiquement, évidemment, et ainsi utilisable pour torpiller le climat.

Cela et bien d'autres choses encore, entrent dans cette théorie de la "guerre civile de basse intensité" qui fut systématiquement déployée en Amérique Latine dans les années '60 (sous impulsion de la grande et "éclairée" administration Kennedy). La liste des crimes perpétrés de par le monde, sous cette direction stratégique, est énorme. Les méthodes appliquées en Italie en sont une copie ! Réactivation des milices fascistes, terrorisme aveugle, infiltration-manipulation, collaboration avec les organisations maffieuses. Le tout promu et dirigé par la centrale clandestine susmentionnée (la loge P2) et par d'autres structures de l'appareil d'Etat.

Selon des données officielles, entre 1969/74 on a dénombré environ 70 personnes tués par ces activités : plus de 40 par les bombes de la "stratégie de la tension", une dizaine par des agressions fascistes, et une autre dizaine par les "forces de l'ordre" au cours des manifs et dans les commissariats. Face à cela, il y a eu quatre morts de la part des forces révolutionnaires : un flic dans les affrontements au cours d'une manif ouvrière à Milan ; le fameux commissaire Calabresi, en tant que représailles à l'assassinat du cheminot Pinelli dans son commissariat à Milan ; deux fascistes durant une irruption des BR dans le siège fasciste central à Padoue.

Déjà la donnée quantitative est "surprenante". Mais c'est aussi important de souligner la donnée qualitative : à l'évidence, le vrai terrorisme est celui d'état contre les masses en lutte. Et, en fait, la contre-révolution ne revendique jamais (elle fait de la désinformation, utilise n'importe quel sigle de commodité) ; pire encore, essaye d'adosser ses propres crimes au mouvement révolutionnaire. Fait vrai qu'on peut constater sous toutes les latitudes (de l'Amérique latine à la Turquie, à l'Indonésie). La lâcheté et l'abjection de la violence réactionnaire est le produit logique de la

"moralité" du système !

L'élément nouveau, la nouvelle expression de classe qui s'exprime à ce moment, éclatera de manière massive, généralisée au printemps '69 chez FIAT. Outre la radicalité des grèves sauvages, les premiers débordements violents (sabotage des lignes de montage, attaque aux chefs-flics), s'affirment de nouvelles formes d'organisation, spontanées et plus proches des collectifs de travail : en fait une organisation de masse sur les lignes, par équipes ou secteurs qui exprimaient, à la limite, le délégué en tant qu'avant-garde de lutte reconnue et interne à l'équipe (en faisant sauter la légitimité de l'ancienne représentativité syndicale, minime et très détachée de la production), jusqu'à la formation de l'Assemblée Autonome Ouvrier(e)s/Étudiant(e)s.

C'est la descente des étudiant(e)s aux portes des usines, organisée par les groupes politiques extraparlimentaires, qui donne lieu à cette Assemblée où, à la sortie du travail, se mélangent ouvrier(e)s et militants extérieurs pour suivre et développer les grèves sauvages quotidiennes.

Ces Assemblées Autonomes seront une expérience très importante, une forme d'organisation réelle de la lutte de masse, et un lieu de débat et formation pour toute une nouvelle levée des militants. Ce sera ici que se formeront vraiment les groupes plus importants, Lotta Continua et Potere Operaio, comme résultat du travail innovateur des cercles militants/intellectuels des années '60 (fait notamment aux portes des usines dans le style Enquête) et de cette capacité à comprendre et de se rapporter aux nouvelles expressions ouvrières. C'est d'ailleurs à la fin de '69 que naissent leurs journaux respectifs.

Les luttes s'étendront jusqu'à juillet, culminant dans une nouvelle grande émeute à Turin, sur la question du logement : la bataille de Corso Traiano, le 3 juillet '69. Une manifestation convoquée à la sortie de FIAT Mirafiori, rejointe par des milliers des prolétaires de l'usine et des quartiers, se transforme en bataille rangée contre les flics, pendant la journée et la nuit, s'étendant dans plusieurs quartiers de la banlieue, et voyant les prémices de l'intervention organisée des groupes militants finalisée au développement de la violence révolutionnaire.

L'automne verra un nouveau saut dans la généralisation au plan national, dans les usines surtout mais aussi chez les ouvrier(e)s agricoles et quelques autres secteurs. C'est le renouvellement de la convention nationale des métallurgistes qui allume le brasier. L'État est en sérieuse difficulté et la réponse répressive n'est pas à la hauteur : il y aura des tués (quatre ouvriers agricoles à Battipaglia et Avola, dans le Sud ainsi qu'un flic au cours d'une manifestation ouvrière à Milan).

Mais les vraies mesures, pour reprendre en main la situation, seront autres, comme l'intervention des appareils réformistes-révisionnistes au sein de la classe, notamment par le mot d'ordre de constitution des nouveaux délégué(e)s et des nouveaux Conseils d'usine.

Tout en considérant que les structures existantes étaient complètement dépassées et inadaptées à cette explosion prolétarienne, et qu'en tout cas il fallait bien faire mine de changer quelque chose, les nouvelles structures étaient bien plus consistantes (on passe de quelques rares délégué(e)s pour des centaines de salarié(e)s, à un(e) délégué(e) par chaque équipe d'ouvrier(e)s, donc pour quelques dizaines de personnes) et adaptées à la nouvelle réalité des masses énormes d'ouvrier(e)s fraîchement urbanisé(e)s et radicalisé(e)s.

Pour un bon moment ces nouvelles structures seront réappropriées par la force débordante de l'Autonomie de Classe, les appareils révisionnistes étant obligés de donner du lest pour jouer la récupération dans une phase plus calme. Mais on voit dès le départ leur sens véritable, vu que ces Conseils sont, quand même, installés en concurrence et contre les Assemblées Autonomes.

D'un autre côté, c'est l'émergence soudaine du terrorisme d'Etat, avec le massacre du 12 décembre'69 (16 morts dans une banque par une bombe aveugle). C'est l'acte d'éclat de toute une stratégie, bien précise et dessinée à l'ombre des cercles occultes du pouvoir (et sous influence des cercles impérialistes internationaux), et qui constituera une vraie déclaration de guerre de classe.

Contrairement à beaucoup de préjugés, c'est rarement le prolétariat qui commence les hostilités, son parcours de lutte, même radicale, au processus révolutionnaire n'étant ni simple ni rapide. La domination bourgeoise, par contre, est désormais constituée en forme de contre-révolution préventive, elle connaît et elle craint au plus haut point les développements de la lutte de classe.

Ces sauts importants dans la dynamique de luttes obligeront le mouvement de classe à "grandir vite". C'est là que le débat autour des perspectives, et notamment la question de l'issue politique et celle de la violence révolutionnaire, se dessine, qu'il prend une autre ampleur.

Et c'est aussi tout le poids du contexte international qui voit se développer, dans toute sa puissance, la vague des luttes de libération nationale-anticoloniale, le prestige immense de la guerre populaire au Vietnam et de la Révolution en Chine. Qui alimentent aussi la nouvelle vague des guérillas latino-américaines, source de grande inspiration pour nous en étant un peu à mi-chemin entre les guerres populaires et la réalité des métropoles impérialistes.

Il faut dire clairement que le contexte international, à juste titre, a pesé plus que d'autres facteurs d'influence, et cela parce que la dynamique de la Révolution prolétarienne est internationale, se détermine localement mais par rapport aux grandes données de la phase capitaliste internationale et des rapports globaux de force entre les classes.

Il faut bien préciser cela, ici aussi contre des idées erronées qui ont été véhiculées, comme le présumé très italien d'une situation démocratique particulièrement dégradée et sous menace de dérive fascisante, ce qui aurait légitimé et caractérisé ensuite la prise des armes par le mouvement révolutionnaire. C'est faux, et cela relève d'une interprétation à usage des différents courants de la "dissociation", pour amoindrir, réduire la portée idéologico-politique de ce choix, son caractère de stratégie, sa finalité de Révolution de classe !

C'est-à-dire qu'il n'y avait pas tellement de crainte d'un coup d'Etat fasciste, mais plutôt la maturation de l'idée de "contre-révolution préventive" comme forme désormais stable et vraie armature interne des soi-disant démocraties impérialistes.

Tout mouvement de classe où de libération aurait buté inévitablement contre cette armature profonde de l'Etat, au-delà d'un certain seuil de lutte et de revendication. Là se poserait inévitablement la question : soit reculer, renoncer à ses aspirations en les consignant aux gestionnaires réformistes, soit accepter la guerre de classe.

On peut par contre considérer la réelle persistance d'un héritage politique et idéologique de la

Résistance anti-fasciste, par la grande force qu'elle eut en Italie jusqu'à avoir touché la possibilité de sa transformation en prise de pouvoir révolutionnaire. La crise révolutionnaire dura jusqu'en '48, lorsque Togliatti décréta rudement l'abandon de cette voie, au bord de la crise gravissime qui suivit justement l'attentat qu'il venait de subir.

De son lit d'hôpital, il ordonna aux milliers d'insurgé(e)s qui avaient pris les armes à la main, et contrôlaient d'importantes villes ouvrières (et qui commençaient à attaquer armée et police), de s'arrêter. "Rentrez à la maison" : voilà la grande trahison révisionniste, qui allait plonger les forces de classe, dont les Partisans, dans une crise profonde, en facilitant la restauration, la vague réactionnaire.

De tout cela, justement, les traces étaient profondes et encore vivantes. Ce sera une racine "lointaine" qui contribuera au nouvel essor révolutionnaire, à sa légitimation sur le plan de la continuité historique, avec aussi une transmission des véritables armes.

Les raisons de fond sont donc celles indiquées, internes à la nouvelle phase internationale, aux nouvelles formes de l'exploitation capitaliste et de la composition de classe.

Ainsi, pour la précision, les deux premiers regroupements armés - le Groupe 22 Octobre, et les G.A.P. (Groupes d'Action Partisane) - furent un parfait mélange des nouvelles instances militantes et un rappel de l'héritage partisan. Mais ce ne furent que des météores lumineux, rapidement consumés. La détermination des nouveaux militants prolétariens qui s'y exprimait - ce furent surtout des attaques à l'explosif contre des capitalistes au centre des luttes et des financiers de fascistes, la constitution d'une radio pirate qui réussit quelques coups d'éclat, ainsi que l'apport du célèbre éditeur G. Feltrinelli qui tomba au combat et qui donna une grande contribution en publiant et faisant connaître quantité de textes internationaux, notamment ceux de l'Amérique du Sud - ne suffit pas, manquant une certaine épaisseur d'analyse et de projet.

L'histoire vraie commence en novembre '70 : première attaque incendiaire contre un chef de Pirelli.

Pour la première fois apparaît la signature : Brigades Rouges !

3. Novembre '70 : la formation des Brigades Rouges et leurs débuts

Ces débuts furent la conclusion d'un processus idéologico-politique qui, depuis la rencontre entre le noyau d'étudiant(e)s de Trente et quelques avant-gardes de lutte ouvrières de Milan et de la région d'Emilie, avait pris forme dans le Collectif Politique Métropolitain à Milan. Lieu de rencontre et de coordination interne aux luttes et, en même temps, organisme qui élevait le niveau du débat, commençant à tracer les lignes d'orientation qui amèneront au projet de lancement de la Lutte Armée. Il aura une revue : Sinistra Proletaria (Gauche Prolétarienne...), le temps de décanter la position politique et de faire les premières expériences.

Le niveau théorique-idéologique exprimé est, dès le départ, élevé ; constitue une bonne synthèse de compréhension du cycle des luttes internes et du contexte international, du positionnement par rapport au révisionnisme moderne et aux avant-gardes réelles.

Cette synthèse faisait émerger la nécessité de dépasser la stratégie sur "les deux temps" (accumulation des forces à travers les luttes de masse et l'électoratisme, ensuite échéance insurrectionnelle), qui était devenue en fait une des raisons du pourrissement révisionniste, mais qui gangrène aussi la nouvelle gauche extraparlamentaire avec son incapacité à saisir les contradictions sur lesquelles justement les partis étaient devenus révisionnistes, avec son spontanéisme/suivisme des luttes de masse.

L'idée formulée - et appliquée !- était qu'il fallait développer une stratégie basée sur l'unité du politico-militaire. Le processus révolutionnaire devait, dès le départ, contenir ses éléments constitutifs, préfigurer le chemin dans ses possibilités et nécessités, donc indiquer clairement, dans la pratique, comment on pouvait passer des simples luttes immédiates (pour radicales qu'elles soient) à des niveaux plus élevés, pour approcher la question cruciale : la lutte pour le pouvoir !

Et démonstration était faite que l'on n'aurait jamais grandi en suivant les masses, en accompagnant leurs mouvements. Il fallait instaurer, construire une dialectique entre ces expressions, fondamentales, et la tendance révolutionnaire, ce qui voulait dire : idéologie, théorie, programme politique, mais aussi (et surtout) leur concrétisation dans des moyens et une stratégie de lutte posés subjectivement. Donc une Organisation, ayant comme objectif le Parti Communiste formé dans l'exercice de cette pratique, l'unité du politico-militaire, la lutte armée.

C'est-à-dire que le projet se basait sur la synthèse des trois éléments essentiels :

- une formulation de l'autonomie prolétarienne (ou de classe) comme apport et analyse concrète des grandes luttes de masse qui se déroulaient (et à l'intérieur desquelles les camarades se situaient en tant qu'avant-gardes reconnues), de leurs potentiels et leurs limites infranchissables ;

- la décision donc subjective, en tant que collectif militant, de formuler une ligne politique, une stratégie pour la Révolution, ici dans les métropoles impérialistes, en se basant sur les acquis historiques du marxisme-léninisme et de la nouvelle vague internationale (Chine, Vietnam, Cuba et Amérique Latine). Selon les mots des camarades brésiliens, justement : «aujourd'hui l'alternative du pouvoir prolétarien doit se poser tout de suite en termes politico-militaires, étant donné que la lutte armée est la voie principale de la lutte de classe» ;

- et une implantation théorico-idéologique adéquate au niveau exprimé des contradictions de classe, au niveau du rapport de force international qui, tous deux, faisaient rêver largement sur la maturité du passage au Communisme, comme donnée profondément vivante à l'intérieur des mouvements. En appliquant que «sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire», et en cherchant aussi les nouveaux apports : «la Révolution culturelle est aussi nécessaire que la Révolution politique».

Pour tous/tes ceux/celles qui douteraient encore de l'épaisseur et complexité du projet (argument agité par tant d'opportunistes qui l'ont dénigré comme "pratique de l'exemplarité du geste"), qu'on lise ce passage : «Nous croyons que l'action armée est seulement le moment culminant de tout un vaste travail politique, par lequel s'organise l'avant-garde prolétarienne. Et le mouvement de résistance, de façon directe par rapport à ses besoins réels et immédiats. En d'autres termes, pour les BR l'action armée est le point le plus élevé d'un profond travail dans la classe : c'est sa perspective

de pouvoir.»

Ainsi les BR surent donner suite et issue aux expressions de l'autonomie de classe : l'incendie des voitures des chefs, des fascistes et autres collabos d'usine, et aussi des flics sur le territoire, étaient développés de manière organisée et politique. Ce n'était pas exercé sur le plan symbolique (pour autant qu'évidemment il y a aussi cette valeur), mais concrètement, politiquement, dans les passages de l'affrontement politico-social de classe. Encore plus avec le passage à quelques enlèvements (de courte durée) de dirigeants des grandes usines, au centre des luttes (Siemens et Fiat).

Cette cohérence courageuse valut tout de suite le succès politique. Le premier noyau fragile, duquel on a parlé, fait tache d'huile : l'Organisation s'implante dans nombre de grandes usines et de quartiers de Turin, Milan, Gènes, Vénétie. C'est la réussite du "pari" : la classe comprend et répond, entre autres avec la disponibilité des cadres militant(e)s ouvrier(e)s parmi les meilleur(e)s (ce qui sera visible dès les premières arrestations).

Elles n'étaient pas seules, avant tout parce qu'elles se greffaient sur des comportements et formes de lutte très répandues à l'époque, les ouvrier(e)s pratiquant la casse de lignes de montage pendant les cortèges internes, le sabotage, le guet-apens hors de l'usine aux petits-chefs, etc. Surtout la pratique des cortèges internes était la véritable arme de masse, qui rythmait le déroulement d'une phase de lutte ; les BR greffaient, dialectisaient leur initiative par rapport à tout cela.

Et puis parce que d'autres composantes militantes avaient commencé à se poser dans la même perspective et la même pratique. Seulement, d'importantes différences idéologico-politiques créèrent une distance qui deviendra, avec le temps, question de lignes différentes ; et en plus, le caractère moins clair de ces autres composantes, leur gestation politique plus compliquée fit en sorte que leurs initiatives et structures restèrent pendant longtemps - jusqu'en '76 - dans une sorte de limbe, ne faisant pas de revendications claires, utilisant des sigles différents, n'ayant pas d'élaboration politico-idéologique correspondante. Là aussi, d'ailleurs, il faut reconnaître les traits de force et la cohérence stratégique qui feront la primauté des BR (et leur continuité unique parmi les organisations, jusqu'à ce jour).

En fait, la grande différence résidait dans la relation avec le "Mouvement", cette entité générale qui englobait toutes les luttes, cette espèce de fleuve où tous nageaient. Toutes les autres organisations garderont une relation de complémentarité, de suivisme en un certain sens, resteront "mouvementistes" (comme on disait alors). Finalement donc, une réédition du clivage entre léninistes et non-léninistes.

4. Mouvement et gestation de l'aire de l'autonomie ouvrière

Comme on l'a déjà fait remarquer, Potere Operaio constitua une sorte de creuset pour différentes expériences. Depuis son sabotage, nombre de ses noyaux innervèrent le Mouvement et impulseront les initiatives et le débat. En général ce furent ces noyaux qui alimentèrent et encadrèrent le débat et les évolutions suivantes, dans la rencontre et l'agrégation avec d'autres secteurs du Mouvement.

Ce fut surtout la rencontre avec l'aire des ressortissant(e)s de Lotta Continua (qui, elle, éclata en 76,

mais à la différence de P.O., de manière négative, comme issue d'une crise grave d'identité et de perspective). Surtout la réalité se révéla de toute une aire petite-bourgeoise qui allait imiter les gestes de trahison - retour au bercail paternel - d'une bonne partie des "soixante-huitard(e)s". Nombre de collectifs territoriaux et d'usine, plus une grande partie des services d'ordre, se retrouvèrent après la bataille interne (perdue) pour l'avancement vers un processus révolutionnaire, et notamment par l'étape de l'armement de masse.

On voit déjà deux caractères fondamentaux de cette démarche politique et organisationnelle, caractères qui seront déterminants et lourds de conséquences :

1) il n'y a pas de véritable séparation entre les niveaux de masse et celui qui devrait se concevoir comme stratégique, sinon le Parti, du moins l'Organisation. Cette dernière commence à se dessiner comme la fédération de nombreux collectifs et comités locaux (souvent très dignes, mais où était quand même prééminente la dimension de masse et publique).

2) Armement de masse. Voilà un mot d'ordre extrémiste, confusionniste (des niveaux) et lourd de dérives militaristes. Ce qui arrivera exactement, dans le temps, et qui était évident dans la reprise d'un secteur fort défectueux en ce sens comme les services d'ordre précités.

Il y aura environ deux années d'expérience et de tissage de ce nouvel assemblage, dont une dense publication résumera l'élaboration politico-théorique - Linea di Condotta - qui se dérouleront au milieu d'une phase de lutte toujours très forte et riche et dans laquelle certains de ces collectifs avaient une présence marquée.

C'était le cas notamment d'une Coordination de Comités d'usine dans la banlieue de Milan - Sesto San Giovanni, centre sidérurgique surnommé Stalingrad, par son apport à la Résistance - qui en arrivèrent à exercer leur hégémonie dans une grande usine (Magneti Marelli) où ils réussirent à expérimenter l'exercice de la force au niveau de l'organisation de la lutte interne, sous la forme de "décrets ouvriers" à imposer ; jusqu'au fait d'empêcher le licenciement de quatre camarades, en les faisant rentrer tous les matin escorté(e)s par la "milice ouvrière" , et cela pendant quelques mois !

Ce thème de la "milice ouvrière", sera d'ailleurs un axe porteur : construire la force politico-militaire comme support des organisations de masse avancées, comme sorte de contre-pouvoir, comme exercice concret, imposition des objectifs de lutte qui commençaient à casser les limites de la légalité et à annoncer des contenus "objectivement" révolutionnaires.

Ce fut le cas notamment de la vague des auto-réductions. Celle-ci, consistant en un refus des augmentations tarifaires de gaz, électricité, téléphone, se traduit en '75 par un vaste mouvement d'auto-réduction des factures.

Structuré autour du vaste réseau des Comités de Lutte dans les quartiers (tandis que une partie des Conseils d'usine rejoignait le mouvement en battant le sabotage des révisionnistes), il se prêtait bien à y développer une radicalisation des mouvements de masse : "les prix politiques", c'est-à-dire comme expressions des rapports de force et comme tendance à la négation de la marchandise ; la "réappropriation", comme formes de lutte non plus revendicatives mais d'imposition directe, comme "pratique de l'objectif" ; "contre-pouvoir" donc, et nouveau terrain qui exige l'organisation de la force, généralement armée (ce qui pour une partie était justement cette ligne de la "milice

ouvrière").

Il faut aussi considérer que cette vague se greffait sur une considérable situation pré-existante d'occupation d'immeubles (des cités entières d'HLM), et sur une organisation générale en Comité Autonomes de Lutte, par exemple sur la "grève des loyers". Terrain de lutte émaillé d'affrontements avec les flics, qui en arrivèrent à tuer quelques camarades, ce qui donna en retour des flambées de violence prolétarienne et d'exercice de nouvelles formes d'organisation.

Dans le bourgades périphériques de Rome, notamment, on en arrivera aux affrontements armés entre les occupant(e)s soutenu(e)s par les camarades organisé(e)s et la troupe. Et avec des victoires, enfin, soit contre les flics, soit pour l'objectif d'obtenir les logements (toujours entre '74 et '75).

Et encore, un important mouvement d' "expropriations de masse" allait se développer: comme concrétisation du mot d'ordre "prix politiques", les Comités avaient déjà initié toute une activité autour des grandes surfaces, des marchés, des spéculateurs, intermédiaires commerciaux, etc. jusqu'à des actions d'auto-réduction des prix et des expropriations massives.

Sur cela allait se greffer une poussée spontanée de la nouvelle levée des camarades plus jeunes (qui allaient constituer les premiers Cercles des Jeunes Prolétaires, mi-local politico culturel/mi-squat), qui passaient directement aux expropriations systématiques ; pas uniquement dans les supermarchés, mais bien plus dans les belles boutiques : disques et hi-fi, livres, fringues. Les limites des objectifs étaient poussés toujours plus en avant. Ce n'était pas, pour les jeunes notamment, qu'une réduction des prix sur les biens de survie, sorte de lutte salariale de nouveau type, c'était la "réappropriation de la vie" ainsi que le casse de la marchandise !

Le plus souvent ces actions étaient "couvertes" par la présence d'une équipe armée, et en général tous ce terrain de lutte dans les quartiers connut un développement considérable de pratique armée des organisations : dans les termes plutôt d'initiatives de portée locale, fragmentaire, et non liée par un projet centralisé de développement du processus révolutionnaire (d'où le manque de signature unique, centralisée, et la cacophonie de sigles qui a fait croire l'existence de dizaines de groupes).

Ces projets existaient, mais restaient pour ainsi dire à l'état latent, sous-jacent, n'arrivant pas à s'exprimer clairement comme dans le cas des BR. Cela arrivera bientôt à la formalisation d'une organisation et d'une "branche" (Prima Linea et l'Autonomie Ouvrière Organisée qui n'arrivera jamais à s'unifier et où coexisteront trois ou quatre Organisations armées majeures) , qui essayeront ce passage ; mais elles resteront toujours marquées par ce caractère spontanéiste, mouvementiste de fond , et comme on verra, leur tentative, très précaire et contradictoire, fera vite naufrage dans un retour au Mouvement, comme résultat de défaite et donc comme recul grave.

Ceci ne se veut pas un déni de reconnaissance envers cette aire révolutionnaire, et à ses apports qui ont été importants dans la recherche des nouveaux chemins qui auraient pu répondre aux contradictions laissées ouvertes par le cycle historique précédent : la valorisation des expressions de classe en tant que sujet révolutionnaire, pour dépasser l'excès de dimension politique séparée (qui avait aussi ouvert la voie aux dérives révisionnistes), donc les catégories de l' "antagonisme" , de "subjectivité de classe", de "guerre sociale", de "contre-pouvoir", d' "illégalité de masse".

Catégories qui mettaient en avant la valeur révolutionnaire (prétendue) du social, des luttes et des comportements de masse de "auto-valorisation prolétarienne", du sujet social qui était à l'avant-garde (ainsi pour l' "ouvrier-masse", ensuite l' "ouvrier social", ou le "sujet antagoniste" tout-court).

Mais un éclectisme idéologico-théorique prévalait trop, qui en finit trop vite avec l'héritage positif du passé, en jetant par dessus bord l'essentiel du marxisme-léninisme. En résumé, ils jetèrent le bébé avec l'eau du bain ...

5. 1974-'75 : l'affirmation de la lutte armée

Voyons une chronologie de passages et d'actions significatives de cette phase :

- 1974 est marquée par l'enlèvement du juge Sossi, tournant décisif du niveau de "propagande armée", directement liée au conflit de classe dans la relation capital/travail, à un niveau qui préfigure la lutte politique générale, l'affrontement Classe/Etat. Ce juge était très connu, et haï, par le prolétariat en lutte de Gènes. L'attaque était particulièrement bien ciblée, faisant le lien entre les exigences du mouvement de classe et la projection sur le plan de l'affrontement à l'Etat.

Et naturellement cela rendait visible le niveau politico-organisationnel atteint, qui était considérable, en sachant que l'enlèvement dura quelque semaines et qu'il y eut une négociation publique (les BR choisissant, en bonne cohérence révolutionnaire, de rendre publics tous les passages de l'évènement, pour que la classe se les approprie ; contrairement à l'Etat qui cherchait à cacher et à torpiller les contenus des luttes par une couche épaisse de manipulation, d'intox, et d'ignorance).

Les BR posèrent la libération de 13 militants, en faisant éclater au grand jour l'existence de ce front de lutte : la prison, les nouveaux camps, la répression comme terrain stratégique de l'Etat. Il y aura accord, les BR libéreront l'otage, mais l'Etat renia sa parole ! Deux ans plus tard les BR régleront le compte au magistrat qui géra cette trahison, le Procureur Coco, avec deux agents d'escorte, ce qui constituera aussi l'action de saut de qualité au niveau de l'attaque.

L'action contre Sossi marqua aussi la définition stratégique, par l'apparition de certains mots d'ordre qui deviendront célèbres. Ils le deviendront parce qu'effectivement les B.R. en firent l'axe de leurs attaques. Le plus connu est «Porter l'attaque au cœur de l'Etat». Il faut préciser un peu ce que l'on entend là (contre un tas de déformations intentionnelles qui ont circulé).

Ce n'est pas une attaque de caractère symbolique, éternellement semblable, de style anarchiste.

Ce n'est pas un attaque de type prioritairement militaire, qui vise tout de suite à entamer la puissance de l'Etat, parce que, au de là du simple bon sens, les BR envisageaient un processus révolutionnaire, par étapes et, naturellement, le caractère et les niveaux de l'attaque dépendent de l'étape où l'on se trouve. Ce n'est pas au début qu'on est en condition de détruire les forces ennemies.

Le concept d'«attaque au cœur de l'Etat» est plutôt la question de concevoir que dans toutes les phases de la lutte de classe, il existe un nœud où se lient, où se concentrent les contradictions et la ligne d'affrontement entre les classes et que, à ce niveau, l'Etat dans la personne du gouvernement agit en élaborant un projet, ou des projets politiques qui sont l'arme fondamentale dans leur

conduite de l'affrontement. Dans le projet politique de conjoncture (ou de phase) se résume l'intérêt bourgeois de la fraction dominante (en composant de façon subalterne, et toujours contradictoire, l'intérêt des fractions bourgeoises secondaires), sa manière d'attaquer le prolétariat et de développer le système capitaliste.

Sortir des limites de l'affrontement capital/travail et des écueils du "mouvementisme" signifie savoir transposer la force de classe sur ce plan là : attaquer la bourgeoisie sur le plan politique général, en faisant ressortir en même temps le caractère de classe de l'Etat et en lui opposant l'intérêt général historique du prolétariat, de la classe.

Donc ce sera encore une logique d'attaque très politico-militaire, à la finalité de recomposition de classe qui ne peut qu'advenir en posant et en affrontant les contradictions centrales, sur ce plan d'affrontement Classe/Etat.

Résultat du grand bond en avant, de l'influence grandissante, deux nouvelles colonnes commencent à se structurer, en Ligurie et en Vénétie (et sur la base des noyaux ouvriers de grandes usines et de ports, notamment) ; alors que se constitue la Direction Stratégique qui dorénavant ponctuera annuellement l'activité de l'Organisation par une élaboration politico-théorique qui en constituera l'adresse stratégique. Ainsi, la première Direction Stratégique - en tant que document - sera publié en avril '75. De par sa clarté, elle reste un document utile encore aujourd'hui.

Toujours au printemps'75, il y aura le premier enlèvement de capitaliste à finalité d'expropriation.

Dans la fusillade avec les carabinieri, qui vont le libérer, tombe Mara Cagol, une camarade du noyau fondateur. Très aimée, elle restera une figure symbolique et la Colonne de Turin prendra son nom. Quelques mois avant elle avait aussi dirigé la première action d'assaut contre une prison (Casale Monferrato, en Piémont) pour libérer un camarade.

On verra aussi une campagne conjointe avec les NAP (Noyaux Armés Prolétariens) contre l'appareil de la contre-guerilla - attaques contre des structures de carabinieri et du système pénitencier. Et la première attaque sur la personne d'un ennemi, dans en l'occurrence un notable du parti au pouvoir, la DC (Démocratie Chrétienne), attaque qui prendra souvent cette forme : la "jambisation" (coups de pistolet aux jambes).

En '76 ce sera surtout l'exécution, dont a déjà parlé, du magistrat Coco en tant que représailles et élévation de l'attaque à l'Etat. Et la mort d'un autre camarade, jeune et très estimé, Walter Alasia. La colonne de Milan prendra son nom. Son enterrement sera aussi un moment fort, avec des centaines de personnes présentes malgré l'intimidation des flics, et sa défense publique, par tract, de Comités Ouvriers de la mouvance autonome de Milan.

En 1974/75, le niveau d'affrontement dans la rue a été très élevé, et plusieurs camarades seront tués par les forces de la répression, naturellement soutenues par les bandes fascistes et par le terrorisme d'Etat qui perpétra alors deux de ses pires carnages : un sur le train *Italicus* (lors des vacances d'été, pendant les grands déplacements familiaux), un carrément dans une manifestation syndicale, au centre de Brescia (Lombardie).

Il y eu des dizaines de morts et de blessés. Les funérailles des huit morts de Brescia donneront lieu à

un grand moment de lutte. De la foule immense émergea une contestation violente des autorités de l'Etat, perçues à juste titre comme les véritables auteurs de ces massacres.

Ce fut un moment très fort, qui marque, au niveau de la classe, une maturation sur les dimensions de l'affrontement : face à un puissant cycle de luttes de masse (avec aussi, sur son pendant électoral, une grande avancée du parti révisionniste), le visage féroce de l'Etat bourgeois apparaissait. Comme nous l'avons déjà dit, cela démontrait que c'était la bourgeoisie qui avait commencé la guerre, à amener l'affrontement sur le plan de la guerre ; c'est justement en ce sens que se détermine le concept de "contre-révolution préventive". L'autre grand fait qui marqua la toile de fond fut le coup d'Etat au Chili.

Ce fut l'éclatante démonstration de ce que la démocratie formelle bourgeoise est, précisément, très formelle ; c'est une sorte de "liberté surveillée" susceptible d'être révoquée à tout moment. Et que le chef d'orchestre se trouve à Washington. La tension montait de toute part, et la tendance au recours aux armes en était renforcée. C'est dans ces années là que cette tendance mûrit aussi dans l'aire de l'Autonomie, et qu'elle commença à se traduire en structuration logistico-organisationnelle. Même si, comme on le verra, cela constituera une gestation complexe qui fera son saut qualitatif en 1977, avec la naissance des véritables O.C.C.

Un terrain qui, ces deux années, sera important comme praxis et développement organisationnel sera celui de l'affrontement à la violence policière : services d'ordre, lutte de rue avec la police, antifascisme militant. Ce dernier devint un pratique diffuse et systématique pour contrecarrer les agressions fascistes, souvent couvertes et soutenues par la police. Cet affrontement fut à certains moments très dur, mais ce n'étaient plus seulement des camarades qui tombaient. Des fascistes furent exécutés. Le mouvement révolutionnaire pesait de manière toujours plus déterminée dans le rapport de force.

L'évolution en ce sens des BR était alors logique, compréhensible. Jusqu'à 1977, les exécutions seront très rares, ce qui alimentait l'imagerie romantique des « *justiciers à la Robin des bois* ». Pourtant, il y eut à Padoue en 1974 l'exécution de deux fascistes qui résistaient à une action de "perquisition" dans le siège du parti néo-fasciste de la ville. Ce n'était pas prévu, et cela occasionna un peu de confusion dans la gestion politique. Toutefois, comme le fait s'était produit dans le contexte des attaques fascistes et étatiques, et comme l'un des deux fascistes était un ancien *repplichino* (la milice la plus répugnante de la dernière phase du fascisme), l'action fut largement comprise et approuvée.

6. Les luttes dans les prisons - les Noyaux Armés Prolétariens

Ces trois années verront aussi l'essentiel de l'activité des Noyaux Armés Prolétariens (NAP).

Leur histoire est l'histoire des luttes en prison, luttes qui seront calquées sur le mouvement de classe, avec un même élan, dans les temps et dans les références.

Il est impressionnant de voir combien les premiers actes seront des révoltes violentes dans les trois grandes prisons métropolitaines de Turin, Milan et Gènes, exactement la géographie de pôles ouvriers, et entre '69 et '70 ! Puis il y a généralisation, les luttes se succèdent et le mouvement

révolutionnaire court immédiatement à leur soutien de l'extérieur. L'explication de cette synchronisation est bien sûr à chercher dans la classe.

Les années '60 avait vu, dans ce vaste processus de renouveau de la composition de classe et des phénomènes culturels qui l'accompagnaient - la génération beat, les teddys-boys, cheveux longs et mini-jupes, insubordination et tendances libertaires - l'émergence aussi de nouvelles formes de "banditisme", d'extra-légalité. Des jeunes issus des quartiers ouvriers, de l'immigration, qui rompaient radicalement avec le destin d'esclavage à la chaîne en décidant de s'approprier la richesse sociale : c'étaient les "batterie", les équipes de braqueurs de banques.

C'était devenu un phénomène important, soit parce que l'attaque des banques était assez nouvelle (de cette manière systématique et diffuse), soit par les caractères homogènes de ces nouveaux gangs et par leurs différences marquées avec le milieu classique.

Tandis que ce dernier était expression du sous-prolétariat (avec toute son ambiguïté, bien cernée déjà par Marx) et qui n'est pas du tout glorieux quant à ses attitudes sociales, avec une intériorisation de l'ordre et valeurs bourgeoises (attitudes d'oppression et exploitation des autres, prostitution au mieux offrant, collaboration avec les flics, etc.), les jeunes braqueurs étaient des révolté(e)s et de purs produits de quartiers ouvriers, auxquels d'ailleurs ils/elles restaient lié(e)s .

Ce fut une levée de jeunes combattifs qui, une fois en masse dans les prisons, réussirent à impulser une dynamique de lutte.

Et aussi à établir des relations faciles avec le mouvement révolutionnaire dans lequel ils/elles se reconnaissaient, socialement et culturellement. Ce sera principalement cette composition de classe qui supportera le cycle des luttes, plus les nombreux prolétaires qui peuplent ces lieux alternatifs à l'usine. Ce sera d'ailleurs la figure du "prolétaire prisonnier" qui sera formalisée politiquement par le mouvement révolutionnaire, en lui donnant une identité et une place dans la révolution de classe.

A la phase de révoltes destructrices s'ensuivait le tentative de se structurer, d'atteindre des objectifs qui n'étaient pas uniquement l'amélioration des conditions (quand même toujours importantes dans cet enfer carcéral), mais qui deviendront une pratique de l'évasion, répandue et systématique ; ainsi que la pratique de réponse aux violences de l'appareil répressif. Sur ces terrains, les noyaux d'avant-gardes produites par les luttes se soudèrent de plus en plus aux groupes extérieurs et, après la phase des "Pantere Rosse" (Panthères Rouges, en référence explicite aux afro-américaines, à George Jackson et aux Frères de Soledad), on en arriva rapidement aux NAP.

En fait les NAP eurent beaucoup de thématiques en commun avec les BR : centralité de la lutte armée, construction de contre-pouvoirs, etc. Pendant qu'ils restèrent quand même très ancrés sur la lutte carcérale et, comme on verra, leur dépassement vers un horizon plus général, ce sera l'intégration aux BR. Caractéristique importante ce fut aussi leur enracinement à Naples et autres territoires du Sud, ce qui donnait un apport complémentaire précieux.

Leurs premières actions seront la diffusion de messages par haut-parleur (auto-explosifs) devant les prisons, en soutien aux luttes de l'intérieur. Ensuite, des attaques à l'explosif contre des structures pénitentiaires, mais aussi contre la DC - ce qui créera une rapide parallèle avec le campagnes BR, d'autant qu'ils étaient en complémentarité géographique - les NAP étant actifs à Naples et dans le

Sud. Ils subiront tout de suite des pertes, notamment les camarades Mantini et Romeo, fauchés à la sortie d'une banque.

Au printemps '75, ils enlèvent un juge, directeur d'affaires carcérales - De Gennaro - tandis qu'en prison trois militants, armés, tentent l'évasion. C'est un échec ; ils se retranchent et font écho à l'action de l'extérieur, qui a enfin réussi à faire passer la lecture d'un communiqué aux journaux radio nationaux.

Le juge sera libéré en échange des garanties sur les trois prisonniers. Ces garanties ne seront observées que quelques jours, ensuite les camarades subiront un traitement féroce pendant quelques mois !

Une autre camarade, Anna Maria Mantini, est tuée dans un véritable guet-apens. Suite à cela, les NAP réussirent à débusquer le flic et le magistrat qui avaient couvert l'assassinat, et les blesseront.

Il y aura encore des campagnes conduites avec les BR - attaques aux structures des carabinieri et des prisons -, et l'attaque contre le Directeur des services de sécurité carcérale. Attaque qui se termine mal, avec la mort du camarade Martino Zicchitella, très connu à l'avant-garde des luttes carcérales depuis '69. Deux flics tombent aussi au cours de ces actions.

Enfin il y aura une autre exécution, celle du camarade Antonio Lo Muscio. Repéré dans le rue, il est poursuivi, puis blessé ; au sol il sera achevé d'une balle tirée à bout portant. Il était désarmé.

On est alors dans l'été '77, et avec un document de bilan rédigé par quelques prisonnier(e)s se termine l'histoire des NAP qui, en majorité, passent aux BR.

7. Le concert polyphonique de l'Autonomie Organisée

La mouvance générée par la dissolution de Potere Operaio, mouvance que l'on peut appeler au sens large Autonomie Ouvrière Organisée, verra se développer plusieurs expériences organisées qui se dessineront suivant les déterminations du débat et des positions changeantes. Elles se caractériseront par une certaine fluidité, avec des fractures et recompositions.

Globalement une intense activité politico-militaire sera produite, évidemment moins unitaire, homogène ou constante que celle produite par les BR. Et même, la fragmentation et la véritable cacophonie de sigles - chaque formation ayant recours à plusieurs - furent politiquement nuisibles, créant la confusion et des difficultés à comprendre le fil des propositions.

On peut aussi citer le fait qu'une partie au moins des initiatives étaient faites en collant aux situations immédiates, en agrégation provisoire et spontanée. Si c'était aussi le signe de la richesse de l' "antagonisme" diffus, c'était tout de même le signe d'une incapacité à faire un saut de qualité stratégique - centralisation et projet de longue durée, pour faire accomplir un changement qualitatif au mouvement de classe, enfin la dimension politique de l'affrontement de pouvoir.

Ce seront donc des attaques à l'explosif contre de grandes entreprises, soit par leur rôle dans les luttes du moment soit par leur rôle impérialiste - Fiat, Face Standard , ITT, Union Pétrolière - ainsi que quelques attaques sur la personne des leurs dirigeants.

L'Autonomie des régions vénitiennes exprimera un haut niveau qualitatif d'utilisation de la force, comme aspect d'une construction de contre-pouvoir sur le territoire.

Comme prolongement d'un travail d'enracinement réel dans le tissu des luttes locales, leur lutte armée fut plutôt faite de séries simultanées de "petits attaques"- certaines nuits avaient pour cible plusieurs voitures, habitations et locaux patronaux, par exemple ; une autre série des fascistes et des carabinieri.

Et ce jusqu'à avoir la capacité de décréter l'occupation d'un quartier de ville, pendant quelques heures, de le quadriller par des équipes armées (en empêchant les mouvements des flics) et de s'occuper à l'intérieur de questions de patrons, de prix, de loyers, des fascistes, etc. Bon, ce n'est arrivé que trois-quatre fois... mais tout de même ! Cela se voulait une préfiguration d'une étape supérieure de contre-pouvoir, à atteindre et à généraliser.

Une autre grande branche de l'Autonomie - et même, la principale, la plus consistante et présente dans plusieurs régions - sera celle qui tournera autour du journal Rosso (Rouge) et qui s'exprimera notamment par le sigle Brigades Communistes (mais en chapeautait bien d'autres).

Beaucoup d'attaques au niveau de l' "usine diffuse" (catégorie formulée pour définir le phénomène, alors seulement à ses débuts, de la dislocation-fragmentation de l'usine sur tout le territoire, avec ses corollaires de surexploitation, travail au noir, etc.), où se structurait une forme organisationnelle armée à mi-chemin entre un noyau classique et l'action d'un cortège de masse qui balaye non pas la grande usine mais un ensemble de petites usines.

Du moins, c'était l'intention, puisque la conjugaison de ces deux niveaux ne sera pas facile ; elle demandait un niveau de maturité et de capacité qui restait rare. Les contradictions et les dérives prévaudront. Ce sera une expérience positive, et possible jusqu'en 1977 compris (on verra par la suite les raisons de son épuisement). Beaucoup d'attaques furent aussi portées aux forces de répression et aux fascistes/trafiquants d'héroïne. Ainsi que, par la suite, le mouvement montant des "Réappropriations", et donc les initiatives et leur protection, ou le soutien avec des attaques aux structures de spéculation marchande, aux grands groupes, aux immobiliers, etc.

Enfin, il y a les initiatives prises par l'aire de constitution de Prima Linea. En '75-'76 ce seront encore des prémisses de mise en route. Mais qui donnent bien l'idée du saut de qualité qui allait se produire : jambisation d'un chef de Fiat (le premier), opérée au bout d'une phase de lutte interne particulièrement forte, à l'usine de Rivalta dans la banlieue de Turin, au cours de laquelle le problème de petits chefs avait été central : dénonciation sur tract d'une liste de pires d'entre eux et cortège interne qui en était arrivé à en expulser trois des portes de l'usine.

La force politique de l'initiative ébranla les révisionnistes et les opportunistes d' "extrême gauche", et cela donne l'idée de l'étroite dialectique qu'il y avait entre l'intervention sur le plan public, et l'intervention armée. De plus, il faut souligner que 1976 aura été, du point de vue du mouvement ouvrier, une année d'apogée, où l'on touche aux plus hautes conquêtes (le *point unique d'indexation des salaires*, gagné cette année là, était un mécanisme d'égalisation entre les catégories professionnels, assurait un rattrapage de l'inflation supérieur au niveau d'inflation, et surtout tendait au nivellement de l'échelle salariale... les patrons ne savaient plus où donner de la tête!) et où le

tissu des noyaux et comités autonomes d'usine est bien dense, en ayant un rôle moteur dans nombre de mobilisations.

L'autre attaque importante menée par P.L. fut l'exécution d'un responsable du parti fasciste de Milan au printemps '76, comme représailles à une série d'agressions fascistes particulièrement graves. Cela fut la première exécution dans l'absolu (donc mises à part les fusillades accidentelles), la première en tant qu'acte politico-militaire explicite.

Tandis qu'à la fin de l'année, P.L. commence à opérer avec intensité et continuité - en débutant par une irruption/perquisition dans un siège patronal de Turin - se posant ainsi en parallèle avec les B.R., par la force, la dimension, et la portée du projet. D'autant plus que, dans sa phase de décollage, P.L. a réussi à faire converger sur sa trajectoire les Formations Communistes Combattantes - F.C.C. Celles-ci constituaient une énième branche de l'Autonomie Organisée -et armée, et pas des moindres. Elle fut surtout enracinée au Centre-Sud, à Rome et dans sa région notamment. Il ne s'agira pas d'une unification, mais elles agiront ensemble.

En '76-'77 déjà, les F.C.C. réalisent deux jambisations de chefs des grandes usines dans le Sud, où elles opèrent aussi en tant que Comités Ouvriers, et un sabotage qui provoqua un formidable black-out à l'usine Fiat de Cassino (Latium) , pendant trois jours.

8. 1977 : l'année terrible

On en arrive donc à cette année "terrible" (comme elle fut rebaptisée par la bonne bourgeoisie).

On peut dire que cette année-là se détermina la convergence de plusieurs expressions de classe, de sujets qui allaient trouver ce point de jonction, à commencer par la mobilisation autour des universités. Les universités étaient alors frappées par un premier grand plan de restructuration visant à leur reprise en main par la bourgeoisie, donc pour essayer de réintroduire les critères de classe, de sélectivité et la fonctionnalité au système. La tâche était ardue, et de fait cela déclencha tout de suite un mouvement de grande ampleur.

Mais les universités étant déjà, dans le faits, un point d'agrégation de jeunes, et de militants de classe plus généralement (par exemple, les cantines étaient devenues ouvertes et soumises à des "prix politiques", ce qui y faisait affluer nombre de prolétaires des quartiers ; de même les foyers étudiants servaient de support bien au de là des simples inscrits).

Et puis dans l'automne-hiver '76 avait monté en puissance tout un "nouveau" mouvement de jeunes prolétaires, se caractérisant par la thématique de la "réappropriation ici et maintenant" de biens (en attaquant le principe de marchandise), des logements, des espaces, du temps, de la fête...

Enfin, une radicalisation de thématiques classiques, si l'on veut, mais faite à partir d'une masse de nouvelles figures prolétariennes qui tendaient à être extérieures aux grands cycles productifs et sociaux, à être poussés soit à la surexploitation de la nouvelle usine décentrée et fragmentée, soit à la marginalité. Le "mouvement", comme terrain de pratiques vitales et extralégales devenait, de la sorte, une solution, une alternative concrète et politique en même temps. Ainsi la pratique diffuse et quotidienne du vol à l'étalage se transformait en de grandes "expropriations de masse".

Ce qui, d'ailleurs, était une extension du grand mouvement des auto-réductions et de la ligne des "prix politiques", une autre forme de lutte et d'organisation qui développait cette tendance.

Durant les fêtes de Noël se produisit une véritable escalade (il fallait bien se faire des cadeaux !), culminant dans la contestation du détestable rituel bourgeois à La Scala, l'Opéra de Milan, contestation qui se transforma dans une émeute-saccage qui investit toute la ville et une partie de la banlieue, avec beaucoup d'incendies. Cela fut mémorable.

Et justement, début janvier commence la réponse de l'Etat, avec un saut de qualité dans la répression : une utilisation systématique d'équipes des flics-killers en civil. En rodant autour des manifs, en s'y infiltrant, le moment venu ils déclenchent des fusillades et commencent à laisser au sol des blessé(e)s, puis des mort(e)s. Toujours avec les auxiliaires habituels, les fascistes, qui au moins dans une occasion ouvrirent le feu en se protégeant derrière un fourgon de flics (qui ne les arrêtèrent pas) et en tuant un camarade.

De son côté les OCC avaient décidé de répondre à ce niveau, dans la perspective politique, plus propre à P.L. et aux Autonomes, d'armement du mouvement de masse.

Ce furent donc les fameuses manifs avec les P38 (qui effrayèrent tant la bourgeoisie européenne) où il y aura des fusillades à partir des manifs.

En février, ce sera l'épisode fameux de Lama chassé de l'Université de Rome. Lama, chef suprême des révisionnistes de la grande centrale syndicale CGIL (et particulièrement odieux), fait l'épreuve de force en venant y tenir un discours, escorté par quelques centaines de gros bras. Ce fut une bataille rangée et une retentissante défaite, très symbolique. Dorénavant les révisionnistes joueront un rôle croissant dans la division au sein de la classe et dans la criminalisation du mouvement révolutionnaire. Le mouvement dans les universités continue à prendre de l'ampleur, en jetant les bases de toutes sortes de luttes et d'expériences sur le territoire.

Les affrontements à Bologne marquent un tournant, avec la véritable agression meurtrière des "équipes spéciales" qui en arrivent à tirer dans le dos d'un groupe d'étudiant(e)s en fuite, tuant Francesco LoRusso - les expertises révéleront un nombre impressionnant d'impacts de balles dans les murs, tous à hauteur d'homme !

La révolte du mouvement est à son comble : Bologne est mise à feu et... à musique. En pleins affrontements, dans les rues dévastées, on verra en haut d'une barricade quelqu'un qui s'était mis à califourchon d'un piano jouer et chanter... image surréaliste, de l'esprit insurrectionnel et "désirant" (comme on disait à l'époque). A la manifestation nationale convoquée à Rome convergeront quelques 100.000 personnes. Ce 12 mars les affrontements avec les flics, les attaques aux sièges de partis bourgeois et les expropriations, notamment d'armureries, ponctueront le parcours et la journée.

Tout cela se déroule en se tressant, pour ainsi dire, avec les développements impulsés par les OCC. Déjà quelques jours après l'assassinat de l'étudiant de Bologne, P.L. se chargera des repréailles en exécutant un agent de la police politique, à Turin. Il faut considérer (pour en avoir une dimension) qu'à partir de '76, la cadence des initiatives était hebdomadaire ; c'est-à-dire que chaque semaine il y avait une série d'attaques incendiaires (généralement des voitures) contre des cadres d'usine, du

personnel de la DC. où d'Etat, des flics - par série on entend plusieurs actions simultanées, ensuite revendiquées par un tract unique et donc par la même OCC.

Soit il y avait une jambisation de responsables plus haut placés et repérés par les luttes, où par les enquêtes ; soit il y avait plasticage et mitraillage de commissariats et casernes ; soit une irruption avec perquisition de locaux ennemis.

Pendant les trois années ascendantes - '76/'78 - les jambisations tiendront le rôle le plus important, soit quantitativement et par rapport au niveau militaire, soit parce que cela restera très lié avec la dynamique des luttes internes aux usines. Forme d'attaque qui suscitait beaucoup de soutien, et qui à l'évidence contribuait au rapport de force de classe, c'est celle qui représenta le plus la phase d'enracinement et de légitimation interne à la classe.

A cette période elles furent au nombre de 20 à 40 par an, c'est à dire presque hebdomadaires, en alternance avec les séries dont il est question plus haut.

Tout ça donnait le rythme, pour ainsi dire, la cadence, l'intensité montante d'une tendance à la transformation des luttes en véritable guerre de classe. Il y avait ensuite les actions de plus grande envergure qui commencent seulement en ces deux années-là, les exécutions conçues comme actions politico-militaires du plus haut niveau destinées à marquer le déroulement de la lutte générale, les rapports de force entre les classes, à permettre au mouvement d'atteindre l'Etat, le gouvernement, les centres du pouvoir. Actions qui seront les plus importantes et marquantes, à distinguer de celles qui répondront plutôt à la logique de guerre comme l'affrontement constant avec les appareils de la contre-révolution, ainsi que les incidents en sortie d'expropriations de banques.

Le secteur carcéral sera aussi très présent, avec sa dialectique importante interne au mouvement révolutionnaire. D'un coté cela se développe sur le mouvement des années précédentes, mais d'un autre coté les militants des BR (y compris des NAP qui y avaient convergé) donnèrent une impulsion décisive, soit en termes de solidité politico-idéologique, soit en termes de capacités opérationnelles, avec le soutien et la coopération de la forte organisation extérieure.

La coopération entre prisonnier(e)s des différentes expériences fut quand même décisive (surtout l'entente avec ceux/celles des "batteries" - les équipes des braqueurs métropolitains, desquels on a parlé plus haut) et on verra ainsi se multiplier révoltes et évasions (réussies où ratées), actions de lutte, utilisation des procès comme terrain d'affrontement - le procès-guerilla.

Le procès au "noyau historique des BR"- une vingtaine des militants - se tiendra ce même printemps, à Turin ; et ce sera l'embrasement, les camarades et l'organisation à l'extérieur en empêchant dans les faits son déroulement, au cri de «On ne peut pas faire le procès de la Révolution».

Toute cette réalité carcérale était soutenue par une abondante production de textes, prises de position, documents, ce qui leur donnait toute leur importance dans les développements extérieurs.

La fin'77 verra aussi le tournant, avec l'ouverture des "prisons spéciales", instituées sous la supervision et la gestion des carabiniers (qui étaient devenus à tous les niveaux le fer de lance de la contre-révolution) : ce sera un lourd tour de vis, les conditions y étant très dures (sur le modèle de

Stammheim et des H-Block anglais), leur finalité étant la destruction des militants et des prisonnier(e)s rebelles, qui luttèrent ensemble, la rupture du cycle de luttes et d'évasions, la prise d'otages contre le développement de la guérilla.

Après les journées de mars, le mouvement restera assez fort jusqu'aux "assises" de Bologne, à l'automne. Ce sera là un moment de rassemblement et de confrontation un peu "kafkaïen" : trop de monde (même cela peut être un problème), trop de différences, trop de tensions. Ce furent plutôt des affrontements politiques et des luttes d'hégémonie. Seul résultat positif ce fut la définitive marginalisation des positions conciliatrices, opportunistes du style trotskistes et "entristes"-nouveaux parlementaristes, etc.

Et ce sera aussi le passage à une autre phase, où prévaudra la tendance militariste.

C'est justement cette montée en puissance du mouvement, qui pousse aussi en avant les contradictions internes, qui exacerbe les tendances aussi négatives. En fait quand on dit tendance militarisante on relève un dénominateur commun aux différentes organisations, mais qui prendra des dimensions fort différentes, en étant une erreur récupérable en certains cas, dans d'autres une dérive qui révélera des défauts encore plus profonds (et, enfin quelques années après, la déroute totale, avec capitulation et souvent passage de l'autre côté de la barricade).

Le nœud commun, porteur de dissensions, était le mécanicisme dans l'interprétation de la théorie sur la crise capitaliste. Dans le cas de l'aire subjectiviste (P.L. et Autonomie Ouvrière), les prétendues innovations théoriques avaient même dépassé la théorie de la valeur et, surestimant luttes et comportements autonomes de la classe - jusqu'à la dite "auto-valorisation prolétarienne" qui entravait et bloquait tout fonctionnement de valorisation capitaliste - proclamaient la fin du capitalisme en tant que capacité de faire marcher ses lois, et sa valorisation, et qu'il s'agissait désormais, et seulement, de sa survie par la force ; proclamaient que la crise était "crise de commandement".

Par ailleurs le Communisme aurait été déjà mûr à l'intérieur de ces luttes et de ces comportements (la composition subjective de classe) Toute catégorie de révolution politique, parti, transition était de la sorte dépassée, vue comme ferrailles bonnes à jeter.

Il ne s'agissait que d'armer ce "besoin de Communisme" et de donner le coup d'épaule final, la domination capitaliste se réduisant à une sorte de coquille vide, en fer bien entendu !

Ces théorisations qui, on le voit, faisaient de larges concessions à l'anarchisme d'un côté et au courant ultra-gauche conseilliste (des années'20), reproposaient en fait un suivisme de la spontanéité, en radicalisant, extrêmisant ce qui s'exprime socialement, et en rejetant la nécessité historique et stratégique d'une dialectique avant-garde/masses, de l'élément organisé extérieur (Parti, idéologie, programme, ligne politico-militaire), des étapes d'un processus révolutionnaire et ensuite d'une transition socialiste (avec tous les contradictions à résoudre et la lutte de classe qui continuera, même acharnée, dans l'encerclement impérialiste, etc.). Rien de tout cela ; compteurs à zéro, on avait tout compris et il suffirait d'imposer notre grande intelligence sociale, nos "Communes combattantes" ou notre Contre-pouvoir territorial!

Nous ne soulignerons jamais assez les dégâts de la présence petite-bourgeoise, qui

malheureusement a une capacité remarquable à s'incruster sur tous les mouvements. Il faut bien voir comment, dans la suite des évènements, cette aire a été la plus détestable dans la capitulation (en passant d'un extrême à l'autre), en prenant à nouveau des attitudes arrogantes quitte à défendre la m... de leur trahison.

Le champion incontestable est le prof. Toni Negri qui, avec un solide groupe de coéquipiers professeurs (on ne dit pas petits-bourgeois par rituel...) incarcérés, élabore et lance en grand style la campagne de "dissociation", ceci consistant dans le reniement de ses positions et l'acceptation du cadre démocratique bourgeois (tant décrié avant !), jusqu'aux différentes formes d'abjurations en se prêtant au dégueulasse travail de médiatisation qu'on peut imaginer : exhiber les fiers ennemi(e)s d'hier, qui prétendaient faire la Révolution, à genoux, quémendant pitié, en faisant acte de repentir idéologique face aux "victimes", etc.

Mais pire, cela devenait un vrai travail politique de recyclage dont, en passant par différentes étapes, on voit certaines positions (et non de moindres) dans le nouveau mélange alter-mondialiste, pacifiste, porto-allegriste. Ce qu'on peut aisément définir comme les nouvelles éditions de la conciliation interclassiste, du prétendu réformisme radical. Et sur tout ça pontifie le grand professeur, tourneur de vestes.

Ce qui est vraiment grave c'est la généralité de la débandade politico-idéologique de l'aire subjectiviste. Bien sûr il y aura nombre de camarades qui s'opposeront et qui résisteront en prison, mais il ne restera plus rien des organisations et des parcours politiques (le cas plus éclatant étant celui de P.L. qui en était arrivé à dépasser les BR quant à ses dimensions et ses prétentions). Les camarades résistant(e)s intégreront surtout, soit l'aire de débat des BR soit l'aire anarchiste, qui prendra beaucoup plus d'importance à partir des années '90.

Mais pour ce qui concerne les BR également, les dégâts provoqués par les limites de mécanicisme, et aussi par moments la résurgence d'un certain éclectisme, furent décisifs. Même si, à décharge, on doit considérer la jeunesse de l'expérience, sa nouveauté et la dureté des conditions dans lesquelles elle a du grandir. L'erreur de mécanicisme la plus grave résida dans la lecture de la crise capitaliste, de son déroulement.

Et c'est dommage puisque les termes théoriques de base étaient dans le droit fil du marxisme-léninisme, avec même des apports fondamentaux par rapport aux évolutions de dernières décennies. Ainsi les thèses sur l'Etat Impérialiste des Multinationales étaient extrêmement riches et précurseurs de "grandes découvertes" sur la mondialisation.

Que l'on pense seulement que, d'entrée de jeu dans l'analyse, les BR affirmaient qu'à notre époque, les interconnexions internationales étaient telles (prééminence des multinationales et de leur pouvoir, division internationale du travail, avec continuelle redistribution de rôles et de quotas productifs, organisation en chaîne impérialiste des Etats) que la dimension de l'Internationalisme Prolétarien était prioritaire, qu'il fallait l'inscrire en première place de programme politique !

Et ce n'était pas que des mots. Idem pendant les années '75 (Résolution de la Direction Stratégique qui formula en premier ces thèses)-'78, d'affirmation et montée en puissance des BR (et du mouvement révolutionnaire dans son ensemble), ce furent justement aussi ces "intuitions", ces

anticipations qui firent la force et crédibilité du projet et du programme avancé.

Le mécanisme consista en une vision quelque peu linéaire de précipitation de la crise, sur le style de la précédente grande crise historique - des années'30 - et donc avec un enchaînement de dégradations socio-économiques et aiguisement des contradictions de classe, de disposition des masses à l'affrontement, à la radicalisation. On n'a pas vu arriver toute cette capacité du système à produire des contre-tendances, des amortisseurs, jusqu'à des instruments de division et corruption d'une partie des masses (les mécanismes de "participation" et de consumérisme, etc.), et les instruments pour dévoyer les masses sur des terrains rétrogrades, comme la fracture avec le prolétariat immigré, le racisme, le chauvinisme, les identitarismes, etc.

Il est vrai que cela s'imposera surtout après la défaite tactique des forces révolutionnaires (en démontrant par ailleurs la stricte dialectique entre mobilisation révolutionnaire ou réactionnaire des masses), mais déjà alors la grand erreur était de croire possible en de brefs délais la "conquête des masses à la lutte armée". Ce mot d'ordre, catastrophique, participait de l'élan général à militariser l'affrontement, de l'aplatissement sur la tendance (qui était encore loin de se réaliser) et faisant fi des précédentes finesses d'analyse sur les étapes à respecter, de maturation de la crise révolutionnaire de la société.

En termes de passages politiques, la grande catastrophe a été de croire mûr le saut de phase de la "propagande armée" et d'avancement de la guérilla à la phase de "guerre civile déployée". Ce fut l'erreur-clef, qui était d'ailleurs portée par les autres résumés plus haut, puis par la force des choses, par la dureté de l'affrontement, par le concours des facteurs humains qui ne sont pas toujours faciles à synthétiser de la meilleure manière (que l'on pense au poids pris, à partir de '77, par la présence de centaines de prisonnier(e)s qui vivaient une situation extrême et qui se révéleront justement un des facteurs de radicalisation, de perception extrémiste de la phase).

Mais, quand même, nous verrons que les BR., et plus largement la partie du mouvement révolutionnaire qui se basait sur les repères idéologico-politiques plus solides, de source marxiste-léniniste, sauront tirer leur épingle du jeu de la grave défaite tactique et reprendre le fil de la construction et du combat ; justement parce qu'il s'agissait d'erreurs, non pas de toute un dispositif politico-idéologique douteux et ambigu.

Nous avons aussi fait allusion à la présence anarchiste. Elle s'était manifestée (comme d'habitude) dans et autour des prisons, dans la sempiternelle lutte contre l'autorité et son symbole le plus horrible.

Dès le début des années '70 s'était formée une mouvance de "nouveaux anarchistes" qui importaient notamment les influences du "situationnisme" français : les Comontistes. Ce fut une aire très vivace, tout autant que marginale, prônant des thèses et des pratiques très provocatrices, extrêmes - "contre le capital : la lutte criminelle", "vol et saccage, nous ferons toujours pire", etc. Surtout marginale à cause de l'hégémonie qu'avait le mouvement communiste à l'époque.

De cette mouvance, prendra naissance une organisation armée : Action Révolutionnaire, qui eut le mérite de lier à fond avec les développements de ces années là, avec les autres Organisations, d'être toujours sur le front des luttes. Elle n'aura pas une grande activité militaire, mais sa contribution

politico-idéologique laissera des marques qui, comme nous le verrons dans ces dernières années, alimenteront la nouvelle émergence anarchiste.

9. Fin '77 : début de la nouvelle phase

Dans la bataille politique qui déchirait le mouvement en '77, sur la direction à prendre, les B.R. constituaient un peu la proposition qui s'était taillée, dans le feu de la lutte, le rôle le plus prestigieux, tandis que les autres hypothèses nageaient encore dans une situation indéfinie, magmatique. Et les BR ne manquèrent pas l'occasion de jouer ce rôle d'avant-garde.

A l'automne '77 elles commencèrent à "hausser le tir", ou "élever le niveau de l'affrontement".

Le nombre de jambisations était devenu impressionnant, une tous les dix jours environ (en excluant les périodes creuses de l'année), dont une bonne moitié étaient opérées par les BR.

Elles frappaient principalement les chefs, dirigeants et fascistes d'usine, avec une rigoureuse répartition sur les territoires des principaux pôles de classe. A Milan : Pirelli (noyau fondateur), Siemens, le pôle sidérurgique de Sesto S.Giovanni, Marelli, Alfa Romeo, ITT et un tas d'autres moyennes et petites industries, ainsi que les grands hôpitaux où il y a eut une importante expérience de Comités Autonomes.

A Turin, la dizaine de grandes usines Fiat, dont l'avant-garde de masse, Mirafiori (à l'époque, autour de 50.000 salarié(e)s), puis Michelin, Singer, ITT, Bertone, quelques industries textiles, et là aussi un tissu énorme d'usines petites et moyennes, largement investies par les luttes et l'organisation de classe. A Gênes : dockers et marins, les grandes aciéries d'Etat, industries mécaniques lourdes et d'armement (il faut considérer que cette ville avait une tradition de classe de grand niveau, une histoire communiste et révolutionnaire considérable).

Pour le pôle entre Venise et Padoue : le grand pôle pétrochimique de Marghera (qui, à lui seul, représentera une forte radicalisation ouvrière contre ces usines de mort que sont les pétrochimies), Italsider, Chantiers navals, usine d'aluminium et d'autres.

A Naples : Italsider, AlfaRomeo et les industries aéronautiques, d'armement. A Rome et sa région on était plutôt dans une réalité de Prolétariat Métropolitain - surtout dans les services, dont les Comités Autonomes des grands hôpitaux furent très significatifs ; avec l'importance des thématiques de territoire, comme le logement - mais aussi un secteur ouvrier riche d'histoire comme celui du bâtiment et quelques grandes usines d'électronique, le monopole électrique d'Etat et la Fiat de Cassino, dans la région.

Enfin il y aura encore d'autres réalités régionales (notamment Toscane, Sardaigne, Marche, Emilia) mais ici nous avons surtout voulu retenir les pôles, c'est-à-dire les concentrations de classe qui jouent un rôle moteur. Et donc, il faut considérer qu'en '77 et en '78, toutes les usines et secteurs indiqués furent touché par l'initiative armée, et ce à plusieurs reprises. Cela sur la base d'une construction organisationnelle précise qui commençait toujours par la présence de militants à l'intérieur.

Il y avait aussi une ligne d'attaque plus territoriale, touchant différents aspects de la condition de

classe, souvent en soutien direct aux luttes, particulièrement sur la question du logement, des "prix politiques", de la "réappropriation". Ainsi pratiquement toutes les OCC pratiquèrent l'attaque d'agences immobilières, de la grande propriété, des spéculateurs, des grands groupes marchands ; par nombre d'irruptions et de perquisitions, par lesquelles on entra en possession de listes et de documentation - sur les logements et immeubles vides par exemple-, avec les suites qu'on peut imaginer..

Toute aussi importante fut la présence dans les quartiers, sur les conditions de vie en général, et particulièrement des bandes de jeunes. On en arriva à combattre la gangrène qu'était l'héroïne ; une OCC - Guérilla Communiste - se chargea de débarrasser les quartiers de six ou sept trafiquants. Lutte qui, presque toujours, signifiait attaquer les fascistes qui, on le constate dans tous les pays, s'adonnent avec plaisir à cette activité mortifère également. Les fascistes, en bons flics du prolétariat, alimentent tout ce qui est destructeur pour le prolétariat.

Politiquement, ce fut quand même un exemple typique de lutte armée "d'accompagnement", de suivi de la spontanéité des luttes, de prolongement et de radicalisation des luttes -ce qui en soi n'est pas forcément négatif. Sa théorisation et sa traduction en termes politiques furent par contre négatives : elles n'amèneront jamais à des résultats intéressants pour l'évolution de l'affrontement stratégique. Pire, cela confinait la richesse du mouvement spontané dans sa spontanéité, dans un mouvement circulaire qui ne pouvait pas effectuer de sauts de qualité.

A la longue, cela ne pouvait produire que marginalité et fragmentation et, sous les coups de l'offensive bourgeoise, recul et récupération dans le maillage institutionnel (ce à quoi s'attelèrent, avec un grand professionnalisme, les dirigeants-retourneurs de vestes).

Ce sera l'une des grandes démonstrations que la Révolution, ou un processus révolutionnaire, ne se déclenche pas de soi-même, en vertu de la radicalisation des masses (qui est par ailleurs importante) mais nécessite bien un plan de Parti, une force qui subjectivement pose l'ensemble des outils (idéologiques, de stratégie, de ligne politique, et d'organisation politico-militaire) indispensables à l'affrontement de longue durée, pour transformer l'antagonisme de classe, l'autonomie de classe en force consciente et déterminée à prendre le pouvoir, installer la dictature du prolétariat, comme prémisses, bases minimales et incontournables pour démarrer la moindre transformation des Rapports Sociaux.

Mais l'axe qui devint de plus en plus important est bien celui de l'attaque contre les appareils d'Etat : le parti-régime, la DC, les corps de répression et la nouvelle contre-guérilla.

Cela surtout par l'impulsion des BR qui, depuis le lancement de l'"attaque au cœur de l'Etat", concentraient leurs efforts pour que s'accomplisse le passage du plan d'affrontement travail/capital au plan classe/Etat, au plan stratégique de la lutte pour le pouvoir.

Et pour cela, s'appuyant sur les rapports de force que la classe exprimait en cette phase (à laquelle contribuait largement l'initiative combattante, intervenant au vif dans les usines), les BR commencèrent à "hausser le tir", "élever le niveau de l'affrontement". Les exécutions ciblées de figures de l'appareil d'Etat et du capital devinrent la méthode d'intervention la plus importante, celle qui caractérise et cadence l'intervention politique de l'Organisation dans la lutte de classe. Sur ce

plan elle sera vite secondée par P.L. qui agira en partant d'autres présupposés, d'autres dynamiques - la militarisation du mouvement antagoniste, en forme du "combattimento proletario" (la transformation des groupes et collectifs de quartiers en équipes combattantes de bas niveau), le contre-pouvoir, la guerre sociale totale, le combat contre les restructurations productives et sociétales, très lourdes et tendanciellement militarisantes et atomisantes, destructives du tissu social (sur ce point l'analyse n'était pas mauvaise, en anticipant largement les phénomènes négatifs qui se déploieront ensuite dans nos sociétés, mais auxquels on donnait des réponses erronées).

Restructurations auxquelles on ne pouvait plus opposer que l'organisation de réseaux et de communautés de lutte et combattantes (en fait, comme toute vision "totalisante", c'était extrémiste et désespéré), dans une radicalisation de l'affrontement armé dépourvu de stratégie et de tactique.

Du moins dans cette première phase de l' "élévation du niveau d'affrontement", P.L. -on est en '77/'78- gardera une certaine lucidité politique et constituera une sorte de front unique avec les B.R. et d'autres organisations mineures. Et c'est ainsi que les appareils de répression commencèrent à ressentir durement les coups, à perdre leur lâche arrogance d'impunité, à avoir peur.

Mais il y aura bientôt un tournant, le passage le plus ardu. Le 16 mars 1978 les BR enlèvent Aldo Moro, président de la DC.

10. La campagne de printemps : l'opération Moro

Avec le recul du temps, cela reste une attaque audacieuse et fort impressionnante. Elle a demandé un niveau d'organisation et une détermination énormes, outre une profondeur de projet politique et une vision de grande ampleur. Cela signifiait faire irruption au beau milieu de la scène politique bourgeoise, juste au moment où elle était en train d'accoucher d'une grande opération. Rien de moins que l' "Entente Nationale", la première coalition gouvernementale ouverte à la participation, externe, du parti révisionniste (le PCI).

Rien de moins parce que l'enjeu était un durcissement sérieux de la contre-offensive bourgeoise contre la classe, le coup d'envoi de grandes restructurations productives et sociétales, des grandes lignes d'étatisation et militarisation sociale dans le cadre de la tendance à la guerre impérialiste.

Du point de vue des révisionnistes c'étaient les prémisses de leur rêve, le "compromis historique", la fin formelle de leur déguisement communiste et leur incorporation définitive dans la classe politique bourgeoise.

Ces prémisses étaient en si bon chemin que les patrons US observaient l'expérience avec bienveillance. Il faut rappeler que Moro était homme dévoué au Vatican, c'est à dire à l'autre grand centre de pouvoir en Italie qui, tout en étant la force réactionnaire que l'on connaît, était favorable au projet. Ainsi le PCI mit tout de suite sa force (à l'époque considérable) au service du front anti-terroriste, en se chargeant des mobilisations de rue, des grèves de protestation (le plus souvent ratées !) et du travail d'espionnage et de flicage dans les usines et les quartiers.

Ils avaient peur, une grande peur. D'un coup ils mesuraient la force et l'enracinement pris par le "Parti Armé". Parce qu'au de là de leurs mensonges propagandistes habituels, ils savaient qu'on ne

peut pas atteindre certains niveaux sans un appui et un soutien populaire adéquats. Quand, après les arrestations et reconstructions juridiques des événements, on connaîtra la réalité "objective", il apparaîtra que parmi la dizaine de participant(e)s à l'action d'enlèvement, la majorité étaient des militant(e)s ouvrier(e)s (souvent reconnu(e)s à l'avant-garde) passé(e)s à la clandestinité, et dont une partie s'était détaché(e)s des rangs révisionnistes. Pour donner un exemple : Mario Moretti était un ex-délégué du personnel chez Siemens de Milan, le deuxième délégué en nombre de voix..

Autre aspect très important, du point de vue politique et idéologique : la majorité de cette dizaine de militant(e)s étaient dirigeant(e)s de l'Organisation, au plus haut niveau. Application des principes marxistes d'unité du travail intellectuel et travail manuel, éthique marxiste de la responsabilité.

Pendant 55 jours le bras de fer se déroulera sur la demande de libération de quelques prisonnier(e)s, non pas comme finalité de l'action qui était dans son propre contenu, mais comme minimum pour concéder un acte de magnanimité, en suspendant la sentence émise contre le président de la DC.

Cette attaque avait une dimension telle et tellement imprévue qu'elle bouleversa le cadre politique, le déroulement de l'affrontement de classe. A l'intérieur du mouvement révolutionnaire elle assit l'hégémonie BR, elle leurs donna un crédit et une autorité inégalées.

Elle révéla au grand jour toutes les insuffisances et limites des autres hypothèses et organisations, nombre d'entre elles furent d'ailleurs traversées verticalement par ce tremblement de terre, se cassèrent, une partie allant se dialectiser étroitement avec les BR, puis les intégrer.

Dans les mois suivants elles purent enrôler largement, même en sélectionnant strictement, ouvrir des nouveaux fronts, intensifier l'avancée. Cela mettait en grosse difficulté les OCC de l'aire subjectiviste, décalées comme elles l'étaient par rapport à la conception du processus révolutionnaire, surtout les mouvementistes endurcis.

Se bornant à défendre le mouvement comme leur petit jardin, devant s'alimenter en circuit séparé, incapables de concevoir le processus par étapes, avec une stratégie et une tactique (la plupart couvaient désormais les théories sur la fin du politique et sur la valeur immédiatement subversive de l'antagonisme social...), elles nourrissaient une franche rancune contre les BR coupables d'être sur le chemin de leur projet.

Au niveau des masses, la perception se diffusait qu'il y avait deux voies : soit la voie parlementaire, celle du PCI, soit la voie révolutionnaire, celle des BR (en prenant la chose pour ce que peuvent valoir les sondages...quelques mois après, un hebdomadaire eu la malencontreuse idée d'en mener un dans des conditions d'anonymat suffisantes pour que 10% des personnes interrogées environ déclarent qu'elles auraient voté BR. Les pauvres journalistes risquèrent le lynchage).

Mais, comme il arrive souvent, juste à l'apogée d'un phénomène se déclare aussi le passif des contradictions et des limites à dépasser. Les grands sauts demandent aussi de grandes capacités pour les assumer, les consolider, savoir procéder dans les nouvelles conditions -plus avancées mais aussi plus exigeantes. Et là, malheureusement, on verra les BR. non seulement ne pas interroger leurs propres limites et erreurs, mais, dans une certaine mesure, s'y enfoncer.

Cette erreur d'évaluation sur les termes et les modalités de la crise capitaliste se renforçait du fait du

marasme politique dans lequel l'opération Moro avait jeté le régime. Mais si le régime était en grande difficulté, il n'était tout de même pas aux abois, et il aurait suffi pour voir cela de considérer avec plus d'objectivité les grandes foules qui remplissaient les rues à l'appel des partis bourgeois. Il y avait une partie importante de la société qui formait le carré autour du système : on ne pouvait pas réduire le problème à un Etat qui se maintiendrait désormais seulement par la force ! Et ce fut une grave erreur d'appréciation, qui pèsera lourd sur le développement stratégique.

Ainsi le mot d'ordre devenait l'accélération du passage à la guerre civile déployée. Et à l'intérieur de ça, la formulation du Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive comme interlocuteur fondamental de la dialectique Parti/Masses.

Or le M.P.R.O. était le tissu des noyaux armés et des petites organisations locales, plus les ouvrier(e)s qui donnaient volontiers une aide, mais le tout justement constituait plutôt l'aire combattante, et non pas les mouvements de classe comme réalité et dynamique beaucoup plus profonde et vaste, et pas forcément disposé au passage aux armes.

D'ailleurs la grande intelligence politique des BR, et autres OCC avait été à leurs débuts de comprendre et de pratiquer une dialectique entre les différents niveaux de conscience et d'organisation de classe, en dessinant justement une stratégie qui prévoyait les moments et les sauts de maturation et d'implication.

Là, on allait se tromper gravement sur une possible disponibilité des masses, indistinctes, indifférenciées, au passage aux armes. On oubliait les caractères fondamentaux (définis dans l'analyse léniniste) d'une situation de crise révolutionnaire, qui exige le facteur subjectif - l'existence d'une Organisation qui comme les BR avait désormais les caractères de Parti, et qui agissait en tant que tel - mais pas seulement. Les facteurs objectifs d'aggravation de la crise économique et politique et des conditions de masses sont aussi nécessaires. Les conditions étaient encore loin du seuil de rupture généralisée.

La question-clef, le nœud politique principal qui deviendra évident à l'apogée de l'offensive révolutionnaire (parce qu'on se trouvait là avec un formidable potentiel et la voie dans laquelle on le dirigerait serait décisive), fut probablement que les caractères fondamentaux de la conception stratégique se concentraient, qu'ils soient déclarés mais aussi sous-jacents, et donc que les défauts d'éclectisme et de mécanisme allaient se révéler au grand jour dans la transposition du modèle de la "Guerre Révolutionnaire Prolongée".

En premier lieu parce que ce modèle était d'abord issu des expériences chinoise, vietnamienne et latino-américaines, c'est-à-dire de références sacro-saintes, mais qui n'étaient pas mécaniquement transposables (pour autant d'ailleurs qu'il y ait quelque principe que se soit qui puisse être transposé mécaniquement...), surtout quant aux caractères de formation socio-économiques du centre impérialiste.

On est donc devant le grand mérite, et devant la grande limite ! Le mérite est d'avoir concrétisé un chemin révolutionnaire au cœur du système impérialiste, en donnant un vrai débouché aux grandes luttes de masse et au mouvement révolutionnaire - en permettant vraiment d'affronter le révisionnisme (et, en tendance de le battre) et de dépasser le borbier d'un extra-parlementarisme

inconséquent ou d'un m-l-maoïsme déclamatoire et théorique - le mérite d'avoir repris ce chemin en se liant à nouveau, de manière organique et conséquente, aux dynamiques du mouvement communiste international.

La limite est d'y avoir amené aussi des éléments d'éclectisme et de "jeunesse", et de s'être trouvé aussi rapidement face à un combat énorme, en devant tout apprendre, sur le terrain, au milieu de difficultés inimaginables.

C'était un peu le prix à payer. Ceux/celles qui croient aux révolutions parfaites et polies, qui adhèrent aux schémas généraux (même les plus justes) peuvent changer de métier ! (Ils feraient moins de désastres, à chaque difficulté rencontrée, en étant du genre à se retourner promptement contre la révolution qui déçoit leurs idéaux de présomptueux petits bourgeois ; comme on le verra en Italie, comme on l'a vu dans toutes les expériences historiques)

Cette limite consista donc dans l'application d'un développement stratégique linéaire, de somme des actions et des capacités et de croissance organisationnelle-opérationnelle, au-delà des considérations de phase, de sauts de qualité, des discontinuités par contre bien nécessaires.

C'est-à-dire : même en se basant sur des rapports de force de classe, sur un tissu de luttes et d'organisation de masse important, nous n'étions pas dans une phase révolutionnaire - et ici se révèlent décisives les caractères objectifs, par exemple le niveau de profondeur de la crise capitaliste, de l'appauvrissement des masses, etc. - et le chemin emprunté, tout en étant juste, devait être adapté, développé sur des temps différents. Plutôt qu'accélérer l'offensive, il fallait au contraire se consolider à l'intérieur de la classe, sur la base d'une présence politico-militaire, bien plus concentrée et limitée aux grandes interventions politiques ponctuelles.

Et à ce point, on en avait la force et les capacités : c'était le moment de faire encore de la politique armée, non pas la guerre déployée !

Cela aurait demandé une plus grande capacité de recul politique encore, de faire un pas en arrière pour récolter et approfondir, systématiser l'implantation théorique et stratégique - rectifiant le bagage éclectique qu'on traînait et en précisant la matrice léniniste qui était à ce point utile et correspondante à la tâche - la force politico-organisationnelle étant assurée à un très haut niveau, assurant le maintien d'un certain niveau offensif.

C'est au contraire l'escalade qui a prévalu.

1978 constitue ainsi le tournant d'une logique de guerre. Quantitativement on aura à peu près le même nombre d'attaques incendiaires et à l'explosif (une centaine), de jambisations (une vingtaine), tandis que se raréfient les irruptions/perquisitions (seulement 4, et c'est aussi un signe du choix d'orientation) et que le centre de l'offensive devient les exécutions (carrément 28, quand jusqu'en '77 il y en avait eu 10, et étant en partie non prévues dans le projet initial de l'action).

Voyons dans le détail pour mieux comprendre.

Les BR frappent, outre Moro et les cinq agents des équipes spéciales qui l'escortaient :

- le juge Riccardo Palma, haut responsable de la politique pénitentiaire et des prisons spéciales.

- le maréchal de police Rosario Berardi, responsable contre-guérilla à Turin.
- le sous-officier pénitentiaire Lorenzo Cotugno, tortionnaire notoire à Turin.
- le vice-commandant des gardiens à la prison de Milan, Francesco Di Cataldo, responsable du Centre Clinique et de tous les assassinats, directs et indirects, de prisonniers ; par le manque de soins ou par les violences déguisées.
- le chef de la police de contre-guérilla de Gènes, Antonio Esposito.
- le dirigeant d'usine Pietro Coggiola, de la Lancia de Turin.
- un autre magistrat du Ministère de Justice, responsable carcéral, Girolamo Tartaglione, Rome
- les carabinieri de contrôle extérieur à la prison de Turin, Lanza et Porceddu (corps spécialement institué avec celle des prisons spéciales)

Quant aux autres OCC :

- le responsable des sbires d'usine chez Fiat Cassino, Carmine De Rosa (ex-officier carabinier), par les Formations Communistes Combattantes (proches de P.L.)
- l'agent de police Fausto Dionisi, dans une tentative ratée d'évasion par un commando de P.L. à la prison de Florence.
- le notaire Gianfranco Spighi, à cause de sa réaction pendant une expropriation, par Lutte Armée pour le Communisme.
- le maréchal pénitentiaire Antonio Santoro, tortionnaire à la prison de Udine, par les Prolétaires Armés pour le Communisme.
- les trafiquants d'héroïne Giampiero Cacioni, Saaudi Vaturi et Maurizio Tucci, à Rome par Guérilla Communiste. Lors d'une attaque contre d'autres trafiquants, tombe par erreur Enrico Donati ; G.C. en assume la responsabilité
- le criminologue Alfredo Paoella, à la prison de Pozzuoli-Naples, par P.L.
- le trafiquant d'héroïne Giampiero Grandi, à Milan, par Squadre Proletarie (satellite de P.L.)
- le procureur de la République de Frosinone (Latium) Calvosa, ses deux agents d'escorte, Pagliei et Rossi, par les F.C.C. Au cours de la fusillade le camarade Roberto Capone tombe aussi.

Ce qui ressort assez aisément est une grande différence politique : tandis que les autres OCC, même en frappant juste, n'arrivent pas à dépasser une dimension partielle, en tant que prolongement armé des luttes et de l'affrontement des appareils de répression (et aussi cette respectable campagne contre les trafiquants de mort), chez les BR on voit se déployer toute une offensive contre le Capital et l'Etat, dans ses institutions fondamentales, on voit une conception générale, un programme pour toute la classe, une stratégie.

Cela se perçoit aussi dans l'implantation théorique. Les premiers se cantonnent au maximum à cette notion du "contre-pouvoir" (notion dont toute expérience historique a démontré l'inanité, traînant au mieux la classe dans une attitude défensive vouée à la défaite, et sombrant souvent, de compromis

en compromis, dans le réformisme institutionnalisé...que l'on pense aujourd'hui au cas des Zapatistes du Chiapas) ; ou à une compréhensible recherche de nouveaux parcours révolutionnaires (tout en considérant les dérives des pays socialistes), devenant néanmoins vite un aventurisme éclectique, confusionniste qui amènera aux redditions les plus honteuses (celle de P.L., pratiquement en bloc, après une année de prison pour la grande part des militants, et leur recyclage dans les méandres de nouveaux mouvements pacifistes) .

Les deuxièmes produisirent des textes, et une théorie aussi, qui cherchaient à aller de l'avant mais en réélaborant le fil de continuité avec l'histoire révolutionnaire du siècle, de façon critique et sans ce "souverain mépris" qui distingue les mouvements et militants petit-bourgeois. Leurs textes étaient largement compréhensibles et posaient les questions à affronter quand on veut vraiment "faire la Révolution". L

a Résolution de Direction Stratégique de février '78 reste une référence, un texte très utile pour les militants qui se posent le problème de la Révolution Proletarienne aujourd'hui et dans les pays impérialistes (dernièrement les services secrets italiens, toujours à l'œuvre pour décrypter les évolutions du camp révolutionnaire, ont reconnu au cours d'un interview journalistique, la grande qualité de ce texte, qui aurait anticipé sur les phénomènes de mondialisation, restructuration internationale des productions, concentration des pouvoirs dans des structures transversales et cercles réservés, tendance à la guerre, à une époque où les autres partis ne voyaient rien de tout ça et le dénigraient comme relevant du délire...)

Mais la pente est engagée : presque tout le monde, tout en partant des différentes positions qu'on a vues, déclara imminent le passage à la guerre ouverte, que la contradiction de classe se réduisait désormais à son aspect militaire, avec un système capitaliste qui aurait perdu toute légitimité et qui survivrait seulement grâce à sa force brute.

Les premiers mois de '79 donneront lieu aux premiers "dérapages" sérieux.

11. 1979 : entre potentialités et dérive militariste

Le mois de janvier verra l'exécution de Guido Rossa, délégué ouvrier dans une aciérie de Gênes, mais aussi militant révisionniste et espion. C'était lui qui avait balancé un camarade d'usine, Francesco Berardi qui ensuite se donna la mort en prison. Pour être complet, l'action devait être une jambisation mais la réaction de l'espion conduisit à sa mort. On mesura là comment des erreurs d'évaluation politique (sur la phase, les rapports de force et la maturité des passages) peuvent être lourdes de conséquences.

Le parti révisionniste donna toute sa force dans la mobilisation réactionnaire, l'Etat tout content de pouvoir enfin dire que «ces prétendus révolutionnaires» tirent sur tout le monde, y compris les ouvriers, «flics et ouvriers unis contre le terrorisme», etc. Seulement deux mois avant, dans certaines usines Fiat, on avait appelé au boycott d'un débrayage pour les carabinieri abattus en bas de la prison de Turin ; appel par dazibao : «On ne fait pas grève pour les carabinieri», signé par les Collectifs Ouvriers locaux et scotché à l'intérieur des bâtiments.

Et le débrayage avait généralement échoué ! Ici, par contre, il a fallu subir le déferlement de tout

l'appareil et de la base révisionnistes qui imposeront le débrayage à tout le monde, l'air menaçant, jusqu'à l'arrêt des lignes.

Les contrecoups internes au mouvement révolutionnaire commençaient. Ils étaient nombreux à douter de cette escalade -frapper toujours plus et plus loin. Cette tendance militarisante commençait à se voir, ne levant encore que des doutes puisque le crédit des B.R. était grand, et justement sur le plan de l'implantation politique, globale, de dialectique pratiquée avec la réalité de classe.

L'autre épisode marquant fut les repréailles conduites par P.L. suite à l'assassinat de deux de ses militants, Barbara Azzaroni et Matteo Caggegi. La police les surprit en attente dans un bar de Turin, en opération. Arrivés en force (grâce à la dénonciation d'un commerçant), les flics abattirent les camarades d'une pluie de plomb, sans qu'ils aient le temps de réagir.

Ce fut un grand choc : elle était à l'avant-garde des luttes sociales à Bologne, lui était jeune ouvrier chez Fiat, très connu également. Les funérailles furent de fortes mobilisations, très tendues.

Ce choc eut un effet d'impulsion pour nombre de camarades, vers l'affrontement, la radicalisation. Mais si cela pouvait être compréhensible et juste au niveau des personnes, cela ne pouvait pas être une ligne politique pour une organisation. La direction de P.L. de Turin: elle exécuta un guet-apens, dans un bar, en causant la mort d'un jeune qui passait par là, et blessant un camarade (par feu ami !) tandis que les flics parvenaient à s'enfuir. Elle allait ensuite abattre le propriétaire du bar où étaient tombés Barbara et Matteo, persuadée, à tort, qu'il était la balance.

Enfin, une catastrophe qui déclencha tout de suite la première grave crise interne, puisque ces événements mirent en lumière les limites typiques des organisations non centralisées : la prétendue "démocratie fédérative" conduit souvent en réalité au bordel décisionnel, aux coups de tête de chaque entité locale. Il n'est pas tout à fait juste d'imputer le concept de "démocratie fédérative" à P.L., mais c'était l'essence de la situation, prise à cheval entre héritage communiste, opéraïstes et tentations anarchisantes.

Ainsi deux dirigeants nationaux démissionnèrent en désaccord avec cette dérive, à la fois sur la méthode décisionnelle et sur le fond des opérations. L'un des deux conduisit la première scission, mais surtout, on le verra dans la suite, P.L. s'enlisera dans un amoindrissement de capacité de projet, de programme et dans une opérativité de pur affrontement avec les appareils d'Etat, par actions souvent décousues et de "survie".

Elle réalisera encore deux actions en 1979 : l'exécution d'un sbire tortionnaire à la prison de Turin, Giuseppe Lorusso, et celle d'un des plus hauts dirigeants de Fiat, Carlo Ghiglieno, à l'automne, en pleine annonce de la contre-offensive patronale, avec une vague de licenciements politiques à Turin, et dans une situation de classe très propice. Deux actions correctes, mais décalées à cause du mauvais travail politique fait par P.L. au niveau de masse, qui avait amené à sortir de l'usine des militants ouvrier de qualité, pour les clandestiniser ; et ensuite à recruter plutôt les jeunes extrémistes qui avaient tendance à quitter l'usine, qui vivaient l'engagement armé ailleurs et non pas dans un projet intégrant les questions du mouvement de masse.

Les autres opérations furent une attaque contre la magistrature marquée par cet extrémisme concurrentiel - il fallait chercher l'ennemi toujours plus à gauche - qui les amena à exécuter le juge

Alessandrini de Milan (opération très mal perçue également, parce qu'il s'était en plus beaucoup occupé des fascistes et des sbires de l'Etat et pas pour les couvrir). Et puis deux bavures, une au cours d'une expropriation (à cause de la maladresse d'un militariste notoire, qui deviendra l'un des premiers repentis...), et l'autre par erreur (à nouveau) sur la personne.

Enfin, comme on peut constater, ce n'est pas faire de la polémique partisane que relever une dérive évidente entre manque de clarté programmatique-stratégique, manque d'homogénéité et de centralisation, nombre excessif de bavures (révélateur, à ce point, des problèmes de fonds).

Et sans s'attarder sur le fonctionnement à la base - il faut savoir qu'à ce moment-là P.L. est sûrement l'OCC ayant le nombre plus élevé des militants, séparé(e)s entre le niveau supérieur et celui du "combat prolétarien" (les Squadre Armate Proletarie, le Ronde Armate Operaie, et d'autres qui constituaient le réseau interne aux masses) - où se répercutaient tous ces nœuds et défauts.

D'ailleurs, même le nombre élevé de militants de P.L. et de ses structures de "combat prolétarien" étaient en réalité un défaut, étant le résultat de cette ligne sur "l'armement de masse" qui signifia pratiquement la transposition de collectifs et secteurs du mouvement de '77, surtout sur le plan d'organisation armée. Chose qui, comme on peut imaginer, passe outre à toute sélection ou structuration sérieuse, et pire encore, confond niveau de masse et niveau d'avant-garde.

Le pire fut l'aplatissement de toutes les agrégations de base sur la tendance militarisante, ce qui, comme nous le signalions dans le cas des réalités d'usine, provoqua la sclérose des potentialités et des dynamiques au niveau de masse et provoqua des escalades, même au niveau des quartiers : à un certain stade il fallait chercher des ennemis, puisque tout le monde "y était passé", et c'est comme ainsi que furent touchés des personnes complètement périphériques comme des vigiles municipaux, des gynécologues, des architectes de prison et des commerçants qui avaient tiré sur les braqueurs.

Cela nous renvoie à une histoire bien connue à cause de sa grande médiatisation : celle des Prolétaires Armés pour le Communisme, groupe formé sur la vague de '77, de cette tendance à l'armement de secteurs entiers du mouvement.

C'est un peu le type de ces groupes qui n'avaient pas de véritable structuration politique, programmatique et qui étaient extrêmement éclectiques, même du point de vue idéologique. Ainsi leur existence se consuma dans une explosion de deux-trois ans, pour se dissoudre à nouveau dans les différents courants mineurs du mouvement - quelques-uns intégrant les deux organisations majeures.

Plutôt originaires des cercles autonomes, les P.A.C. s'organisaient déjà autour de la réappropriation et, comme d'autres groupes, théorisèrent et pratiquèrent l'expropriation comme forme d'existence, comme forme de rupture avec le travail salarié (vieuse racine du mouvement révolutionnaire international, depuis la Bande à Bonnot).

Ils s'attaquèrent aux structures de la répression, ciblant notamment le projet des prisons spéciales, ayant parmi eux notamment des ex-prisonniers qui avaient participé à la vague des luttes internes. Quelques actions furent aussi menées en soutien aux luttes ouvrières (jambisation et incendies), mais le centre de leur attention était surtout ce terrain où se pratiquait la "libération concrète" du travail salarié et ils en arrivèrent à cette campagne originale (c'est le moins qu'on puisse dire) de

représailles contre les commerçants qui tiraient sur les braqueurs.

Bon, pour comprendre il faut aussi expliquer que, dans le climat de durcissement répressif, de contre-offensive bourgeoise, la mobilisation réactionnaire des couches intermédiaires, des classes moyennes, en utilisant leur attitudes mesquines de petits propriétaires faisait partie de toute une campagne. Ainsi par exemple l'extension du "droit à se défendre", en fait du droit à tuer de la part des sbires et de bons bourgeois.

Ainsi se multipliaient les cas d'assassinats "par légitime défense", en doublant les exécutions faciles des flics dans les quartiers contre les petits "voleurs" ou simples prolétaires sur des contrôles routiers. Les P.A.C. décidèrent de répondre à tout cela et ils en arrivèrent à ces deux exécutions du bijoutier Torregiani, à Milan, et du boucher Sabbadin, près de Venise.

Ensuite il y aura une rafle dans un quartier de Milan, d'où l'on soupçonnait provenir les PAC, et les flics y allèrent lourdement avec violences et même les tortures. L'organisation répondit en abattant un agent de la Digos (police politique) impliqué, Andrea Campagna.

Comme on le voit c'étaient des campagnes de prolongement des luttes et d'une certaine radicalité du mouvement. Au cours de l'année '79 même, l'expérience s'épuisa ; certains intégreront P.L., d'autres radicaliseront encore leur matrice, en se constituant en tant que "Braqueurs communistes"...

Une autre expérience à mentionner est celle de "Barbagia Rossa", Barbagia étant une région interne à la Sardaigne.

Or la Sardaigne a gardé depuis l'unification de l'Italie une identité rebelle forte, en ayant en fait subi l'unité comme une véritable colonisation : au sous-développement imposé par le capitalisme italien, correspondaient ses phénomènes socio-économiques. Elle fut utilisée comme bassin de main d'œuvre migrante, on n'y installa que quelques usines de la pire espèce (pétrochimie et autres saletés) et plusieurs prisons en utilisant spécialement une partie du prolétariat sarde comme flics pénitentiaires (dans toute l'Italie).

On y trouve encore des bases militaires, italiennes, américaines, et de l'OTAN (la moitié des servitudes militaires italiennes y sont basées !). Le tableau devrait être assez clair. Ainsi le mouvement de révolte de classe y a une grande tradition (nombre des grandes figures du communisme et de l'anarchie en proviennent, que l'on pense à Gramsci), ainsi que des formes de banditisme, les deux naturellement se conjuguant à certaines périodes. En tout cas la lutte contre l'Etat et ses sbires y a toujours eu son importance.

Barbagia Rossa naît donc au croisement de ces racines et de la nouvelle vague des années '70.

Le centre de ses attaques est, naturellement, contre la militarisation du territoire. En fait, elle systématise et donne un cadre politique à une pratique antagoniste diffuse, exercée par beaucoup de petits groupes liés soit aux luttes populaires, soit au "banditisme".

Elle subira l'exécution de deux camarades, Francesco Masala et Mario Bitti, par les carabinieri en décembre '79. Elle développera une forte relation avec les B.R., aussi en raison de la présence autour et dans l'île des plus importantes prisons spéciales d'Italie (Asinara et Nuoro).

En fait, elles travailleront ensemble et on en verra les suites.

Ce rappel aux prisons nous renvoie à un chapitre important de '79 : les révoltes dans deux prisons spéciales, Termini Imerese (Palerme) et Asinara. La première en septembre, la deuxième en octobre. C'est surtout cette deuxième qui doit retenir l'attention.

L'Asinara, situé sur une petite île au large de la Sardaigne (les pires des prisons sont isolées de la sorte), était devenue le symbole des prisons spéciales, par la dureté de ses conditions, par le projet d'anéantissement qui y était visiblement appliqué contre les militants révolutionnaires, et aussi par la grande combativité qui s'y exprimait. Et encore, le noyau des meilleurs brigadistes y étant enfermé, cela donnait de remarquables contributions théorico-politiques pour l'extérieur : en cette année sortirent trois documents importants qui furent diffusés par la presse révolutionnaire, en devenant objet du débat.

Un camarade de la première heure des BR, Fabrizio Pelli, mourut des suites d'un cancer, transféré à l'hôpital aux derniers jours et maintenu en isolement strict par un cordon de flics.

Jusqu'à la fin Pelli aura refusé de demander quoi que se soit. Sa figure restera marquée dans les esprits et la mémoire.

Ces révoltes furent gérées de manière politico-organisationnelle précise. Dans les "camps" - ainsi avaient été rebaptisées les prisons spéciales - les BR avaient impulsé la formation des Comités de Camp, où Comité de Lutte, ouverts aux différents prisonnier(e)s, surtout aux braqueurs politisé(e)s, aux rebelles qui avaient déjà une histoire de lutte derrière eux/elles. Une sorte d'organisation de masse qui agissait en dialectique avec les OCC extérieures.

La révolte de l'Asinara visait directement et carrément sa destruction ! Les prisonniers cassèrent tout ce qui pouvait l'être, en rendant la prison inutilisable. Ce fut une action de grand courage. Les représailles furent lâches comme on peut l'imaginer, avec punitions généralisées, envoi à l'isolement dans d'autres prisons, et souvent encore violences. Mais une première victoire, très symbolique, avait été arrachée avec cette dévastation. L'Etat la remettra au plus vite en route, mais il y aura, comme nous le verrons, une deuxième offensive révolutionnaire qui aboutira.

Côté répression, 1979 a aussi été marquée par la grande rafle dite du "7 avril". Elle investit de plein fouet l'aire de l'Autonomie Organisée. Quelque trente dirigeants ou ex-dirigeants, et autres militants connu(e)s furent incarcéré(e)s, tandis que des centaines de perquisitions étaient effectuées dans toute l'Italie. Ce fut une histoire très contradictoire.

L'opération fut générée par la magistrature de tendance révisionniste, sur la base d'un classique théorème-complot (le théorème Calogero, du nom du magistrat, restera gravé comme type de ce genre de traitement judiciario-répressif de la lutte de classe). Selon ce théorème, tout était BR - l'Autonomie étant une simple branche plus publique - et il fallait surtout chercher des "grands chefs" qui, naturellement, dans la stupide et présomptueuse vision bourgeoise, ne pouvaient être que des grandes têtes, des professeurs ou assimilés.

Il se trouve qu'effectivement les professeurs d'université pullulaient dans l'Autonomie, qu'il y avait tout un noyau de prof-chercheurs de l'Université de Padoue d'une certaine réputation -même

internationale. Leur ponte était le célèbre Toni Negri. Et voilà le tour ! Ils avaient trouvé le chef caché, le grand instigateur et penseur des BR, avec sa cohorte.

Cela précipitera une crise politique, puisque effectivement l'Autonomie était bien loin des BR, de leur vision du processus révolutionnaire fortement caractérisée dans le sens léniniste, et en même temps encore tiraillée en son sein par différentes nuances et tendances, par des évolutions, surtout sur le plan théorique, assez hasardeuses, "virevoltantes" et insouciantes de tout esprit de continuité, de sens collectif dans la construction, de protagonisme intellectuel justement...

Au delà de l'injustice d'être impliqués dans un projet et des activités qui n'étaient pas les leurs, Negri et & Cie commencèrent à se défendre de manière dissociée, c'est à dire en marquant leurs distances tout en faisant retomber la faute sur les autres. «Nous ne sommes pas des assassins, ni des terroristes», en adoptant le langage ennemi, ce qui implique que d'autres le sont.

En glissant sur le terrain d'une défense de victime (les intellectuels, éternels victimes du pouvoir), légaliste, sur le terrain des garanties bourgeoises, en commençant à rétracter leurs positions extrémistes d'avant, en donnant enfin un spectacle peu glorieux et fort nuisible à la cause révolutionnaire, dans son ensemble, au delà des clivages organisationnels et de positionnement.

D'ailleurs, cela déclencha une crise interne à l'Autonomie même, une partie importante se refusant à suivre ce parcours, en provoquant encore fracture et fragmentation, comme s'il en était besoin.

L'organisation vénitienne, la plus importante mais la plus touchée de l'Autonomie, réagit en tout cas avec un appel à mobilisation générale et nationale, et quelques jours après seulement il y aura une vague d'attaques contre des structures de la répression et de la DC. Au cours d'une de ces opérations il y aura un incident gravissime : trois camarades meurent dans l'explosion prématurée de leur bombe. Antonietta Berna, Angelo Del Santo, Alberto Graziani, militant(e)s très connu(e)s dans leur territoire, la zone industrielle de Vicenza.

Les funérailles et leur défense politique seront significatives (les ouvrier(e)s d'une usine, où Angelo avait participé fortement à la lutte en apportant beaucoup de soutien extérieur, firent une assemblée en leur mémoire et participèrent en masse aux funérailles, alors qu'une autre assemblée se tiendra à l'usine où il travaillait).

Tout contribua à la radicalisation cette année-là et ce seront les BR qui conduiront encore une fois la tendance, malheureusement négative, de ce tournant. Surtout en fin d'année, quand elles donnent un terrible coup d'accélérateur, en abattant cinq flics, dans des opérations successives et ciblées.

Reprenons la chronologie raisonnée :

- janvier '79, Guido Rossa, militant révisionniste délateur, exécuté par les BR à Gênes
- janvier, Emilio Alessandrini, magistrat de Milan, exécuté par P.L.
- février, les commerçants Sabbadin et Torregiani (qui avaient tué des braqueurs), exécutés l'un à Mestre-Venise l'autre à Milan, par les P.A.C.
- février, Rosario Scalia, vigile de banque abattu pendant action d'expropriation par les Co.Co.Ri.

- mars, Ermanno Iurilli, un passant, est tué pendant une action de représailles de P.L. (pour l'assassinat de Barbara et Matteo), à Turin
- mars, Giuseppe Guerrieri, carabinier, mais tué par erreur par Guerriglia Proletaria (proche de P.L.) à Bergame, en Lombardie
- mars, Italo Schettini, capitaliste immobilier-spéculateur et politicien DC, exécuté par les BR à Rome
- avril, Andrea Campagna, agent de la Digos (police politique) impliqué dans les tortures suivant les rafles dans le quartier Barona de Milan contre les P.A.C., qui l'exécutent
- mai, les policiers Mea et Ollanu sont tués pendant l'attaque BR du siège régional de la DC à Rome. Ce fut une action retentissante, qui impliqua l'occupation du territoire par une quinzaine de militant(e)s, en plein centre de Rome, marquant un niveau militaire très élevé
- juillet, le vigile de banque Mana, tué par accident, pendant action d'expropriation près de Turin, par P.L.
- juillet, le colonel des carabinieri Varisco, chargé des prisonniers, exécuté par les BR à Rome.
- juillet, le barman Civitate, considéré à tort comme le délateur de deux camarades tués dans son bar, abattu par P.L. à Turin
- septembre, le dirigeant de Fiat Ghiglieno, contre la restructuration et l'offensive patronale, exécuté par P.L. à Turin
- novembre, le policier Granato, du commissariat d'un quartier prolétaire de Rome, San Lorenzo, centre de lutte et d'organisations, exécuté par les BR.
- novembre, les carabinieri Tosa et Battaglini, abattus dans une action de "contre-patrouille" par les BR de Gênes
- novembre, le sous-officier de police Taverna, exécuté par les BR à Rome
- décembre, le sous-officier de police Romiti, exécuté par les BR à Rome

Un aperçu de l'intensité de l'affrontement : en décembre il y aura un "vendredi noir" à Turin (comme l'appelèrent, effrayés, les bon journalistes) : un chef d'usine fut jambisé à Mirafiori, par les BR ; qui exproprièrent également une partie des payes à l'usine de Rivalta ; et pour finir la même chose à l'usine de Lingotto (c'étaient des braqueurs, mais la presse en rajouta.)

12. 1980 : la première crise

Jusqu'à fin mars, les choses continuent à ce rythme. Il y aura même l'exécution d'une patrouille de trois policiers de la Digos qui, en civil, contrôlaient le territoire dans une zone industrielle de Milan, et puis une offensive contre les magistrats - quatre tomberont, dans différentes villes et par différentes OCC. Mais la guerre se fera bientôt à deux : l'Etat réussit enfin à trouver un point faible, une ouverture. En février-mars, deux militants de haut niveau, après leurs arrestations et quelques jours d'isolement, trahissent et donnent des dizaines de camarades.

Ce sont carrément le chef de la colonne turinoise des BR, Peci, et un responsable de P.L. toujours de Turin, Sandalo. Là on mesura tout de suite une grave erreur stratégique (sinon de fond sur la façon de concevoir l'organisation et le rôle des chefs). Ils en savaient trop, beaucoup trop : dans le cas des BR à cause d'une mauvaise conception de la centralisation et vérification des informations sur les camarades (défaut marxiste-léniniste), tandis que chez P.L. c'était plutôt l'allure anarchisante qui produisit le même résultat.

Mais la crise politique se révéla dans le fait que ces deux trahisons furent suivies par d'autres et, plus généralement par un manque de tenue de la part de nombreux camarades, par l'incapacité de tenir face à des pressions auxquelles tout(e) militant(e) était censé(e) être prêt(e), à ce moment, lors de l'arrestation.

Non, à l'évidence cela révélait un problème de fond, une crise au niveau des perspectives, qui engendrait fatigue, peur, et autres contradictions.

Et, en tout cas, les dégâts étaient là, surtout sur le plan politique. Parce que, tandis que les traîtres ont toujours existé (et existeront toujours), la dimension du phénomène dans ce cas était excessive. Elle fit s'écrouler, d'un coup un certain prestige de grande efficacité et d'impénétrabilité de l'Organisation (par exemple, la colonne génoise des BR n'avait subi jusqu'alors qu'une arrestation, et son "blindage" était devenu légendaire).

Elle révéla faiblesses et misères humaines, par la voix pervertie des repenti(e)s et par la manipulation médiatique, et déjà présente dans le fait patent de ces redditions instantanées, au moment de l'arrestation. Cette instantanéité choquait beaucoup parce qu'à ce moment on ne pouvait pas encore parler de torture (quelques coups dans les commissariats ne sont pas insupportables) et que, dans l'imaginaire social, on allait de suite à la comparaison avec la Résistance, avec les Partisans qui n'avaient pas produit un tel phénomène, mais au contraire un notoire héroïsme face à la torture systématique. Enfin cela entachait la crédibilité des O.C.C., de la lutte armée, de l'idée de Révolution.

Et puis il y avait le terrible saut de qualité décidé par l'Etat : le massacre à froid de quatre camarades, surpris dans le sommeil, dans une base de Gênes indiquée par le traître Peci. Ce ne fut pas une fusillade, un affrontement comme souvent cela arrive (avec des pertes d'un côté et de l'autre).

Ce fut un massacre, confirmé par le secret imposé autour de la maison (qui ne fut rendue visitable aux journalistes que plusieurs jours après, et en vitesse), et par la consigne des corps enfermés dans les cercueils, sans que personne ne puisse les voir ! Il s'agissait d'un massacre délibéré, pour lancer un signal précis : «dorénavant on va vous tuer !»

Les camarades tombé(e)s étaient fort représentatifs de ce que sont les BR Anna Maria Ludman, employée de bureau, Lorenzo Betassa clandestin ex-ouvrier Fiat et délégué, Pietro Panciarelli clandestin ex-ouvrier Lancia, Riccardo Dura clandestin ex-ouvrier marin.

Les BR diffusèrent un tract en leur honneur, dans de nombreuses villes et usines et, plus généralement, le mouvement révolutionnaire assumait leur mémoire, dans la bataille contre les médias qui étalaient leur sale oeuvre de dénigrement.

Côté organisations, on réagit en cherchant naturellement à limiter la portée de l'affaire, essentiellement en parlant de «punaises à écraser» (les repentis), et en continuant comme avant (ce qui était assez compréhensible, une réflexion et d'éventuelles corrections auto-critiques demandent du temps et des précautions). La guerre continua, mais un tournant majeur se produisit à l'automne.

Fiat, chef de file du grand capital italien, profitant aussi du démantèlement simultané des deux colonnes (BR et PL), à Turin, lança la grande contre-offensive en déclarant l'état de crise et un plan de 14.000 licenciements (ce qui à l'époque était un "scandale", inimaginable !)

La lutte fut grande - 35 jours, avec une première phase de cortèges internes et d'attaques contre les petits chefs, ensuite une phase d'occupation des usines qui en réalité se révéla une manière subtile des syndicats pour alourdir la lutte, la faire faiblir (en mettant en fait hors d'usine la grande masse des ouvriers et en reprenant le contrôle avec l'appui de l'appareil révisionniste extérieur) - mais désormais dans une phase de défensive et de faiblesse du mouvement ouvrier, en outre à cause des lourds revers subis par les OCC.

En maîtres du jeu, syndicats-révisionnistes et patronat-jaunes se partagèrent le travail de sape : les premiers par cette stratégie d'affaiblissement de l'intérieur et en évitant soigneusement une généralisation du conflit à d'autres secteurs ; les deuxièmes par toute la panoplie répressive-collabo, qui culmina dans ce spectacle aussi nouveau que dégoûtant de deux marches silencieuses contre la grève de tous les contremaîtres et d'une partie des employés (directement organisées par les dirigeants du personnel, sous menaces et chantage comme ils l'avouèrent eux-mêmes bien des années après).

Ils étaient effectivement des milliers mais la machine à falsifier médiatique déclama bien "40.000" (ce qui était tout simplement impossible seulement en comparant aux chiffres du personnel Fiat) et cela devint tout de suite de l'histoire ! Les syndicats sombrèrent dans le défaitisme, la magistrature intervint pour rétablir l'ordre en envoyant les pelotons de flics aux portes des usines, et les jeux furent faits.

Ultime geste de fierté ouvrière : les insultes, coups de parapluie et tomates par lesquelles les bonzes syndicaux furent remerciés aux assemblées de vote de l'accord de capitulation. Le vote fut largement opposé à l'accord mais, puissance de la démocratie formelle bourgeoise, dans ces cas les syndicats trouvent toujours des raisons pour l'invalidier, et en tout cas soustraire tout le support organisationnel à la poursuite de l'occupation.

Ce qui, dans les conditions de faiblesse de l'autonomie de classe, devenait fatal. Il y eu encore deux manifs assez virulentes, le soir même dans Turin, face à un déploiement policier impressionnant, et enfin une irruption de masse, à quelques centaines, à l'un des sièges syndicaux les plus symboliques (la Ligue de Métallos - Mirafiori) pour la dévaster un peu et insulter les collabos.

Cette défaite marquera le tournant, un changement définitif des rapports de force entre classes, même les chiffres s'y mettent : les années '70 furent les années de lutte et d'avancées de classe, les années '80 seront celles de la contre-offensive capitaliste. La classe ouvrière Fiat avait jusqu'alors constitué l'avant-garde de masse reconnue, le pôle par excellence. Et cela par la forte concentration et l'homogénéité de classe dans le pôle de Turin qui, de surcroît, avait été le haut lieu de tous les

moments forts de la lutte révolutionnaire du siècle en Italie.

L'affrontement de classe et, spécifiquement, l'affrontement armé, deviendront toujours plus aigus durant les deux années suivantes. Pour donner des dimensions : 1980 restera l'année ayant vu le plus grand nombre d'arrestations, 1.021, tandis que l'année précédente en avait compté 393. Il y en aura 433 en 1981, et un nouveau pic avec la véritable défaite tactique de '82 : 965.

Il y aura deux événements importants fin '80. La première scission des BR, de la part de la colonne milanaise, marque la fin de l'expansion "linéaire" des BR, révélant des contradictions internes importantes et, en fin de compte, le malaise sourd qui gagnait les rangs face aux graves phénomènes dont nous avons parlé. Un certain aspect "mythique" sur la force et le caractère unitaire s'en trouvait aussi touché.

La crise politique qui amena à la scission appartenait naturellement au débat sur les perspectives. La colonne Walter Alasia de Milan, considérait qu'il fallait se recentrer sur l'intervention d'usine, en revenir aux points forts, aux sources de l'autonomie de classe, préoccupée surtout par des effets manifestes de décalage qui s'était produit par rapport à la réalité de classe, suite à l'escalade militarisante.

En réalité aussi la colonne W.A. restait persuadée des "fondements", y compris la «conquête des masses au terrain de la lutte armée», sans percevoir que le problème se posait probablement déjà dans des thèses aussi extrêmes, et la divergence portait plutôt sur des nuances de projet et méthodes. Par exemple, la colonne W.A. insistait beaucoup sur la concrétisation des Organismes de Masse Révolutionnaires qui faisaient partie du programme des BR depuis longtemps et devaient assurer la dialectique avec l'autonomie de classe, la conquête des masses, avaient pris du retard.

Mais, attention, même en devant être des expressions internes aux masses il s'agissait d'organisations clandestines et basées sur la ligne de la lutte armée (ce qui, à notre modeste avis, était déjà l'erreur à la base de cette conception de la dialectique avec les masses). C'est ainsi que la colonne W.A., pour marquer les raisons de sa prise d'indépendance, lança une campagne contre la restructuration et la contre-offensive patronale (qui venait d'éclater au grand jour avec la défaite des ouvriers Fiat) et attaqua deux dirigeants de grandes usines dans la banlieue milanaise où les BR étaient significativement présentes.

La colonne W.A. payera aussi un lourd tribut à la répression. Plusieurs de ses militants seront abattus par les équipes spéciales de carabinieri. Les camarades Grazioli et Serafini n'auront pas le temps de réagir, ils seront abattus dans la rue à coups de mitraillettes.

L'autre grand événement fut l'offensive lancée par les BR, conjointement aux Comités de Lutte de Trani, contre les prisons spéciales, sur l'objectif prioritaire de la fermeture de l'Asinara.

Cette île-prison avait subi un premier gros coup avec la révolte de l'année précédente, mais l'Etat l'avait partiellement réhabilitée. Le symbole était trop important, des deux cotés.

L'offensive BR s'articula autour de l'enlèvement de D'Urso, magistrat aux affaires carcérales du Ministère de Justice et le bras de fer commença. Les BR réussirent cette fois une efficace opération de médiatisation en imposant la publication, dans un grand hebdomadaire national, d'un

communiqué et d'une interview sur l'opération en cours.

Après une dizaine de jours elles furent rejointes par la révolte à la prison spéciale de Trani, où une centaine des prisonniers (organisés dans le Comité de Lutte du Camp) prit en otage une vingtaine de matons. Après une campagne médiatique pour réduire la portée de la "concession", l'Etat organisa la fermeture définitive de l'Asinara.

C'était là une indiscutable victoire ! Les BR tinrent parole et libérèrent le magistrat (il s'agissait d'un planificateur des conditions carcérales), tandis que les carabinieri ne se privèrent pas de mater, à leur manière, les prisonniers de Trani. Ils tireront à la mitraillette dans les couloirs pour les obliger à se réfugier dans les cellules et ensuite tabasseront systématiquement tout le monde, y compris (le grotesque dans le drame) certains des matons séquestrés. Il y aura des camarades blessés par balles.

Quelques jours après, le dernier mot revenait encore aux BR qui exécutaient en représailles un général des carabinieri, Galvaligi, responsable lui aussi des prisons spéciales.

On peut presque considérer cette opération comme l'apogée historique, soit par son déroulement et sa victoire, soit aussi parce que c'est la dernière qui fut menée en tant que BR unitaires. Bientôt les lignes de fracture s'ouvriront, en précipitant la crise politique générale.

En chronologie :

- janvier '80, trois agents Digos, Cestari, Tatulli et Santoro, en équipe de contrôle et renseignement sur une zone industrielle de Milan, sont abattus par les BR.
- janvier, le vice-directeur du Pétrochimique de Marghera-Venise, Sergio Gori, est abattu par les BR.
- janvier, le colonel Tuttobene, responsable de contre-guérilla, et un autre carabinière Casu sont abattus par les BR à Gènes.
- janvier, le surveillant d'usine Carlo Ala est tué par erreur (il ne devait s'agir que d'une jambisation) par les Noyaux Communistes Territoriaux (de l'Autonomie de Turin), dans une usine sidérurgique, Framtek, de Fiat. L'auteur de la bavure était à nouveau un "militariste", qui se repentira rapidement...
- février, le dirigeant de l'Icmesa de Seveso, Paoletti, est abattu par P.L. à Monza (Milan). Il s'agit de la célèbre usine qui provoqua la grave pollution à la dioxine.
- février, le vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature, Bachelet, exécuté à Rome par BR.
- mars, le procureur de Salerno (Campania), Giacumbi, exécuté par un noyau dénommé colonne Fabrizio Pelli (proche des BR)
- mars, le magistrat Minervini, chargé d'affaires pénitentiaires au Ministère de Justice, exécuté à Rome par les BR.
- mars, le magistrat Galli, exécuté à Milan par PL.
- avril, le vigile privé Pisciueneri, tué suite à une tentative de désarmement par un noyau ex-PL à

Turin

- mai, le dirigeant de la Digos Albanese, exécuté par les BR. à Mestre-Venise
- mai, le dirigeant régional DC de Campania, Amato, exécuté par les BR à Naples
- mai, le journaliste Tobagi (du Corriere della Sera), exécuté par un noyau issu de l'Autonomie, la Brigade 28 mars, à Milan
- juin, le carabinier Chionna, tué dans une fusillade après une expropriation, à Taranto (dans les Pouilles), par PL.
- août, les carabinieri Cortellessa et Cuzzoli, tués après expropriation à Viterbo (Latium), PL.
- novembre, le dirigeant industriel Briano, de l'usine Marelli en banlieue de Milan, exécuté par la Colonne milanaise qui vient d'opérer la première scission des BR. Dorénavant elle opérera en son nom propre "Colonne Walter Alasia"
- novembre, le dirigeant industriel Mazzanti, de l'aciérie Falck, exécuté en banlieue milanaise par la C.W.A.
- novembre, le policier Giuseppe, tué dans une tentative de désarmement, à Bari (Pouilles) par PL.
- décembre, le vigile Zappalà, tué dans une tentative de désarmement, à Pavie (Lombardie) par PL.
- décembre, le général carabinier Galvaligi, exécuté en représailles à la répression à Trani, par les BR.

13. 1981 : offensives et divisions

Ce sera carrément l'année de quatre enlèvements à peu près simultanés, opérés par les trois tronçons dans lesquels venaient de se briser les BR, et en général d'un grand niveau offensif. Tandis que PL aussi allait se fragmenter en deux composantes, les Communistes Organisés pour la Libération Proletarienne (COLP) et le Noyau Communiste, où déjà le premier sigle signifiait réellement le cantonnement de toute activité et du projet à la libération des prisonniers (en laissant tomber les velléités de libération du prolétariat, devenue trop difficile), et aux activités annexes d'auto-financement et de combat des appareils de répression.

Ce fut presque un bien au vu des dérives, de la perte de lucidité et de consistance stratégique : leur dernière action tournée vers la classe avait été l'occupation de l'Ecole pour cadres de Fiat, où ils mirent au mur cinq professeurs et cinq élèves, en les jambisant. C'était le pur fruit des conceptions de «guerre sociale totale» et autres catégories absolutistes, qui feront des dégâts pareils à ceux des aventures du Parti-Guérilla.

Quant à l'aire de l'Autonomie, elle poursuivait sur sa ligne d'activité de plus bas profil, mais au moins enracinée dans le territoire. Des attaques le plus souvent incendiaires ou à l'explosif, des irruptions, quelques rares jambisations. Ici la limite de la fragmentation existait dès le départ et ne sera jamais dépassée. Sur quoi, en plus, allait peser la ligne de dissociation développée par les groupes des pontes-professeurs, ligne qui, après qu'elle aura provoqué des scissions partout,

produira le recul général de l'Autonomie (et, à plus long terme, le dépassement sur son propre terrain par la mouvance "anarco-insurrectionnaliste" qui émergera dans les années '90).

Le premier enlèvement est celui opéré contre Cirillo, responsable régional DC en Campanie, dans une stratégie de développement de la "guerre sociale" en relation avec les luttes locales des chômeurs et des sans-abris (notamment par rapport aux sinistrés du récent tremblement de terre qui avait confiné des milliers de familles dans des baraques et des containers, parallèlement aux spéculations ignobles qu'on s'attendait de ce parti de requins qu'était la DC). "Guerre sociale" parce que, justement, les organisateurs étaient la colonne de Naples et le Front des Prisons qui, par cet acte décidé de manière autonome, allaient formaliser la nouvelle rupture et la formation des BR-Parti Guérilla.

Ce processus politique allait, en fait, coaguler toute une série des caractères sous-jacents à l'histoire des BR (et en général à la lutte armée en Italie), qui en faisait son aspect éclectique. C'est-à-dire que la matrice de naissance de la lutte armée était tributaire de différents apports qui, à l'époque, donnaient force et arguments pour rompre avec le révisionnisme.

Et notamment la Révolution Culturelle et la théorie de Guerre Populaire, de Chine, l'expérience de guerre populaire au Vietnam, la guerre de guérilla à Cuba et en Amérique Latine, (Tupamaros et Marighela). Il y avait donc aussi de solides racines marxistes-léninistes, de continuité avec le Mouvement Communiste International. Mais les exigences de rupture par rapport au révisionnisme, à la voie pacifique et réformiste au socialisme, imposèrent des attitudes plus "prononcées". Et puis, enfin, toute expérience nouvelle a droit à sa jeunesse, à ses erreurs... Avec le temps vient le travail de mise à point, de rectification, de précision, etc.

Or, les éléments d'éclectisme revenaient et se transformaient en position subjectiviste/extrémiste, que ce soit dans le parcours qui avait conduit PL à un militarisme désespéré ou que ce soit dans le cas du BR-PG qui aboutissait au même résultat en partant de la radicalisation de thèses ML, et enfin de leur détournement complet.

Voyons certaines de ces thèses. Le point de départ reste la théorie ML sur la crise capitaliste, à caractère historique, par surproduction absolue de capital. Mais on la transformait en évènement catastrophique, où la tendance devenait réalité présente. Dans cette optique, la crise était totale, l'unique réponse du système était la guerre et surtout contre le prolétariat, vu comme principal obstacle à la reprise de part du capital. Donc carrément guerre de destruction contre le prolétariat métropolitain et international.

Et ils allaient se lier par là avec les thèses de PL sur la "crise de commandement", selon laquelle le système imposait uniquement par la force une forme socio-économique obsolète et inutile.

L'étatisation-militarisation des rapports sociaux, de tous les méandres sociaux, était vue comme totale ; tous les supplétifs réformistes ou sociaux étaient immédiatement des flics, etc.

Côté prolétarien, la crise de la composition de classe qu'avait vécu le cycle des années '70 n'était pas grave, en ayant sauté d'un bon pas au "Prolétariat Métropolitain" qui, même si plus fragmenté et travaillé par les restructurations, était encore plus massif et potentiellement puissant. De même, aucune espèce de problème puisque vu que les tendances se concrétisent immédiatement, on a un

Prolétariat Métropolitain très radical qui ne demande qu'à faire la guerre.

Et la "Guerre Sociale Totale" bien entendu : là aussi une grave dérive vers les thèses subjectivistes, dont le pivot était la négation du passage politique de la Révolution (prise de pouvoir, dictature, transition et autres "antiquités ML"), la négation du politique tout court, et l'affirmation de la valeur subversive (totale !) du social, de l'antagonisme, des luttes, des comportements et... des désirs! Le Prolétariat Métropolitain, le social même ne pouvant s'exprimer qu'en armes, la guerre de classe n'avait pour objet et programme rien de moins que la Transition au Communisme.

Le pouvoir que l'on construit en même temps abolit le pouvoir, la légalité révolutionnaire qui abolit la légalité et, comble d'illogisme idéaliste, l'Armée Révolutionnaire comme organe suprême de recomposition de classe, de toutes les pratiques antagonistes et de destruction de tout pouvoir futur... Enfin, quand on s'envole comme Pindare on peut voltiger bien loin et, comme tout bon anarchiste, éviter de donner des réponses ancrées dans un développement matérialiste et dialectique des passages politiques et sociaux.

Il faut bien remarquer cette accélération vers la réalisation des tendances et des processus de transition. Impatience sur laquelle influa, probablement et plus prosaïquement, l'urgence des contradictions très pressantes. Par exemple celle de l'emprisonnement croissant des militant(e)s, de l'impossibilité manifeste de trouver des solutions réalistes à cela, tandis que tout un secteur d'entre eux/elles exigeait qu'on les trouve et vite. Ce n'est peut-être pas un hasard si la partie de la composante historique emprisonnée, partie qui eut un rôle essentiel dans cette dérive des BR-PG, après la défaite militaire, dérapera vite dans la dissociation (avec toute une suite de récriminations et autres poisons qui envenimeront le climat dans les prisons).

Ce qui se passait dans les prisons avait d'ailleurs un poids important depuis un moment et influa tout particulièrement sur cette séquestration. Dans les voltiges extrémistes du P.G. il y aura aussi ses analyses anarchisantes sur les prisons et les prisonniers : «Tout le monde pareil et pour objectif immédiat la destruction des prisons !»

Or, justement la connaissance accumulée dans les luttes avait amplement confirmé les distinctions faites par l'analyse marxiste, à savoir qu'il faut se méfier du sous-prolétariat.

Mise à jour dans ce cycle, on a pu bien voir que les prisonniers issu(e)s des quartiers ouvriers, métropolitains, étaient une chose, proches par tant de choses de la culture ouvrière et de révolte, qu'une autre était le "milieu" classique marqué aussi par des activités infamantes (comme le proxénétisme et la collaboration en sous-main avec les flics) ; et une autre encore les organisations mafieuses, marquées par une idéologie bourgeoise, aux relents féodaux (vision seigneuriale, les "vrais hommes" qui ont droit à la richesse et à exploiter les autres, l'oppression de la femme, considérée comme une servante, etc.).

Les luttes s'étaient recoupées sur ces distinction précises de classe, avec des débordements dans les rangs de petits soldats des mafias (vu que pour eux toute l'idéologie mafieuse restait plutôt une abstraction et pas tellement une réalité de vie), en trouvant sa source chez les jeunes braqueurs des banlieues ouvrières.

Or voilà que le P.G. passe par-dessus tout et se lance dans une aventure avec une branche de la

camorra napolitaine, et c'est là aussi le résultat de ses audaces théorico-pratiques. Théoriques en tant qu'élaborations aplatissant toutes les différences et la complexité de classe dans une catégorie unique et légitimant n'importe quelle attitude sociale de "transgression" : le Proletariat Métropolitain (on ne critique pas ici la catégorie qui, au contraire, est plutôt juste et utile, mais sa version P.G.).

Pratiques puisque le P.G. arrive à valoriser les activités illégales-extralégales tout court, comme forme de lutte du P.M., même en expansion, une sorte de terrain substitutif à celui de la production (qui se réduisait et était soumis à la pression des restructurations). Ainsi il y aura échange de bons procédés sur ce plan et sur le plan de la lutte contre les appareils répressifs.

Plus encore, il y aura le rapprochement interne en prison sur base du contraste au "repentir" : là malheureusement jouaient les dynamiques carcérales, le poids de la vie en captivité, avec ses pathologies, pourrait-on dire et notamment la spirale paranoïaque de la suspicion.

Le PG voulait briser le phénomène du repentir en commençant par des exécutions exemplaires et, parallèlement, en disciplinant les rangs, en débusquant toute attitude ambiguë, potentiellement porteuse de trahison, etc. Sur cela il y avait entente avec la branche de Camorra, alors en puissance, de la N.C.O. qui mélangeait un certain populisme (démagogique bien entendu) et de la sympathie pour ces révolutionnaires qui étaient souvent issus de Naples et si courageux et forts dans l'affrontement avec les flics et l'Etat.

L'entente fut trouvée sur ce terrain où la camorra est très experte depuis toujours : faire passer le temps en prison à ses jeunes dans une observation réciproque et constante des attitudes, des comportements, etc. toujours à la recherche de raisons ou de prétextes pour régler des comptes, pour «monter des tragédies» (comme on dit en jargon carcéral).

Paradoxe suprême : ses dérives "libertaires" amenèrent le PG à une campagne de flicage de la vie carcérale. La vie dans certaines sections devenait infernale et produisit pas mal des drames et d'implosions : en '83 le PG s'écroule politiquement, et une bonne partie des camarades ébranlé(e)s par ces dérives empruntèrent la voie de la dissociation...

Et donc, évidemment, dès cette opération de séquestration du responsable de la DC Cirillo, des contacts avec la N.C.O. s'avèrent importants, particulièrement pour son dénouement par le paiement d'une forte rançon, dont une partie à la camorra, pour ses bons offices... Partie plutôt sur de bonnes bases en termes de contenu politique, en dialectique avec les luttes des sans-abris et des chômeurs (des exigences en ce sens avaient été avancées), elle s'est perdue dans les méandres de ces aventures politiques. En donnant à la fin l'impression d'une simple opération à rançon faite de mèche avec la camorra.

Le mois de mai voit démarrer la séquestration de Taliercio, le directeur de la Pétrochimie de Marghera-Venise. Comme nous l'avons déjà dit, c'est un des pôles de classe en Italie, que ce soit par ses dimensions et sa concentration (avec les usines de métallurgie, autour de 40.000 salarié(e)s), ou que ce soit par ses caractères d'usine de mort, très toxique, ayant produit des fortes expériences ouvrières de critique anti-capitaliste, débordant sur le territoire amplement touché par les pollutions.

Ainsi le niveau de l'autonomie de classe a toujours été élevé, - tant l'Autonomie Organisée que par

les BR y avaient des forts liens. Cette opération s'intégrait dans le combat général contre la vague de restructurations et la contre-offensive patronale. Il n'y aura par contre pas de revendication particulière, les BR/PCC ne concevant pas une forme de "syndicalisme armé", et Taliercio sera exécuté.

Il faut aussi rappeler qu'à l'occasion de toutes ces opérations gérées indépendamment par trois organisations, les BR qui restaient sur les positions officielles décidèrent, pour mieux se qualifier suite aux positions émergentes, de se nommer dorénavant BR pour la construction du PCC (Parti Communiste Combattant), donc BR/PCC. Nous verrons que ce sera cette organisation qui se révélera la plus solide, à tous les points de vue, la seule à survivre à la terrible épreuve des années à venir, la seule à exister jusqu'à aujourd'hui.

Au mois de juin ce sera la C.W.A. qui séquestrera un dirigeant d'Alfa Romeo à Milan, Sandrucci.

En pleine lutte contre un plan de licenciements massifs, cette opération fut gérée en soutien explicite à la mobilisation ouvrière avec un objectif direct : le retrait des licenciements. Ce qui fut obtenu après un mois de détention, la C.W.A. consentant alors à la libération de l'otage. On voit là une différence fondamentale entre les deux branches des BR, les uns se méfiant des dérives "syndicalistes-économistes", les autres centrant leur axe sur une dialectique serrée avec la classe ouvrière.

En fait il faut dire qu'il s'agit de nuances qui avec le temps s'estomperont, les uns n'étant pas des "obsédés" du centralisme politique ni les autres des économistes. Aussi la C.W.A. se sauvera du désastre suivant, mais par sa tenue politique à l'intérieur des prisons et non pas en tant qu'organisation ou, du moins, en tant que projet (nombre de leurs militants sont aujourd'hui toujours actifs, au niveau public, dans le mouvement).

Là il faut souligner aussi que cette opération survenait au milieu d'une très intense activité de la C.W.A. On peut même dire qu'en cette année 1981, elle a été l'organisation la plus efficace.

Fleuron ouvrier des BR - avec un pourcentage de militants d'usine qui dépassait la moitié des effectifs, à peu près une centaine et concentré(e)s dans l'aire métropolitaine milanaise - la C.W.A. bénéficiait en fait de toute la richesse du parcours historique BR qui étaient nées là. Leur implantation dans les grandes usines les orienta à trop croire que la solution de l'impasse qui commençait à se profiler pouvait toujours se résoudre en "retournant aux sources", en relançant la dialectique fondamentale Parti/masses.

Leur bataille pour le développement des Organisations de Masse Révolutionnaires, vues comme l'anneau de jonction essentiel, et le passage pour faire progresser le processus révolutionnaire, était sûrement juste. Mais, comme les autres la C.W.A. se trompa gravement en pensant que cette jonction, cette conquête des masses allait déjà se faire sur le terrain de la lutte armée.

Ainsi, la C.W.A. fit des interventions systématiques et même spectaculaires. Elle frappa les chefs et dirigeants des plus importantes usines et grands hôpitaux, tous traversés par des luttes et des structures d'organisation autonomes, dans certains cas carrément comme O.M.R. (ce fut le cas d'Alfa Romeo, Falck, Breda et autres). Elle fut capable de jambiser un chef à l'intérieur de l'usine par un noyau de "bleus" encagoulés, chez Alfa Romeo, en plein horaire de travail.

Un autre "détail" qui fit scandale est que le dirigeant Sandrucci, à sa libération, se montra réticent à collaborer avec les carabinieri et magistrats, en risquant des poursuites pour faux témoignage au procès. Et cela parce qu'il arriva à dire que dans le temps de confrontation avec ses gardiens, qui discutaient avec lui et lui donnèrent des textes, marxistes, à lire ; il commença alors à réfléchir sur le "sale travail" qu'il faisait... Cela aussi rajouta au prestige de la C.W.A.

Leur grande activité était par ailleurs accompagnée d'une abondante production de textes et de brochures (dont on trouve encore une partie), d'ailleurs en général 1981 a connu une vaste production de la part de toutes les organisations, y compris les comités de prisonniers.

Enfin, au mois de juillet il y a l'enlèvement de Roberto Peci, frère du grand repenté et collaborateur de police lui aussi. Ce fut fait par le Front des Prisons des BR, structure encore formellement centralisée, mais étant désormais dans la réalité une des deux structures qui formeront bientôt officiellement le PG La détention durera environ un mois, avec les interrogatoires et la confirmation de son double jeu et de son rôle à pousser son grand frère à la trahison. Avec l'issue qu'on peut imaginer.

Tandis que les BR menaient cette épreuve de force, tout en étant traversées par des lignes de fracture irréversibles, les autres O.C.C étaient désormais à la fin de leurs ressources politiques.

Elles ne conduisaient plus que des actions de survie, en relation aux prisonniers et aux camarades en clandestinité. L'unique action d'envergure fut l'exécution d'un sbire-tortionnaire, Rucci, de la prison de Milan. Mais même celle-là ne sortait aucunement du "circuit fermé" et marginalisant de l'affrontement avec la prison et la répression. C'était un final vraiment peu glorieux, surtout pour une organisation comme P.L. qui avait quand même une base de patrimoine théorico-politique important, et qui avait avancé des ambitions "novatrices" et d'avant-garde d'un type nouveau, intéressantes mais entachées par trop d'excès et de présomptions.

Dans un tel cas, on peut vraiment dire que l'épreuve des faits a été décisive. Leur débandade aux premières difficultés sérieuses, leur capitulation et leur passage au camp de la dissociation, jusqu'à les retrouver maintenant dans les rangs du mouvementisme actuel pacifiste, réformiste et institutionnel, nous fait penser que le terrain de l'innovation révolutionnaire doit être maîtrisé avec prudence, cohérence, et modestie. Et avec le plus grand respect (critique toujours, et sûrement pas d'exaltation idéaliste-religieuse) pour les expériences historiques, qui ont été le fruit de l'élan, de la lutte et du travail de grandes masses prolétariennes. Sur le mépris, sur l'intellectualisme hautain on ne peut rien construire de bon.

En décembre, ç'est le tournant. La fracture des BR est formalisée (après que les dernières tentatives de recomposition furent expédiées) par la publication d'une Résolution et de Thèses de la part des BR-PG -qui officialise aussi son nom-, et par la décision du Comité Exécutif -BR (l'instance suprême de centralisation) d'adopter aussi un nouveau nom, pour que les choses soient claires, à savoir BR- PCC.

Tournant aussi parce que l'opération Dozier démarre, qui constituera le début de la défaite de '82. Dozier est un général US, au long curriculum vitae au service de l'impérialisme. Il a agi notamment au Vietnam, et les BR-PCC. décident de l'enlever pour ses hautes responsabilités dans le

commandement OTAN-Europe du Sud. L'opération se passe plutôt bien, il y a publication de déclarations du général où il reconstruit amplement des passages et des crimes de l'impérialisme US, mais on sent aussi que le climat de l'affrontement est en train de faire un saut.

Avant de passer à cela, résumons 1981 chronologiquement :

- février, exécution de Marangoni, directeur sanitaire des grands hôpitaux de Milan, par BR- C.W.A.
- avril, exécution de Cinotti, tortionnaire pénitentiaire, par les BR à Rome
- avril, Canciello et Carbone, agents d'escorte du responsable de la DC Cirillo, enlevé, par la colonne BR de Naples, sont tous deux abattus.
- mai, idem pour le vigile Rinaldo, pendant une expropriation par PL à Vercelli (Piémont)
- juin, le surveillant d'usine Frasca chez Alfa Romeo, abattu par PL en banlieue milanaise
- juin, le citoyen Zidda est abattu par erreur pendant une action de Barbagia Rossa contre un carabinier en province de Nuoro (l'organisation a reconnu publiquement l'erreur)
- juin, le vice-questeur de police Vinci, responsable de la contre-guérilla, est abattu par les BR à Rome
- juillet, exécution de Taliercio, le directeur de la Pétrochimique de Marghera, par les BR à Venise
- juillet, le brigadier de police Carluccio, est volatilisé en déminant une bombe posée par les Brigades Ouvrières pour le Communisme (structure de l'Autonomie)
- juillet, le carabinier Lanzafame, est abattu dans une attaque contre une patrouille par Barbagia Rossa, dans sa campagne contre la militarisation, à Cagliari
- août, Roberto Peci, collaborateur de police, est enlevé à Rome et exécuté par les BR-PG
- septembre, le tortionnaire pénitentiaire Rucci, est abattu par PL à Milan
- novembre, le policier Viscardi, est tué par des militants de PL au cours d'une fusillade pour se soustraire à l'arrestation.

14. 1982 : le tournant de la défaite tactique

A vrai dire, l'année avait commencé en fanfare. Le 3 janvier dans un assaut de grande qualité militaire à la prison de Rovigo (Vénétie), quatre camarades sont libérées, dont une dirigeante historique de PL, Susanna Ronconi. De grande qualité militaire, puisque cela avait demandé d'isoler tout un côté de la prison, donc d'occuper le territoire, de faire exploser l'enceinte et d'ouvrir une brèche, en tenant sous le feu les matons des miradors, et enfin de récupérer tout le monde et de repartir.

Ce qui a été bien fait, et pourtant sans empêcher un malheureux incident, avec un retraité qui passait pas loin et qui est mort d'infarctus par le souffle. Les camarades assumeront l'accident comme il se doit, dans leur communiqué de revendication, en présentant leurs excuses à la famille. Au moment du procès, l'épouse du retraité a dit comprendre la nature d'incident, vu les mesures de précaution et

d'éloignement des passants de la rue, et que la nature de leur combat n'était pas du tout de toucher les gens du peuple. Pour cela, elle ne se constitua pas partie civile (les médias se gardèrent bien de rendre compte d'un tel geste, avec tout ce que cela signifiait).

L'opération avait aussi été l'occasion de retrouvailles entre les deux tronçons de l'ex PL, les COLP et le Noyau Communiste. Et elle fut précédée par une autre libération brillante, en attaquant là aussi de l'extérieur, la prison de Frosinone (Latium).

Mais, au delà de la beauté de ce genre d'opérations, le vide stratégique restait et ces opérations elles-mêmes en témoignaient. Parce que ce terrain est totalement illusoire, sauf (peut-être) dans les phases de grande puissance : or on était dans une phase de défaite tactique et les arrestations se suivaient, massives. Non seulement il était impossible de faire quelque chose de durable avec des forces qui se réduisaient en peau de chagrin et d'assurer les énormes besoins logistiques (PL et les groupes autonomes en arrivèrent à cette période à un nombre hallucinant d'expropriations, et cela seulement pour subvenir aux besoins de la clandestinité), mais c'était absolument disproportionné par rapport aux milliers de prisonniers.

Pendant cette phase ('81 à '83) leur mouvance n'a fait que s'alimenter dans un discours centré autour de la question prison-répression, en voulant y juxtaposer une perspective de libération interne à leurs catégories de "guerre sociale totale", donc en s'alimentant en illusions et frustrations, qui finiront par retomber lourdement.

L'arrestation, seulement un mois après, d'une des évadées avec un des militants du commando en fut la démonstration immédiate...

Entre temps tout un groupe des militant(e)s de PL est arrêté, après des jours de chasse à l'homme, suite à une expropriation et à une première fusillade (où tombent le camarade Lucio Di Giacomo et deux carabinieri), dans un bois en Toscane et à Rome à la recherche des blessé(e)s.

Les faits sont fortement médiatisés, en soulignant l'intervention d'équipes US. C'est surtout le début de la torture systématique, par méthode scientifique sur les camarades qui tombent successivement. D'autres cas ont précédé, début janvier '82, avec des militants des BR-PG capturés en essayant d'enlever le plus haut dirigeant de Fiat.

Quand, à la fin janvier '82, les équipes spéciales arrivent à débusquer la base où est séquestré Dozier, ils feront une opération très médiatisée de libération de l'otage, en montrant un nouveau visage de Rambos encagoulés, dans une finalité explicitement terroriste.

Les cinq militants capturé(e)s seront brutalement torturé(e)s, l'un des principaux dirigeants nationaux (Savasta) craquera, en poursuivant ensuite ses révélations en tant que repent. Là aussi les désastres seront comparables à ceux provoqués par le premier chef repent, Peci, avec la circonstance aggravante que de nombreux camarades passeront par la torture et nombreux sont ceux qui craqueront (en se rétractant ensuite et en dénonçant la torture, mais le dégâts étaient faits.).

Pour l'honneur, un de cinq gadiens de Dozier offrit une résistance exemplaire et il réussit au premier passage au tribunal en comparution immédiate à dénoncer haut et fort la torture, en montrant les marques sur son corps, et à faire publier le fait dans les journaux (qui ont tout fait pour l'amoindrir,

le dénigrer et l'étouffer).

Ce camarade s'appelle Cesare Di Lenardo, il est encore prisonnier (24 ans) et il a toujours gardé sa dignité et sa place dans le mouvement révolutionnaire. Très considéré par tous les prisonniers, il mérite un salut particulier.

Avec des centaines d'arrestations en quelques mois - il y en aura presque autant cette année là que pendant l'année catastrophique 1980, presque un millier - la situation des O.C.C. se précipita, les militants ne se remplaçant pas au même rythme. Certaines organisations, comme la C.W.A., furent simplement détruites. Ne parlons même pas du sentiment de peur qui commençait à gagner autour d'elles le tissu de classe, déjà passablement malmené par les coups successifs reçus sur tous les plans. La donnée avait vraiment changé sur ce point. Il fallait se rendre compte qu'une perspective d'attaque, d'offensive généralisée n'était plus du tout soutenable. Un pas en arrière, et même plus, s'imposait. Les BR-PCC démontrèrent là aussi leur avance politique, en décrétant la «Retraite stratégique».

Cela ne signifiera pas l'arrêt de l'activité, mais sa redéfinition, son repositionnement sur une ligne arrière.

A l'inverse les subjectivistes qui, en la figure du P.G., répondirent par un appel à approfondir encore plus la guerre, tout en criant à la trahison contre ceux qui soulevaient le moindre doute : 1982 sera ainsi marqué par leurs derniers "exploits". Il fallait élever plus encore le niveau d'affrontement, et ce sera l'attaque à des casernes de l'armée (trois), pour démontrer qu'on voulait passer à un niveau de guerre ouverte.

Cela bien sûr avec les dérapages prévisibles, comme l'attaque des banques comme terrain proposé aux Prolétariat Métropolitain, comme terrain de recomposition, forme de lutte contre la crise et le chômage,... Et ce sera d'ailleurs dans une des ces attaques que se consommera la pire "bavure" : l'exécution de deux vigiles déjà désarmés et face au sol. Action qui déclencha enfin une réaction vigoureuse des autres organisations, l'isolement politique des auteurs en prison, et la mise en difficulté définitive du PG.

Le PG déferla dans les prisons pendant cette année, en imposant ce climat de terreur anti-trahison (et en connivence avec une partie de la Camorra, dont on a parlé). Il y aura quelques exécutions, non pas de vrais traîtres (qui étaient évidemment protégés ailleurs), mais de camarades qui avaient craqué sous la torture et qui avaient donné peu d'informations, tout en se rétractant par la suite en déclarant vouloir réintégrer la communauté prisonnière, en y faisant l'auto-critique souhaitable.

Ensuite il y avait un problème plus général, mais d'ordre politico-idéologique, des faiblesses et incertitudes qui gagnaient les rangs, du fait de la défaite évidente ou de la fatigue et la difficulté de la détention. Comment penser affronter cela en termes inquisitoriaux, en réduisant tout à «l'âme petite-bourgeoise prévalant sur l'âme prolétarienne» dans le reflet de la guerre sociale totale en chaque personne...

Ils en étaient arrivés à penser cela même par rapport à la torture : selon eux, si on était vraiment convaincu, on résistait sûrement. Les expériences historiques de tous les mouvements révolutionnaires prouvent que cela n'est pas vrai. Le climat dans les prisons devint irrespirable, avec

comme résultat principal de faire exploser un tas de camarades et de les jeter dans les bras de la dissociation. Par ailleurs, sous le poids de la défaite militaire (totale dans le cas du PG comme dans celui de PL), des déchirements violents, des coups auxquels les flics s'adonnaient maintenant à cœur joie (les luttes et révoltes internes ne bénéficiant plus ni de soutien militaire extérieur, ni d'un rapport de force de classe favorable), la chute fut brutale pour le PG.

Se retrouver à zéro, après avoir parlé de guerre totale en développement, d'Etat réduit à l'exercice de la force brute et à l'isolement social, de transition au Communisme comme programme immédiat, etc. le contrecoup ne pouvait qu'être dévastateur.

Ainsi fut-il. Après quelques sursauts désespérés, les dissociations, les repentirs, et au mieux les retraits dans le silence se multiplièrent au cours de l'année 1983. Le cas des "madonnari" fut le plus grotesque : tout un groupe d'anciens et de principaux promoteurs de cette aventure insensée, qui sombra dans la religion, après avoir affirmé entre autre d'avoir eu une vision de la madone!

Ce sera moins drôle quand ils donneront lieu à des actes de "contrition" publique, comme de rencontrer certaines personnes frappées par les initiatives combattantes, en se prêtant à une médiatisation ad hoc, dans laquelle se distingue encore maintenant le triste Franceschini qui véhicule les pires calomnies sur la manipulation par les services secrets et autres délires.

En septembre '82, le prof. Toni Negri, avec ses acolytes universitaires, lance en grandes pompes la campagne de dissociation par un document qui circule dans les prisons, et il y trouvera évidemment un terrain fertile. Cela restera l'opération de dissociation principale, de par ses promoteurs, leurs capacités politiques et idéologiques, mais d'autres vagues s'ensuivront et se superposeront. Chaque groupe voulant se distinguer, et faisant parfois fine bouche, en prenant à son compte toute la manipulation bourgeoise des mots, pour mystifier, falsifier la réalité. Ainsi PL qui sera un des groupes de dissocié(e)s le plus nombreux et homogène, ne parlera pas de dissociation mais de «oltrepassamento» («dépassement») de la lutte armée, de «revisitation historique» et autres euphémismes. Leur réalité sera toute aussi dégueulasse que celle des premiers.

Il faut bien mesurer comme la dissociation, dans ses variantes, a signifié la possibilité pour l'Etat d'opérer la désagrégation du mouvement révolutionnaire par lignes internes, d'obtenir une victoire inespérée sur le plan politico-idéologique. Parce que les dégâts du repentir restent, pour graves qu'ils puissent être à l'occasion, limités sur le plan organisationnel-militaire. Tandis que la dissociation a signifié une désagrégation, une délégitimation par l'intérieur.

Avec un effet destructeur infiniment supérieur. On peut dire qu'entre '83 et '86, dates auxquelles correspondent aussi un nombre important de gros procès et donc de moments de vérité, environ une moitié des prisonniers glissa vers des formes plus ou moins marquées de dissociation. Une loi spécifique étant approuvée, avec des largesses considérables, on assistait aux procès au lamentable spectacle d'un monumental voyage à Canossa.

Une réalité d'autant plus ignoble qu'inévitablement les privilèges pour les uns signifiaient durcissement pour les autres, tant sur les peines prononcées par les tribunaux que sur les conditions de détention.

Ceux et celles qui, tout en n'étant plus motivé(e)s, garderont une attitude digne ne se prêtant pas à

ces ignobles marchandages, en ne se désolidarisant pas des groupes de militant(e)s qui continuaient, furent minoritaires. Tout cela donnera lieu à un climat d'affrontements internes dans les prisons, à une période dure pour ceux/celles qui résistaient, et à l'importance de la bataille politique contre la dissociation.

Il est certain que toute défaite révèle des erreurs et contradictions qu'il faut ensuite savoir cerner et résoudre, et que cela prend des années. Ce sera un élément dans la redéfinition d'un projet politique à la hauteur des problèmes posés.

Faisons une dernière chronologie pour cette année 1982:

- janvier '82, le retraité Angelo Furlan décède accidentellement pendant la libération de la prison de Rovigo par les COLP et NC.

- janvier, les carabinieri Savastano et Tarsilli sont abattus, après une expropriation en province de Sienne (Toscane), par les COLP.

- avril, le responsable de la DC Delcogliano et son chauffeur Iermano sont abattus à Naples par les BR-PG.

- juillet, le dirigeant de police Ammaturo et son chauffeur Paola, sont abattus à Naples par les BR-PG.

- août, les policiers Bandiera et De Marco, le militaire Palumbo, sont abattus à Salerno (Campania) par les BR-PG, dans une attaque contre un convoi militaire pour l'expropriation des armes.

- septembre, le carabinier Atzei est abattu à un poste de contrôle routier, par un noyau proche des BR-PG, près de Turin.

- octobre, les vigiles de banque D'Alleo et Pedio, abattus par les BR-PG, à Turin.

- décembre, le médecin pénitentiaire Galfo, près de la prison féminine de Rome, est abattu par Potere Proletario Armato (proche des BR-PG).

Cette année, le bilan sera lourd aussi quant aux camarades tués:

- Lucio Di Giacomo perdra la vie dans la fusillade après l'expropriation près de Sienne. C'était un jeune militant de la banlieue de Turin, très apprécié.

- Umberto Catabiani sera abattu, alors qu'il déjà blessé, après une longue chasse à l'homme suite à un premier accrochage. Il fut lui aussi victime de la nouvelle ligne des exécutions sommaires. C'était un membre de la Direction Stratégique des BR, ayant intégré les BR-PCC. Un camarade de Toscane très connu et estimé.

- Rocco Polimeni, militant milanais des COLP, se donne la mort dans un moment de désespoir en clandestinité. C'est moins considéré et quelque peu caché, mais la dureté des situations de lutte produit parfois la mort de cette manière - il y en aura une dizaine tout au long de ces années de combat.

- Ennio Di Rocco, militant des BR-PG, tué en prison pour avoir craqué sous torture ce qui avait provoqué des dégâts. Tout de suite il s'était rétracté et avait demandé à intégrer les sections

carcérales des camarades.

- Stefano Ferrari, militant des BR-C.W.A., fusillé dans un bar tandis qu'il était en réunion avec deux autres camarades, qui survivront tout en étant criblés des balles eux aussi, à Milan.
- Maurizio Biscaro, militant des BR-C.W.A., tombé de l'immeuble où faisaient irruption les carabinieri pour l'arrêter lui et d'autres militants, en banlieue de Milan.

15. La retraite stratégique

L'escalade militariste du PG se termina dans un effondrement retentissant.

Sa dernière aventure avait soulevé une réprobation générale dans le mouvement révolutionnaire, mais surtout le PG implosa une fois tous ses militants en prison. Le contrecoup de tant de velléité et d'extrémisme fut probablement inévitable : les repentirs et les dissociations se multiplièrent dans ses rangs au cours de cette même année '83.

Les rares camarades des différentes O.C.C. rescapé(e)s des rafles qui s'enchaînaient, furent de plus en plus occupé(e)s par les problèmes de survie, qu'il fussent encore en Italie ou partis à l'étranger.

Ainsi en '83 il y aura encore des épisodes liés aux opérations d'expropriation, ou aux affrontements occasionnels avec les flics. Un groupe de militant(e)s de différentes origines essaya en France de coopérer avec Action Directe. Mais cela tourna court entre la mort d'un camarade au cours d'une fusillade (Ciro Rizzato, militant milanais des COLP) et la capture d'autres ; mais le manque de projet et d'une analyse cohérente.

L'unique organisation survivante sera les BR/PCC. Démonstration précise du fait que la détermination révolutionnaire est aussi nécessaire qu'une solidité idéologique et de stratégie-ligne politique. Particulièrement importante fut leur lucidité à affronter la défaite tactique. Dès le final dramatique de l'opération Dozier, elles tirèrent des conclusions sur le changement qualitatif de la situation et décidèrent une nouvelle ligne : la «retraite stratégique».

Il fallait reculer, se positionner sur une ligne moins ambitieuse, tout en continuant le combat, à une autre intensité, sur d'autres temps et dynamiques. On commençait aussi à prendre la mesure d'une défaite qui n'était pas uniquement celle du mouvement révolutionnaire mais plus largement celle de la classe.

Depuis l'offensive de Fiat en octobre '80, le rapport de force avait basculé et on sentait cela à tous les niveaux, dans toutes les situations. Le fil qui alimentait les O.C.C. était compromis, à partir de la composition de classe, de ses tendances à l'autonomie de classe. Et on n'en était qu'aux débuts du phénomène, malheureusement.

La capacité à voir tout cela, et à le situer aussi dans son contexte international et dans une perspective historique, fut ce qui permit aux BR-PCC d'alimenter le débat et d'avancer quand même, résistant aux fortes pressions liquidatrices qui s'exerçaient tout autour.

Ce débat donnera lieu à la dernière division, celle de '84. Bien moins grave que les autres, il faut dire, parce qu'elle ne donnera pas lieu à des oppositions excessives, nuisibles à l'intérêt commun. Ce

sera une division entre deux entités qui poursuivront leur chemin plutôt parallèlement durant des années, et jusqu'aujourd'hui.

Elles seront appelées au début première position et deuxième position, la première restant majoritaire et donc dépositaire de l'Organisation, la deuxième constituant l'Union des Communistes Combattants (UCC). Le centre de la discorde était la critique soulevée par la deuxième position sur l'axe stratégique qui avait jusque là dirigé les BR, à savoir la «stratégie de la lutte armée». La critique relevait surtout les limites d'un certain éclectisme des références qui avaient présidé et formé l'expérience armée.

Notamment les concessions au guévarisme et une transposition un peu mécaniste de la théorie de la Guerre Populaire Prolongée maoïste. Tout en constatant que la grosse limite qui avait émergé était la déconnexion grandissante d'avec les dynamiques de classe, parallèlement à la constitution illusoire d'un «système de pouvoir rouge» où on confondait les tâches et les possibilités des organismes de masse avec celles de l'avant-garde.

La deuxième position voulut récupérer la vision léniniste, dans le sens où dans les centres impérialistes le processus révolutionnaire est forcément scindé entre la dynamique de l'avant-garde (qui fait toujours la politique, y compris avec les armes, en élaborant la stratégie et le chemin général) et celle des masses qui évoluent et se radicalisent mais ne se rendront disponibles au saut de l'affrontement armé que dans un moment de précipitation de la crise révolutionnaire (moment en général très concentré dans le temps) ; l'art politique du Parti consistant à conjuguer ces deux dynamiques et à les amener à une conjonction forte dans la phase de précipitation que l'on appelle aussi le moment de l'insurrection.

Pour cette raison, la deuxième position a été aussi qualifiée d'insurrectionnaliste. Mais ce n'est pas précis, parce qu'elle n'enlève rien aux éléments acquis de ce cycle de lutte, à savoir la nécessité de structurer dès le départ, même dans une phase non révolutionnaire, la stratégie comme étant basée sur l'unité du politique et du militaire, sur l'utilisation des armes pour faire de la politique révolutionnaire, en concevant l'insurrection comme un passage décisif dans un processus qui, avant et après, est fait de guerre à des niveaux et des intensités différents.

La deuxième position produisit finalement deux définitions : l'une fut l'Union des Communistes combattants (UCC), la tentative la plus concrète

La première position proposait en substance une continuité en se basant sur ce qui avait été exprimé jusqu'alors de meilleurs par le mouvement révolutionnaire. Cette position avait un élément de solidité important qui a fait qu'elle ait pu assurer une continuité jusqu'à aujourd'hui. Mais le gros problème auquel elle peut difficilement donner une solution est celui la «conquête des masses» : comment une stratégie centrée sur ces principes peut-elle se dialectiser aux dynamiques de masses, jusqu'à les diriger vers l'affrontement décisif ?

Cette question, et d'autres animeront le débat en ces années là, des petits noyaux armés se formant et se rapportant plus ou moins à ces deux positions majeures. Tout en ayant changé radicalement de cadre, l'affrontement continuera :

- en mars '83, en pleine mobilisation ouvrière contre une lourde attaque aux salaires, les BR-PCC

attaquent un de ses promoteurs, Gino Giugni, éminence du PSI, à ce moment à la pointe du gouvernement et de l'offensive anti-ouvrière.

- en février '84, les BR-PCC exécutent Leamon Hunt, chef US de la Force Multinationale de Paix au Sinaï (accords de Camp David) et le revendiquent par un communiqué commun avec les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises - FARL.

- En décembre, Antonio Gustini, des BR-PCC tombera, au cours d'une action d'expropriation. Une autre camarade, Cecilia Massari, est blessée et arrêtée.

- En mars '85, les BR-PCC exécutent Tarantelli, consultant du syndicat dans la stratégie de corporatisation, la nouvelle stratégie de "concertation" avec gouvernement et patrons (qui prétend étouffer la lutte de classe dans la subordination aux «intérêts supérieurs, nationaux et d'entreprise»)

- Toujours en mars, le camarade Pedro Greco est assassiné par les flics. Camarade très connu et estimé, issu des organisations de l'Autonomie de Vénétie, il est froidement exécuté par une équipe spéciale. Il était recherché mais il n'était pas armé.

- En octobre sortent les Manifeste et thèses de fondation de l'UCC.

- En Février '86, les BR-PCC exécutent Conti, personnalité du parti gouvernemental le plus atlantiste et lié aux activités de l'armement internes aux nouveaux plans US.

- Toujours en février, l'UCC attaque un responsable gouvernemental, des plans économiques, Da Empoli, en le blessant. C'était un choix politique précis : baisser le niveau, sortir de la spirale militariste, réussir à mieux agir politiquement dans l'intervention armée. Malheureusement, en face ils ne raisonnent pas comme cela : le chauffeur, en réalité un flic, tire et tue une camarade, Wilma Monaco.

- 1987 s'ouvre avec un guet-apens des carabinieri qui tirent sur trois camarades de l'UCC. Deux sont blessé(e)s dont une gravement.

- En février, les BR-PCC exproprient un fourgon blindé, et abattent deux policiers, le troisième qui se rend est sauvé (comme le soulignera leur communiqué)

- En mars c'est l'UCC qui exécute le général d'aviation Giorgieri, pour ses responsabilités dans la collaboration gouvernementale au plan US de "guerre des étoiles".

Mais juste après cette opération, pourtant politiquement bien ciblé et gérée, l'UCC sera défaite par les arrestations et elle n'arrivera plus à se relever. Cela à cause, surtout, d'une nouvelle vague de capitulation qui, plus "propre" et sournoise n'en arrivait pas moins au mêmes résultats : fin d'un cycle, reddition et réintégration du jeu "démocratique".

De la deuxième position résistera encore une aire de militants qui donnera forme à une Cellule pour la Constitution du PCC, qui contribuera à maintenir vive la perspective mais sans réussir à faire de sauts opérationnels significatifs. C'est une aire toujours existante.

- Cette phase se conclut en '88, avec l'action d'exécution de Ruffilli, très haut responsable DC, pièce maîtresse dans la contre-réforme institutionnelle en cours. Là aussi, on peut parler d'une action

particulièrement ciblée, mais aussi des limites de cette stratégie qui, dans le cas des BR-PCC, payait son efficacité militaire par une dynamique politico-organisationnelle très hermétique, qui augmentait sa coupure avec la classe.

- Toujours en '88, les BR-PCC revendiqueront avec la RAF l'attaque que celle-ci porta à Thyetmaier, haut responsable des politiques économiques, à l'occasion d'un sommet du FMI en Allemagne. Cela dans la logique de la construction du Front Anti-impérialiste, pour lequel ces deux organisations ont effectivement travaillé sérieusement pendant des années.

Mais en automne les BR-PCC seront frappés par une rafle qui en démantèlera les forces principales et mettra un terme à leur activité apparente pendant la décennie suivante.

16. Des années '90 à ... demain

Dans les années '90 bien des choses changeront, la nouvelle composition de classe et les événements internationaux pesant et conditionnant les évolutions (souvent les régressions) des mouvements sociaux et de leurs expressions politico-idéologiques.

Il y aura l'émergence des composantes anarchistes, s'affirmant sur le vide et les ruines provoqués par la dérive révisionniste et leur œuvre de dégénérescence dans les pays socialistes, sur le vide aussi causé par tant d'arrestations et donc l'affaiblissement des positions communistes. Mais leur affirmation, du moins celle des courants les plus sincèrement révolutionnaires, a quand même servi à raviver un certain antagonisme, armé lui aussi. Une partie développera les thématiques, le patrimoine laissé par Azione Rivoluzionaria, et plus généralement se posera sur le terrain de la pratique des objectifs et de l'attaque à l'Etat et au capital.

Paradoxalement, où plutôt grâce aussi à cela, l'absence de force révolutionnaire dans les années '90 correspondra à la précipitation sans précédent de la crise capitaliste, avec tous les phénomènes d'aggravation des conditions sociales et d'agressivité impérialiste. Il y aura plusieurs petits noyaux armés qui s'activeront de temps en temps, et en tissant toujours à l'intérieur du mouvement de classe les fils de l'hypothèse révolutionnaire.

La guerre d'agression à la Yougoslavie sera un nouveau tournant ; l'Italie y fera un saut de qualité décisif vis-à-vis de l'interventionnisme impérialiste (sous l'égide de la gauche bourgeoise au gouvernement). Dans un climat de forte reprise des mouvements sociaux, et particulièrement contre cette guerre, il y aura une vague importante d'attaques incendiaires et explosives contre les partis faiseurs de guerre, le patronat, les USA.

Il y en aura environ une centaine au printemps '99, menées soit par ces petits noyaux armés (NCC, NAT, NIPR, NAC et autres) soit par la mouvance anarchiste (utilisant nombre de sigles changeants et fantaisistes, celui qui s'imposera un peu plus comme référence "unitaire" étant la Fédération Anarchiste Informelle).

Et c'est au milieu de cette effervescence que les BR-PCC annonceront leur relance par l'attaque à D'Antona, conseiller gouvernemental sur les questions de la restructuration du marché du travail et les stratégies de corporatisation. Le coup était éclatant, que ce soit par l'effet retour ou en tant que

tel, en touchant vraiment au cœur des contradictions de classe du moment. Leur rentrée fut donc efficace, bouleversa le débat au sein des instances de classe et changea la donne politique dans le rapport de force général entre classes.

Pendant quatre ans elles réussirent à maintenir la présence, par une attaque à l'explosif contre un centre inter-impérialiste italo-américain en 2001, et par l'exécution de Biagi, le conseiller gouvernemental qui élaborait les lois-cadres (portant son nom, d'ailleurs) sur la flexibilité et autres mesures d'agression aux conditions de travail (en 2002). Cela aussi en pleine vague de mobilisations ouvrières contre ces agressions gouvernementales. Le jour suivant l'attaque, il y avait grève générale contre ces lois...

Mais la grande capacité politico-militaire, le grand courage et détermination ne suffiront pas à résoudre les contradictions restées ouvertes.

La contradiction la plus importante est : *«la révolution est faite par les masses, non par l'Organisation»* . C'est-à-dire qu'il faut instaurer différemment, bien plus efficacement, le rapport, la dialectique entre l'organisation et le niveau des masses. Celui-ci doit avoir sa place, son rôle, et ne pas être simplement une caisse de résonance, terrain de recrutement. A bien y regarder, on voit que les meilleurs moments de force ascendante du mouvement révolutionnaire furent justement ces périodes pendant lesquelles ce rapport dialectique était bien amorcé ; tout comme on peut voir que la "fuite en avant" allait de paire avec la tendance "organisativiste-militariste".

Nombre d'exemples historiques (et pas seulement du cycle italien, bien entendu) enseignent toute l'importance de ce postulat : la révolution, ce sont aux masses à la faire, et pour la faire il faut le Parti. Les deux sont nécessaires, les deux ont des rôles et des caractères différents qu'il faut savoir dialectiser, articuler réciproquement.

Dans la sous-évaluation, ou à l'inverse, dans la surévaluation, d'un des deux éléments naissent des déviations lourdes de conséquences. Dans la phase actuelle, où les contradictions de classe sont aiguës, il est sûrement nécessaire de résoudre le problème de l'Organisation d'avant-garde - du Parti - et cela précisément en relation avec les dynamiques vivantes de classe et de masse. La construction du Parti comme organisation de force de la classe ne peut pas se concevoir en dehors d'une stricte dialectique (et valorisation) avec les mouvements de masse. Là, dans ce nœud, il faut affronter le problème de l'organisation de la force et de l'affrontement à l'Etat, et au Capital.

Or, les BR-PCC ont encore privilégié un parcours typique de construction d'organisation "auto-centrée". Et si cela peut permettre une certaine efficacité, pendant un période, cela empêche aussi d'instaurer et développer cette question du rapport avec les masses, d'instaurer et développer le processus révolutionnaire comme un processus "marchant sur ses deux jambes".

A la suite d'un incident de parcours, le réseau fut démantelé fin 2003. Au cours de l'incident tombait, les armes à la main, l'un des dirigeants : le camarade Mario Galesi.

[En février 2007, dans plusieurs villes du Nord de l'Italie, de nombreuses arrestations frappent des militants issus de réalités différentes : jeunes étudiants, ancien brigadiste, prolétaires, syndicaliste, animateur de centre sociaux. Ils sont visés par l'enquête dirigée contre le Parti Communiste politico-militaire (PCp-m), enquête qui découvrira une infrastructure et un armement. Sur une

vingtaine de militants poursuivis, quatre se revendiquent militants pour la constitution du PCp-m. Ce projet, directement issu de l'aire de la deuxième position, avait théorisé ses perspectives dans *Aurora* de son journal clandestin. *Le paragraphe entre crochets a été ajouté par les éditeurs à fin d'actualisation]*

La réalité de classe en Italie possède désormais dans ses gènes la mémoire et la présence vive de parcours possibles et nécessaires pour la révolution prolétarienne. Cela au-delà de toute considération de ligne et de stratégie, parce qu'une telle histoire, si dense et forte signifie un profond ancrage dans le tissu social et dans le patrimoine idéologique-politique. La seule présence, politiquement active des prisonniers a un poids précis dans le scénario de la lutte de classe.

A la classe, au prolétariat, et à tous celles et ceux qui en veulent finir avec le système de l'oppression et de l'exploitation, incombe la tâche de valoriser un tel patrimoine, de renouer le fil de l'"assaut au ciel".

Entre 1969 et '89 ont été inculpé(e)s et incarcéré(e)s pour faits de lutte armée 4.087 personnes. Et dans les années suivantes ce seront encore plusieurs dizaines (pour lesquelles nous ne disposons pas de chiffres exacts).

La lutte armée révolutionnaire a provoqué la mort, intentionnellement ou accidentellement, de 131 personnes. Toutes ces actions ont été revendiquées et leur responsabilité assumée.

Le terrorisme d'Etat, rien que par la pose des bombes aveugles, tua au moins 140 personnes. Aucune de ces "actions" ne fut assumée, au contraire, les "revendications" furent de lâches fausses pistes.

Ensuite il y a tous les militants tué(e)s dans les affrontements où par exécutions de la part des flics et équipes spéciales, où en prison : 72.

S'y ajoutent les morts dans les rues, par les balles notamment des équipes spéciales et les personnes tuées par les mercenaires fascistes, éternels supplétifs des troupes de l'Etat ; dans ces deux cas nous ne disposons pas de chiffres exacts, qui se situent autour de 40/50.

17. In Memoriam

Militant(e)s tombé(e)s au combat, ou des suites de l'emprisonnement, en clandestinité ou en exil :

GIANGIACOMO FELTRINELLI, c'est le premier camarade à tomber, au cours d'une action à l'explosif. A Segrate (banlieue de Milan), le 15 mars 1972. Dirigeant des Gruppi d'Azione Partigiana (GAP). 46 ans, né à Milan, éditeur.

LUCA MANTINI tué par les carabinieri, dans un véritable guet-apens à la sortie d'une expropriation en banque à Florence, le 29 octobre 1974. Militant des Nuclei Armati Proletari (NAP). 28 ans, né à Florence, ex-étudiant, déjà incarcéré pour faits de lutte, militant clandestin.

SERGIO ROMEO tué avec Luca Mantini le 29 octobre 1974. Militant des NAP. 30 ans, né dans la province d'Avellino, prolétaire, déjà incarcéré pour activités extralégales et faits de lutte, militant clandestin.

BRUNO VALLI arrêté pour une expropriation à Argelato, il est retrouvé pendu quelques jours plus

tard, à la prison de Modène, le 9 décembre 1974. Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 26 ans, né à Rodero (Côme), ouvrier métallurgiste.

GIUSEPPE VITALIANO PRINCIPE tombé pendant la fabrication d'une bombe à Naples le 11 mars 1975. Militant des NAP. 23 ans, né à Castellamare di Stabia (Naples), étudiant.

GIOVANNI TARAS tombé en posant une bombe à la prison d'Aversa (Naples), le 22 mai 1975. Militant des NAP. 22 ans, né à Turin, prolétaire, extralégal.

MARGHERITA CAGOL - MARA tombé en combattant les carabinieri, pendant l'enlèvement du capitaliste Gancia, le 5 juin 1975, dans la province d'Alessandria. Dirigeante et fondatrice des BR. 30 ans, née à Trente, ex-chercheuse universitaire, clandestine.

ANNAMARIA MANTINI tuée dans un guet-apens par les carabinieri, à Rome, le 8 juillet 1975. Militante dirigeante des NAP. 22 ans, née à Fiesole (Florence), sœur de Luca, étudiante.

MARIO SALVI tué par un flic après une action à Rome contre le Ministère de l'injustice, loin du lieu et dans le dos. A Rome, le 7 avril 1976. Militant des Comitati Autonomi Operai. 21 ans, né à Rome, prolétaire.

MARTINO ZICCHITELLA tombé pendant attaque des NAP contre un directeur ministériel du secteur carcéral, à Rome, le 14 décembre 1976. Militant des NAP. et avant-garde reconnue des luttes carcérales. 40 ans, né à Marsala (Trapani), prolétaire expropriateur.

WALTER ALASIA tombé en combattant les policiers venus l'arrêter, le 15 décembre 1976, à Milan. Militant des BR. 20 ans, né à Milan, ouvrier.

ANTONIO LO MUSCIO tué par les carabinieri, avec préméditation alors qu'il était désarmé, à Rome le 1er juillet 1977. Militant des NAP. 27 ans, né à Trinitapoli (Foggia), prolétaire, avait été longuement incarcéré, clandestin.

ROMANO TOGNINI tué après une expropriation d'une armurerie, à Tradate (Varese), le 19 juillet 1977. Militant de Prima Linea (PL). 40 ans, né à Milan, employé de banque.

ATTILIO DI NAPOLI meurt accidentellement lors de la préparation d'une bombe, à Turin, le 4 août 1977. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 24 ans, né à Milan, prolétaire.

ALDO MARIN PINONES meurt au cours du même accident. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 24 ans, né à Vallenar au Chili. Ouvrier d'usine, il avait connu la prison de Pinochet. Ouvrier en Italie également.

ROCCO SARDONE meurt accidentellement avec sa bombe, à Turin le 30 octobre 1977 (dans la vague d'actions en soutien internationaliste aux camarades allemand(e)s tué(e)s à la prison de Stammheim). Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 22 ans, né à Tricarico (Matera), ouvrier.

ROBERTO RIGOBELLO tué au cours d'une expropriation à Bologne, le 4 mai 1978. Militant de l'aire de l'Autonomie Ouvrière. 21 ans, né à Bologne, ouvrier métallurgiste.

FRANCESCO GIURI tué au cours d'une expropriation à Lissone (Milan), le 9 juin 1978. Militant de Comitati Comunisti Rivoluzionari (CO.CO.RI., aire de l'Autonomie). 25 ans, né à Milan, ouvrier

sidérurgiste.

ROBERTO CAPONE tombé au cours de l'attaque contre le Procureur Calvosa, dans la province de Frosinone, le 8 novembre 1978. Militant des Formations Communistes Combattantes. 24 ans, né à Milan, étudiant.

BARBARA AZZARONI exécutée par les flics, avec Matteo Caggegi, à Turin, le 28 février 1979. Militante de PL 29 ans, née à Rimini, institutrice.

MATTEO CAGGEGI exécuté avec Barbara Azzaroni. 20 ans, né à Catane, ouvrier à la Fiat.

MARIA ANTONIETTA BERNA morte accidentellement en fabriquant une bombe, avec deux autres camarades, à Thiène (Vicenza), le 11 avril 1979. Militante des Collettivi Politici Veneti (Autonomie Ouvrière). 22 ans, née à Thiène, précaire.

ANGELO DEL SANTO mort dans le même accident. Lui aussi militant des CPV. 24 ans, né à Chiuppano (Vicenza), ouvrier d'usine.

ALBERTO GRAZIANI morte dans le même accident - rappelons aussi que cela s'est passé lors des réponses militantes à la grande rafle du 7 avril 1979, qui avait amené à l'incarcération d'une trentaine de camarades et à des centaines de perquisitions dans toute l'Italie. Lui aussi, militant des CPV. 25 ans, né à Thiène, étudiant.

LORENZO BORTOLI s'est donné la mort en prison à Verona, le 19 juin 1979. C'était le compagnon de Antonietta Berna : les misérables vexations de flics et juges, dans un moment aussi dur, lui seront fatales. Militant des CPV. 25 ans, né dans la province de Vicenza, ouvrier décorateur

LUIGI MASCAGNI tué accidentellement pendant un transport d'armes, à Milan, le 27 juin 1979. Militant de l'aire de l'Autonomie. 24 ans, né à Bologne, entraîneur de foot.

FABRIZIO PELLI mort de leucémie en prison à Milan, le 8 août 1979. Jusqu'à la dernière minute il sera maintenu dans un strict isolement à l'hôpital. Militant historique des BR. 27 ans, né à Reggio Emilia, il travailla comme serveur, puis militant clandestin.

SALVATORE CINIERI tué par un infâme à la prison de Turin, le 27 septembre 1979. Militant d'Azione Rivoluzionaria. 29 ans, né à Grottaglie (Tarante), prolétaire déjà incarcéré de longues années.

FRANCESCO BERARDI s'est donné la mort à la prison speciale de Cuneo, le 24 octobre 1979. Militant des BR. 30 ans, né à Terlizzi (Bari), ouvrier à l'Italsider (Gênes).

ROBERTO PAUTASSO tombé dans fusillade pendant l'attaque à une usine, à Rivoli (Turin), le 14 décembre 1979. Militant de l'Autonomie Ouvrière. 21 ans, né dans la Val di Susa (Turin), ouvrier métallurgiste.

GIOVANNI MARIO BITTI exécuté par les carabinieri qui attaquaient une réunion de militants à Sa Janna Bassa (Nuoro), le 17 décembre 1979. Militant de classe. 34 ans, né à Nule (Sassari), travailleur agricole.

FRANCESCO MASALA exécuté par les carabinieri lors de la même attaque. Militant de classe. 31

ans, né à Orune (Nuoro), berger puis clandestin.

LORENZO BETASSA exécuté dans le massacre perpétré par les carabinieri à la via Fracchia, à Gênes, le 28 mars 1980. Militant et dirigeant des BR. 28 ans, né à Turin, ouvrier à la Fiat et délégué, puis clandestin.

RICCARDO DURA tombé lui aussi via Fracchia. Militant des BR. 30 ans, né en province de Messina, mais avait toujours vécu à Gênes. Marin, puis clandestin.

ANNAMARIA LUDMAN tombée elle aussi via Fracchia. Militante des BR. 33 ans, née dans la province de Gênes, employée à Italimpianti (grande usine).

PIETRO PANCIARELLI quatrième victime du massacre de la via Fracchia. Militant des BR. 25 ans, né à Turin, ouvrier à Lancia, puis clandestin.

EDOARDO ARNALDI s'est donné la mort quand les carabinieri sont venu l'arrêter (il était malade), à Gênes, le 19 avril 1980. 55 ans, n à Gênes, avocat, il avait milité dans le Secours Rouge.

CLAUDIO PALLONE tombé au cours d'une expropriation en province de Frosinone, le 13 novembre 1980. Militant du Movimento Comunista Rivoluzionario. 26 ans, né à Rome.

ARNALDO GENOINO tombé au cours de la même action. Egalement militant du MCR. 34 ans, né à Rome.

WALTER PEZZOLI exécuté par les équipes spéciales, dans la rue, à Milan, le 11 décembre 1980. Militant des BR-C.W.A. 23 ans, né à Rho (Milan), ouvrier du livre, déjà incarcéré, puis clandestin.

ROBERTO SERAFINI exécuté à la même occasion. Militant des BR-C.W.A. 26 ans. Né à Gênes, journaliste, puis clandestin.

ALBERTO BUONOCANTO se donne la mort le 20 décembre 1980, à Naples, en suspension de peine dans des conditions psycho-physiques graves, conséquences de l'emprisonnement et des violences subies. Militant des NAP. 27 ans, né à Naples, étudiant, incarcéré depuis le 1975.

GIANFRANCO FAINA meurt de cancer, en suspension de peine, le 11 février 1981. A l'age de 46 ans. Militant fondateur de Azione Rivoluzionaria. Né à Gênes, prof. d'université.

GIORGIO SOLDATI tué à l'intérieur de la prison spéciale de Cuneo par les subjectivistes d'une aire politique qui sera bientôt dissociée, le 10 décembre 1981. Ex-militant de PL. 35 ans, né à Rivoli (Turin), ouvrier du bâtiment, puis clandestin.

LUCIO DI GIACOMO tombe au cours de fusillade suite à une expropriation, dans la province de Siena le 21 janvier 1982. Miliant des COLP. 24 ans, né à Enna, ouvrier métallurgiste à Turin, puis clandestin.

UMBERTO CATABIANI exécuté par les équipes spéciales de la contre-guérilla, après avoir été blessé et braqué pendant plusieurs heures, le 24 mai 1982 dans la province de Pisa. Militant et dirigeant des BR-PCC. 32 ans, né à Pietrasanta (Lucca), employé, déjà incarcéré quatre ans, puis clandestin.

ROCCO POLIMENI se donne la mort dans un moment de crise, dans la clandestinité, le 10 juin

1982. Militant des COLP. 26 ans, né à Reggio de Calabre, technicien informatique, ensuite clandestin.

ENNIO DI ROCCO tué à l'intérieur de la prison par les subjectivistes d'une aire politique qui sera bientôt dissociée, le 27 juillet 1982. Militant des BR-P.G. 25 ans, né à Narni (TR), prolétaire, militant clandestin.

STEFANO FERRARI exécuté par les flics qui le surprennent en réunion dans un bar avec deux autres camarades, qui seront grièvement blessés, à Milan le 31 juillet 1982. Militant des BR-C.W.A. 27 ans, né à Milan, technicien SNAM (une grande usine) et délégué.

MAURIZIO BISCARO s'est précipité du haut de l'immeuble où avaient fait irruption les carabinieri, dans la banlieue de Milan, le 13 novembre 1982. Militant des BR-C.W.A. 25 ans, né à Milan, précaire, puis clandestin.

GAETANO SAVA exécuté par une équipe spéciale de contre-guérilla le 17 septembre 1983, à Milan. Anarchiste, il participait au réseau de soutien d'un dirigeant des COLP. 30 ans, né à Belpasso (Cagliari), petit commerçant.

CIRO RIZZATO tué par les flics français à la sortie d'une expropriation d banque, à Paris, le 15 octobre 1983. Militant des COLP. 22 ans, né à Milan, artisan, puis clandestin.

MANFREDI DI STEFANO meurt en prison à Udine, le 6 avril 1984. Militant de la Brigade 28 mars (aire de l'Autonomie). 27 ans, né à Salerne, ouvrier en usine.

LAURA BARTOLINI tuée par le bijoutier qu'elle expropriait, à Bologne, le 14 décembre 1984. Militante de classe. 29 ans, née à Bologne, employée.

ANTONIO GUSTINI tombé au cours d'une fusillade dans l'attaque d'un fourgon blindé, à Rome le 14 décembre 1984. Militant des BR-PCC. 28 ans, né à Rome, cheminot, puis clandestin.

PIETRO GRECO (PEDRO) exécuté par une équipe spéciale de contre-guérilla à Trieste, le 9 mars 1985. Militant d'une structure issue de l'Autonomie Ouvrière. 38 ans, né dans la province de Reggio de Calabre, enseignant, puis clandestin.

WILMA MONACO tombée au cours d'une attaque des BR-UCC contre un conseiller gouvernemental, à Rome, le 2 février 1986. Militante des BR-UCC. 28 ans, née à Rome, employée, ensuite clandestine.

DARIO BERTAGNA s'est donné la mort dans la prison de Busto Arsizio, le 17 juillet 1988. Militant des Reparti Comunisti d'Attacco (aire de l'Autonomie). 38 ans, né à Comerio (Bergame), employé dans une usine.

GINO LIVERANI meurt de maladie en exil, à Managua (Nicaragua), l'été 1988. Militant des BR. 56 ans, né à Ravenne, commerçant et déjà incarcéré.

PAOLO SIVIERI s'est donné la mort en arrestation domiciliaire, après de longues années en prison, dans la province de Rovigo, le 25 janvier 1989. Militant des BR. 35 ans, né à Castelmasa (RO), universitaire.

NICOLA GIANCOLA est mort d'un infarctus en prison, à Milan, le 22 janvier 1992. Militant des BR-C.W.A. 41 ans, né dans la province de Teramo, ouvrier chez Philips.

ERMANNIO FAGGIANI tué au cours d'une expropriation à Barcelone, le 17 mars 1993. 37 ans. Ex militant des BR Né dans la province de Udine, ouvrier agricole et d'usine, déjà incarcéré.

CARLO PULCINI est mort d'un cancer, en suspension de peine à Turin, le 23 mars 1992. Militant des BR-P.C.C. 50 ans, né dans la province de Viterbo, ouvrier.

CLAUDIO CARBONE est mort en prison à Lauro (Avellino), le 30 juillet 1993. Ex-militant des NAP. 46 ans, né à Asmara (Erythrée), extra-légal et prisonnier depuis de longues années.

SERGIO SPAZZALI est mort en exil à Miramas (France), le 22 janvier 1994. Militant de la Cellule pour la constitution du PCC. 58 ans, né à Trieste, avocat, incarcéré à plusieurs reprises, notamment pour les activités de l'ancien Secours Rouge.

ALESSANDRA D'AGOSTINI est morte en exil à Paris, en aout 1994. Ex-militante des BR 47 ans, née à Turin, enseignante.

GERMANO MACCARI est mort dans la prison de Rebibbia-Rome en 2001. Ex-militant des BR. Né à Rome, artisan, incarcéré à plusieurs reprises.

MARIO GALESI tombe au combat contre les flics, dans la province d'Arezzo, le 2 mars 2003. Militant et dirigeant des BR-PCC. 36 ans, prolétaire, déjà incarcéré, clandestin.

Cette reconstitution (que l'on espère la plus fidèle possible) des faits au cours desquels tombèrent tant de camarades, en leur redonnant un minimum d'identité et de concret, peut aider à mieux comprendre la densité de cette histoire, son énorme richesse humaine, liée à la potentialité révolutionnaire-transformatrice. Seul un mouvement fortement enraciné dans des raisons et des aspirations de caractère historique, comme celles qui visent le dépassement de la société de classe, peut arriver à donner, qualitativement et quantitativement, une telle détermination de lutte.

Que ce patrimoine vive, qu'il soit repris, toujours avec attention critique et sans idéalisation, dans la praxis et dans l'élaboration du nouveau processus révolutionnaire.

18. Bibliographie essentielle

Il y a avant tout les premiers livres publiés au cours des années '70, autant que les documents et les journaux. Au niveau de documentation (autrement, difficilement repérable), ces sont utiles certains livres bourgeois qui, aux débuts, n'étaient pas encore trop toxiques.

Controinformazione (Contre-information). Il existe encore les collections de cette revue qui a joué un rôle fondamental dans la diffusion et la connaissance des O.C.C. (tout particulièrement des *Résolutions* de la Direction Stratégique des BR). Cette revue a mené un travail d'enquête militante riche et original dans plusieurs domaines.

BR, cosa sene è detto – che cosa hanno delto, (*Les BR, ce qu'on en a dit, ce qu'elles ont dit*), par le Secours Rouge de Milan aux éditions Feltrinelli. Ouvrage historique, par sa qualité et son utilité. Ce fut le premier en son genre, et cela grâce au fait que les auteurs étaient des militants de haut

niveau du mouvement révolutionnaire (parmi lesquels Sergio Spazzali). La documentation est riche, parce qu'elle donne la parole aux protagonistes. Mais elle ne couvre que les premières années, à peu près jusqu'en '76.

V. Tessandori : *BR, imputazione banda armata* , (*BR, inculpation bande armée*), aux éditions Garzanti. C'est un livre très documenté et intéressant. Il va lui aussi jusqu'à la fin de 1976. Le ton polémique (l'auteur fait partie de l'appareil médiatique) est encore acceptable, et ne chute pas encore dans la falsification systématique ou dans la haine venimeuse, comme c'est le cas pour l'un des textes le plus célébré médiatiquement, celui de G. Galli : *Storia del partito armato* , absolument toxique.

Viola, Caccia : *Requisitoria processo GAP-BR* , (*Réquisitoire au procès GAP-BR*), aux éditions Bertani. L'intérêt réside dans la masse d'informations (malgré le filtre de l'œil judiciaire), mais aussi dans l'analyse. Plusieurs éléments historiques en émergent, qui permettent une bonne compréhension, dont par exemple l'apport d'anciens partisans (dont un commandant) au processus de formation de ces deux noyaux historiques.

Projecto Memoria , (*Projet Mémoire*), aux éditions Sensibili alle foglie. En trois tomes, c'est la reconstruction statistique et documentaire la plus systématique qui existe. A utiliser certainement, même si elle a été conçue dans le sens d'un projet liquidateur, "historicisant" (comme on aime dire), par quelques ex-dirigeants et militants.

Il proletariato non si è pentito (*Le prolétariat ne s'est pas repenti*), aux éditions Rapporti Sociali. Récolte considérable des matériaux, le long du fil chronologique et mêlée à l'activité des Comités contre la répression. Ceux-ci, à l'époque, furent parmi les protagonistes dans la lutte contre la dissociation et dans le soutien aux prisonnier(e)s résistant(e)s. Rédigée dans la phase d'affrontement très aiguë 1983-85 – conséquence de la défaite tactique de 1982 et à son lourd contrecoup interne pour le mouvement révolutionnaire. Il reste un ouvrage valable.

Gallinari, Piccioni, Seghetti: *Politica e Rivoluzione* (Politique et Révolution), aux éditions Rapporti Sociali. Peut-être le meilleur texte de premier bilan politico-idéologique. Lui aussi écrit à chaud en prison, en 1983. Même dans les conditions très dures de l'époque, les quatre auteurs (tous membres de premier plan des BR) ont réalisé une synthèse remarquable ; entre la bataille contre les plus graves déviations subjectivistes ou capitulationnistes, l'autocritique et la recherche de perspectives. Fort conseillé aujourd'hui encore.

De Maria N. : *Tre interventi d'un compagno BR* , (*Trois interventions d'un camarade BR*), aux éditions Archivia. Le bilan d'un ex-dirigeant de la Colonne Walter Alasia, rédigé dans des années plus récentes ('92-98), donc avec plus d'éléments de compréhension. Remarquable tant dans la reconstruction historique (destinée, elle aussi, à contrecarrer les tendances liquidatrices) que dans l'analyse de la crise capitaliste et des évolutions de la forme-Etat.

Bianconi : *Mi dichiaro prigioniero politico* , (*Je me déclare prisonnier politique*), aux éditions Einaudi. Sous la forme de récits journalistiques, le parcours d'une dizaine de militant(e)s.

M. Moretti: *BR, una storia italiana* , (*BR, une histoire italienne*), aux éditions Garzanti, et P. Gallinari : *Un contadino nella metropoli* , (*Un paysan dans la métropole*). Ce sont deux

biographies fondamentales de deux dirigeants historiques de BR, qui ont traversé toute l'histoire de l'organisation, jusqu'à la deuxième moitié des années '80. Intéressante, au-delà du final liquidateur.

Evidemment, il y a d'autres textes, surtout parmi ceux concernant le mouvement de classe au sens large, le cycle de lutte dans son ensemble.

19. Document : Qui sont les pommes pourries ?

[Ce document a été écrit par Vincenzo Sisi, ouvrier communiste, délégué syndical, militant pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire, à la suite des campagnes d'insultes lancées contre lui à la suite de son arrestation, le 12 février 2007, par la presse, le syndicat et les politiciens du régime. NDE]

J'ai lu quelque part que tout, dans ma biographie, irait à l'encontre de la mitrailleuse dans le jardin potager. On continue à parler de duplicité.

D'un côté le bon camarade, le délégué apprécié et, de l'autre, la lutte armée.

Ce n'est pas ainsi : il n'y a pas de duplicité, de séparation entre ce qu'est un communiste révolutionnaire et la militance parmi les gens : s'organiser dans le syndicat tout en n'étant pas d'accord avec la ligne des directions.

Pour s'organiser entre nous, travailleurs, dans les formes autorisées, il faut la carte syndicale. Et nous autres, travailleurs, nous prenons la carte ! Puisque les travailleuses n'ont pas le droit, d'après la loi, d'élire directement leurs propres représentants sur les lieux de travail. Elle est belle votre démocratie ! Ne serait-ce pas que cela vous fasse un peu peur quand les travailleurs s'organisent directement ?

Ensuite, quand certains de ces ouvriers se rendent compte des limites des luttes économiques et de l'inutilité de la lutte parlementaire, et qu'ils s'organisent en tant que communistes, alors votre peur grandit. Votre pouvoir de contrôler et de dominer, en imposant votre mode, pourrait être mis en discussion. Les personnes qui payent votre bien-être par l'exploitation pourraient voir qu'une alternative existe, une solution à votre monde d'exploitation et de barbarie. Et alors vous mettez en marche toute votre capacité à manipuler les consciences, à confondre les idées. Nous faire passer pour des terroristes, des criminels prêts à frapper n'importe qui, des ennemis des gens, pour criminaliser nos idées.

Par contre, il devient plus difficile de criminaliser nos vies : elles sont là, sous les yeux de tous, à démontrer notre cohérence avec les idées que nous défendons. Notre appartenance à notre classe sociale : la Classe Ouvrière.

Moi, j'ai commencé à travailler à l'âge de 14 ans, je faisais 11 heures par jour, samedi compris. Je suis devenu ouvrier qualifié. Dans cette boîte, il y avait un rapport individuel avec le patron ; pour la convention collective (sectorielle) on a fait grève à deux, moi et un vieux communiste. Ensuite, cela a été la FIAT et là, on luttait, on était un « problème d'ordre public », comme le disait Cesare Damiano(3) en parlant de la lutte pour la Convention nationale métallurgiste de 1979. Il fallait battre et disperser cette classe ouvrière qui échappait au contrôle, qui ne voulait pas se plier aux

politiques de sacrifices. Et alors, dehors ! D'abord les 61, ensuite les 23.000(4). Avec les chefs du PCI turinois qui organisaient le tout avec FIAT : fichages, expulsions, ateliers de punition (isolement).

Après une période de chômage, je suis entré chez ERGOM. Il y avait là un patron, soit tu étais avec lui, soit contre lui. J'étais contre, mais je faisais bien mon travail et il ne pouvait pas m'attaquer. Des nuages toxiques nous brûlaient les yeux et provoquaient des nausées. On sortait en courant ! Il n'y avait même pas un extracteur. Certains même, par peur, restaient à l'intérieur respirer les fumées, les larmes aux yeux. Avec d'autres camarades, on a monté le syndicat. Au début, on n'était que six inscrits : il y avait beaucoup de peur. Les contrats à durée déterminée, et la peur qu'ils ne soient pas renouvelés, les chefs qui nous harcelaient, qui nous fichaient aux premières grèves. Ensuite : le coup bas du licenciement et la tentative de corruption, avec beaucoup d'argent, pour que je reste dehors. Pendant trois ans et demi ils m'ont maintenu dehors. Avec le syndicat qui ne voulait pas de moi, même pas comme bénévole.

Aujourd'hui, on dit de moi que l'estime était transversale. Pour ce qui concerne les ouvrières et les ouvriers, l'estime est réciproque, et c'est la seule à laquelle je tiens, outre l'affection pour les personnes chères et pour mes camarades de luttes. Aux personnes avec lesquelles j'ai partagé espoirs et luttes, je veux dire qu'il n'y a pas de duplicité dans ma vie ni dans celle de mes camarades de lutte. J'étais et je suis comme cela parce que j'ai essayé et j'essaie d'être un communiste. Dans les choses de tous les jours, dans le travail, dans la lutte.

A tous les autres je veux dire : Lâches ! Comment pouvez-vous dire que je sois un infiltré parmi les travailleurs et le syndicat ? EPIFANI(5) a dit que nous sommes des pommes pourries. Lui qui n'a jamais fait les trois huit, lui qui a été mis en place par le système des partis qui ont vendu la Classe Ouvrière.

Moi je viens d'une famille ouvrière qui a toujours payé sa cotisation syndicale et contribué à le nourrir en crachant du sang dans les fonderies. Qui est l'infiltré dans la Classe Ouvrière ? Qui est la pomme pourrie entre moi et lui ? Je lui ai toujours dit en face ce que je pensais, pendant les Congrès. Mon syndicat, ce sont les travailleurs !

J'ai toujours dit dans les débats au sein des directions que ce qui comptait pour nous, délégués, c'était la capacité de construire des espaces d'autonomie, sur les lieux de travail, pour que les travailleurs soit davantage protagonistes. Mais tant que tu puisses faire, tu finis par être enfermé dans la compatibilité et les limites de la lutte économique, dans le périmètre de l'usine. Tandis que dehors la surpuissance des directions syndicales, après des années de reculs et de défaites imposées aux travailleurs, devient instrument de contrôle sur la classe.

Que répond le délégué au camarade de travail en colère pour son salaire de 950 euros par mois ? Que dit-on aux ouvrières avec les poignets rompus par les cadences, 37 ans de fatigue à l'usine et à la maison, quand elles demandent leur retraite ? Qu'est-ce que je vais dire à celui qui a deux enfants et un contrat à durée déterminée de trois mois ? Et que dire à celui qui a un avis d'expulsion et qui te fait remarquer que le gouvernement trouve l'argent pour l'armement mais pas pour les logements sociaux ? Je vais lui répondre qu'il y a « Refondation »(6) au gouvernement et que la bourgeoisie de

gauche est meilleure que celle de droite ? Et quand tu regardes dehors, tu vois que la marchandise la moins chère, ce sont les travailleurs.

Alors soit tu es d'accord, soit tu es contre. Où tu acceptes leurs règles et tu es complice, où tu travaille pour construire l'alternative.

Vicenzo Sisi, militant pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire

2 mars 2007

20. Document : Révolution ou contre-révolution

[Ce document a été écrit par les militants pour la constitution du Parti Communiste pour la première audience de leur procès à Milan, le 27 mars 2008, NDE]

Aux communistes, aux avant-gardes ouvrières, aux prolétaires qui luttent, aux femmes opprimées et rebelles.

Avec le procès des communistes arrêté(e)s le 12 février 2007, deux classes s'affrontent une nouvelle fois dans les tribunaux bourgeois : bourgeoisie et prolétariat. L'une, la bourgeoisie, qui détient le pouvoir, accuse l'autre, le prolétariat qui, en la personne de quelques militant(e)s communistes, cherche à construire sa propre autonomie politique de classe, c'est-à-dire révolutionnaire.

L'objectif est toujours le même : agir dans le sens de la survie du capitalisme malgré ses crises, sa barbarie, pour qu'il continue à accumuler richesses et privilèges pour une petite minorité, sur le dos et sur la vie de la majorité.

Pour cela, là où la tromperie de leur fausse démocratie ne suffit pas, la répression et la justice bourgeoisies surgissent.

L'attaque répressive montre le vrai visage du révisionnisme qui, pour servir les patrons, s'est fait Etat et trouve son expression actuelle dans l'axe D'Alema-Napolitano-Bertinoti(7), principal appui de la politique anti-prolétarienne du gouvernement Prodi. Il détient dans une partie de la magistrature un de ses principaux centres de pouvoir. Le Parquet de Milan en est la meilleure représentation.

C'est un procès politique ! Un procès où le ministère public et les inculpé(e)s sont des sujets politiques. Le principal délit débattu – « *association subversive* » est politique. Et les objectifs de toutes les parties sont politiques. L'objectif principal poursuivi par la bourgeoisie impérialiste est de nier la légitimité de la lutte révolutionnaire du prolétariat, en la réduisant à une série d'épisodes criminels. Donner de la légitimité à la répression et terroriser les secteurs prolétariens sensibles aux instances révolutionnaires.

Contenir, s'opposer à la tendance à l'autonomie politique de la classe. Cela sur le plan stratégique. Sur le plan tactique, l'enquête d'abord, et le procès ensuite, visent à renforcer un fragile gouvernement de "centre-gauche", expression de l'actuel équilibre interne des intérêts de la bourgeoisie impérialiste italienne.

La poursuite de ces objectifs est aujourd'hui une nécessité vitale pour nos patrons. Leur classe se

retrouve, en fait, toujours plus dans la condition du pot de terre au milieu de pots de fer, dans les affrontements que détermine la crise générale du mode de production capitaliste. La stratégie de la "guerre infinie", impulsée par l'impérialisme USA, a ouvert une nouvelle phase de déstabilisation globale et relancé la lutte pour un nouveau partage du monde entre les puissances impérialistes.

Cela se fait, pour le moment, principalement aux frais des nations opprimées du Tricontinent (Asie, Afrique, Amérique latine), en commençant par les peuples dont les régimes ont cherché un développement autocentré, libéré de la tutelle et du rapport semi-colonial imposé par les impérialistes. C'est une inclination qui se présente déjà comme troisième guerre mondiale tendancielle.

La bourgeoisie impérialiste italienne est en première ligne de ce système de guerre, comme on le voit clairement avec les soit disantes "missions humanitaires" en Irak, en Afghanistan et également au Liban. C'est un chemin de destruction et de mort, gros de contradictions qui s'aiguisent jusqu'au sein des formations sociales impérialistes. Une voie qui rend plus évident, aux yeux des larges masses, la crise du système, en rendant plus urgent son dépassement.

Par la crise du système, nous n'entendons pas seulement la crise économique, dans le sens courant du terme. Nous entendons le phénomène complexe, économique-social-politique, issu des lois propres du fonctionnement du mode de production capitaliste (comme la "loi de la plus-value", c'est-à-dire la loi de l'exploitation du travail et qui est "par hasard" occultée par la "science économique officielle", à savoir à l'idéologie dominante).

Nous parlons de la "crise par surproduction de capital" qui, à l'échelle mondiale, est chronique : il y a trop de capitaux qui cherchent profits, les occasions d'investissements ne suffisent pas, la concurrence est toujours plus féroce et dégénère souvent en affrontement armé. Cette surproduction de capital détermine ce phénomène fou et criminel par lequel "on est mal parce que l'on produit trop !"

La surcapacité productive, n'étant pas utilisée dans une organisation économique finalisée socialement, amène aux restructurations incessantes et à la misère pour le prolétariat. Et c'est encore elle la cause la plus profonde des guerres impérialistes : pas seulement à cause de l'agressivité concurrentielle qu'elle déchaîne, mais aussi parce qu'il n'y a, à terme, pas d'autres solutions que la destruction d'excédents pour ce mode de production démentiel. C'est l'histoire des USA en Europe et en Asie après '45, et c'est l'histoire actuelle avec l'Irak, l'Afghanistan, etc.

Le capitalisme ne sort pas de ce genre de crise – générale et historique – par des moyens économiques ordinaires. En fait, il n'arrive pas à en sortir malgré trente années d'attaques répétées contre les acquis de la classe ouvrière et du prolétariat : augmentation de l'exploitation, recul des conditions de vie et de travail. Malgré les sauts technologiques et la liquidation des régimes révisionnistes qui avaient pris le pouvoir dans les pays socialistes et ouvert la voie à la restauration capitaliste. (...)

Même si les travailleurs sont devenus la marchandise la moins chère, cela ne suffit pas. Le capitalisme en crise est un fauve déchaîné, et la crise se représente toujours plus aiguë à chaque courbe de la spirale, comme dans l'actuel cas de la crise financière autour des crédits immobiliers.

L'élément neuf, dans ce cas, est l'incapacité de l'impérialisme dominant à décharger la crise sur les formations sociales dépendantes, comme cela avait été le cas dans le passé avec les crises financières induites au Mexique, dans le sud-est asiatique, en Russie ou encore en Argentine, ...

Cette incapacité témoigne de la gravité de la crise et donne une nouvelle impulsion à la "politique de la canonnère"; moins à cause du caractère subjectivement criminel de la bourgeoisie impérialiste qu'en raison du fait que pour ce système : la guerre est l'unique moyen dont les impérialistes disposent pour établir de nouveaux rapports de force, se disputer et se répartir les sphères d'influence et les superprofits dérivant de la domination coloniale et semi-coloniale.

La vraie limite à la barbarie qui caractérise cette époque historique de putréfaction des formations sociales impérialistes est encore la Révolution prolétarienne : « *Soit la Révolution empêche la guerre, soit la guerre déchaîne la Révolution.* » (Mao Tsé-toung).

Cette donnée est intégrée dans l'essence même des Etats impérialistes qui, depuis la Révolution d'Octobre, se sont structurés comme "Etat de la contre-révolution préventive". Une structuration qui recourt aussi à la cooptation, par vagues successives, des différentes couches politiques révisionnistes (post-communistes, post-extraparlementaires, repentis et dissociés de tout genre). Ces cancers opportunistes, alimentés par la bourgeoisie au sein de la classe, assument le postulat idéologique suivant lequel l'époque impérialiste serait « *la fin de l'histoire* », et qu'il n'y aurait pas d'alternative à l'impérialisme. Ils s'affairent à l'ambitieuse tâche qui leur a été confiée de mystifier la réalité de l'histoire qui procède par contradictions et luttes de classes, et qui ne pourra "aboutir" que dans la société sans classe.

L'autre tâche qui leur incombe en découle : leurrer les masses sur l'utilité de la participation aux institutions bourgeoises et aux formations gouvernementales qui ne peuvent qu'être de caractère capitaliste-impérialiste.

Ces traîtres à la classe ouvrière répètent comme des perroquets le discours de leurs patrons sur le "dieu-marché", sur la mondialisation du capital qui apporteraient la paix et le progrès aux peuples. Ils essaient maladroitement de mystifier les luttes féroces entre groupes impérialistes et leur réel contenu, à savoir la nouvelle répartition du monde. Ils divaguent sur une prétendue "communauté internationale", tout en se rangeant derrière les pires entreprises anti-prolétariennes et néocolonialistes.

Ainsi la mystification des "missions de paix" et des "guerres humanitaires".

Mais le développement même des contradictions les démasque, comme cela a été le cas pour le gouvernement Prodi. Là, les "pacifistes" siégeaient avec les fauteurs de guerre, votaient les crédits de guerre et participaient aux manifestations contre la guerre... Ils approuvaient la construction de bases stratégiques de l'impérialisme USA ou des investissements purement capitalistes comme le TGV Lyon-Turin, et voulaient encore s'infiltrer dans les luttes contre cela.

Il en va de même pour les lois de régression sociale (notamment celle sur le Code du Travail) et de précarisation. Cette véritable schizophrénie a comme unique explication l'absence de perspective impérialiste, et donc la nécessité de développer un travail de division, récupération, démoralisation à partir de l'intérieur des mouvements de masse. Le travail de sape, de "désillusion" des "ex-

révisionnistes" et de leur bagage d'imbécillités idéologiques tel que le "pacifisme" doivent compenser cette absence de perspective.

En étroite relation dialectique avec cette activité de démolition par l'intérieur des dynamiques de masses, il y a l'attaque répressive contre l'instance révolutionnaire. En effet, la mystification ne peut tenir que tant que personne ne dise, par la théorie et par la pratique conséquente, que « *le Roi est nu* », c'est-à-dire que le capitalisme est enfermé dans ses propres lois et contradictions, et que pour cela il enfonce la société dans un abîme de misère, de violence et de guerre, mais qu'il est aussi gros de la Révolution prolétarienne, et qu'elle seule peut l'affronter et le vaincre.

La même faiblesse les pousse à pousser à fond cette attaque, en mobilisant toutes leurs ressources idéologiques, politiques, militaires, judiciaires. Tout cela pour empêcher, pour prévenir la constitution du prolétariat en force idéologico-politico-militaire indépendante. L'action de contre-révolution qui a produit ce procès répond essentiellement à cette exigence.

Tout comme le procès médiatique organisé après le blitz du 12 février 2007 répond à l'exigence de disqualifier la possibilité de révolution prolétarienne, en qualifiant de « *provocateurs infiltrés* » les réelles avant-gardes de la classe ouvrière en lutte.

Nous ne sommes pas là pour nous déclarer coupables ou innocents. Ce sont des catégories qui vous appartiennent.

Nous pouvons seulement déclarer que notre justice n'est pas votre justice. La vôtre est celle qui assure l'impunité aux capitalistes massacreurs d'ouvrier(e)s, comme chez ETERNIT (3.000 ouvrier(e)s tués, et il ne s'agit que des cas avérés !), dans la pétrochimie, dans les flammes des aciéries, sur les chantiers navals ou dans le bâtiment. Celle qui assure l'impunité aux responsables étatiques de la « *stratégie de la tension* », aux violences policières et répressives, celle qui est la base légale du vol capitaliste systématique du travail ouvrier et social.

Notre justice considère la fin de l'exploitation et l'égalité économique et sociale ; l'élimination définitive de la logique du profit et de ses conséquences comme les guerres de prédation et la destruction de l'environnement ; la fin de l'oppression impérialiste et la solidarité entre les peuples ; la dictature du prolétariat comme seule forme institutionnelle capable d'assurer la construction du socialisme et de résoudre les problèmes de la résistance des exploités et de la résurgence de germes capitalistes.

L'unique solution juridique que l'Etat admet est l'abjuration de l'antagonisme de classe. C'est là le point le plus haut de l'hypocrisie de la justice bourgeoise, puisque ce procès et sa sentence sont clairement des actes de guerre de classe.

La Révolution prolétarienne ne se met pas en procès !

Elle est un processus historique, l'unique voie possible pour l'émancipation de l'humanité de l'exploitation féroce et des guerres dévastatrices auxquelles la putréfaction de l'époque impérialiste du capitalisme la condamne.

La voie démocratique pour la transformation sociale n'a jamais existé ; les classes qui détiennent le pouvoir ne le cèdent jamais démocratiquement, mais toujours suite à des luttes révolutionnaires. Il

revient à nous, communistes, la tâche d'indiquer et de tracer aujourd'hui cette voie, la voie de la Révolution prolétarienne. Nous ne pouvons le faire qu'en construisant le Parti Communiste de la classe ouvrière, qui seul peut diriger la lutte pour le pouvoir, en développant sa politique révolutionnaire.

Nous ne faisons pas de promesses aux prolétaires, nous ne leur disons pas : « *on vous donnera...* », mais : « *voilà la voie : le combat ! La liberté et le bonheur se conquièrent par la lutte et dans la lutte, dans un long processus révolutionnaire.* »

Les limites et les erreurs du passé, les précédentes tentatives révolutionnaires, ne sont pas une raison pour les rejeter (comme la bourgeoisie le voudrait, quand elle hurle en permanence à la mort du communisme). Les limites, les erreurs, les contradictions sont la ligne-frontière à partir de laquelle il nous faut repartir ; elles sont à résoudre dans de nouvelles tentatives, en prenant appui sur les grands acquis réalisés.

Ainsi la pratique et la théorie de la Guerre Populaire Prolongée, qui a permis tant de succès le siècle dernier. Une politique révolutionnaire ne peut se faire que dans l'unité du politico-militaire, dans un Parti qui sait réunir les meilleures forces de la classe ouvrière et du prolétariat, et conjuguer les revendications particulières, économiques et sociales, à la nécessité du renversement du système capitaliste, dans une correcte dialectique Parti/masses.

Pour cela, il faut affronter les différents niveaux de lutte, dans le sens du développement de l'autonomie politique de classe : impulser le renforcement de véritables organismes de masse à l'intérieur des luttes, et construire le Parti Communiste Politico-Militaire pour diriger la lutte pour le pouvoir.

Ce qui signifie, naturellement, couper le cordon ombilical opportuniste avec le jeu politique institutionnel, en développant les luttes dans le sens de l'accumulation des forces, dans une stratégie précise de lutte révolutionnaire : la stratégie de la Guerre Populaire Prolongée, valable universellement pour les classes et peuples opprimés à l'époque impérialiste.

La seule justice est prolétarienne

Construire le Parti Communistes de la classe ouvrière dans l'unité du politico-militaire

Utiliser la défense pour organiser l'attaque

Construire le Front populaire contre la guerre impérialiste

Mort à l'impérialisme – Liberté aux peuples

Les militants pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire

NOTE

(1) Il s'agit de la défaite de la tendance révolutionnaire au sein de la Résistance, et cela dans le long après-guerre (jusqu'à juillet '48), quand les forces de classe, armées, essayèrent de renverser la ligne de conciliation et compromis imposée par la direction révisionniste du PCI.

(2) Cette transformation est un processus propre, inhérent au mode de production capitaliste, depuis toujours. La stupide (et prétentieuse) pensée petite-bourgeoise, celle des professeurs de l'idéologie dominante, encadre ces transformations en tant que "nouveauautés absolues" ; prétendant à chaque

fois que « *le monde a totalement changé* ». Et cela dans la tentative d'oblitérer l'expérience de classe du cycle précédent, de la noyer dans le flot d'une société a-classiste, de la fragmenter dans un catalogue sociologique aseptisé de catégories et professions.

La diversification de figures prolétariennes c'est l'aspect formel, l'aspect substantiel c'est la dégradation systématique du travail (et du vivant) en marchandise ! Ce double mouvement a été inhérent au capitalisme dès sa naissance, et c'est la base matérielle où se posent les possibilités et/ou les difficultés de parcours de recomposition de classe (de l'unité dans la lutte).

(3) Actuel ministre du Travail, ex-révisionniste, à l'époque engagé dans la répression et la criminalisation du mouvement révolutionnaire.

(4) Les 61 ont été les licenciements politiques « 'anti-terroristes » à l'automne '79 ; les 23.000 la première restructuration massive, passée en octobre '80 après une longue lutte.

(5) EPIFANI est le secrétaire général de la CGIL (l'équivalent de la CGT).

(6) « Refondation communiste », parti révisionniste issu de l'ancien PCI.

(7) Figures de proue de l'ancien parti révisionniste (PCI), aujourd'hui plus justement désignables comme "ex-révisionnistes", agents organiques du capitalisme et de l'impérialisme. Respectivement : ministre des affaires étrangères et vice-président du Conseil des ministres, président de la République, président du Parlement.